L'État Islamique

Multinationale de la violence

Loretta Napoleoni

Calmann-Lévy

L'ÉTAT ISLAMIQUE

DU MÊME AUTEUR
TRADUIT EN FRANÇAIS

Qui finance le terrorisme international ?
Autrement, 2005

LORETTA NAPOLEONI

L'ÉTAT ISLAMIQUE

Multinationale de la violence

Traduit de l'anglais
par Pierre-Emmanuel Dauzat

calmann-lévy

Titre original :
THE ISLAMIST PHOENIX
Première publication : Seven Stories Press, Inc.,
New York, 2014

© Loretta Napoleoni, 2014

Pour la traduction française :
© Calmann-Lévy, 2015

ISBN 978-2-7021-5740-4

À Giuseppe
Merci de ton soutien

Note sur la terminologie

L'ascension au pouvoir de l'organisation armée qui, en juin 2014, a pris le nom d'État islamique a été rapide et, récemment encore, assez peu remarquée. Au fil des dernières années, ce groupe a souvent changé de nom. Initialement membre de l'organisation d'Abou Moussab Al-Zarkaoui, Al-Tawhid Wal-Jihad, il est devenu par la suite l'État islamique en Irak (ISI), lequel a fini par se fondre dans Al-Qaïda en Irak. En 2010, quand Abou Bakr Al-Baghdadi en est devenu le chef, le groupe est revenu à son appellation antérieure : l'État islamique en Irak. En 2013, à la suite de sa fusion avec une section de Jabhat al-Nosra, groupe djihadiste syrien affilié à Al-Qaïda, l'organisation s'est rebaptisée État islamique en Irak et au Levant (al-Cham), mieux connu sous l'acronyme EIIL (ISIL ou ISIS, en anglais, Daech en arabe[1]). Enfin, juste avant la proclamation du califat[2], Daech est devenu

l'État islamique. Cependant, dès le commencement en Syrie, puis en Irak, le groupe a été connu sous le nom d'al Dawlat, l'État.

Chaque appellation nouvelle correspond à de grands développements et à des changements importants dans la vie de l'organisation. À ce titre, la sémantique de l'État islamique constitue un élément supplémentaire du puzzle politique moyen-oriental que l'Ouest et le monde essaient d'assembler.

Souvent traduit par « Monothéisme et Djihad », le nom Al-Tawhid Wal-Jihad rend l'idée que Dieu est tout et partout, que la vie ne saurait exister que sous Sa coupe. Dès lors, les musulmans voient dans l'État islamique originel, le premier califat, création du prophète Mahomet et de ses compagnons au VII^e^ siècle, une société parfaite dirigée par mandat divin. Bref, il est l'expression politique de la volonté de Dieu. Aujourd'hui, le geste emblématique d'Al-Tawhid, l'index pointé vers le ciel, est devenu le salut presque officiel de l'État islamique contemporain.

Le passage d'Al-Tawhid Wal-Jihad à l'État islamique en Irak a coïncidé avec la concentration du groupe armé d'Al-Zarkaoui en Irak, limitant son djihad à ce pays, comme rampe de lancement pour rétablir le califat. De même, la décision d'Al-Baghdadi d'ajouter les mots « al-Cham », l'ancienne dénomination arabe de Damas et des

territoires alentour, d'où régnèrent quelques-uns des premiers califes, représente un pas en avant sur son prédécesseur. Mais cela marque aussi le début d'un effort transfrontalier pour atteindre l'objectif final de l'organisation : la reconstruction du califat.

La naissance de l'État islamique, appelé l'EIIL, la veille même de la proclamation du califat, est le signe d'une nouvelle étape capitale de la construction d'une nation, recréant ainsi les circonstances qui, au VII^e^ siècle, conduisirent à l'instauration de la société idéale de l'islam.

Actuellement, les médias et responsables politiques occidentaux emploient des désignations diverses pour décrire l'organisation armée que dirige Al-Baghdadi. La Maison-Blanche et Downing Street parlent d'ISIL, tandis que les médias américains préfèrent ISIS. PBS, toutefois, privilégie État islamique (EI), alors que certains médias australiens ont adopté le terme de Groupe État islamique pour éviter de donner l'impression qu'il s'agit d'un État plutôt que d'une organisation armée. En langue anglaise, les acronymes ISIS et ISIL sonnent mieux qu'IS (EI, en français), d'où leur utilisation plus fréquente. La répugnance des hommes politiques à employer le mot « État » procède de la peur d'accepter, ne serait-ce que par le langage, la prétention de l'État islamique à être non pas une organisation terroriste, mais un État qui doit sa légitimité à une guerre de conquête et au consensus intérieur.

L'État islamique

Au fil de ces pages, j'ai utilisé l'expression État islamique ou EI parce que c'est ainsi que le groupe s'est le plus récemment défini et continuera probablement à se faire connaître. Mon sentiment est que cette appellation fait passer au monde un message bien plus réaliste que l'appellation ISIS ou ISIL. Ce message est celui d'un groupe déterminé à construire le califat du XXI^e^ siècle. Utiliser des acronymes moins précis à des fins de propagande, par exemple pour cacher la vraie nature de l'État islamique, ne nous aidera pas à affronter la menace actuelle. Bien au contraire, cela a toute chance de nous empêcher, une fois de plus, de mettre au point une stratégie *ad hoc* au Moyen-Orient.

Introduction

Pour la première fois depuis la Première Guerre mondiale, une organisation armée redessine la carte du Moyen-Orient tracée par les Français et les Britanniques. Menant une guerre de conquête, l'État islamique est en passe d'effacer les frontières de l'Accord Sykes-Picot conclu en 1916. Aujourd'hui, le drapeau noir et or de l'EI flotte au-dessus d'un territoire plus vaste que le Royaume-Uni ou le Texas, des rives méditerranéennes de la Syrie jusqu'au cœur de l'Irak, zone tribale sunnite. Depuis la fin juin 2014, cette région est connue sous le nom de califat islamique, appellation qui avait disparu avec la dissolution de l'Empire ottoman entre les mains d'Atatürk en 1924.

Beaucoup d'observateurs occidentaux ont voulu voir dans l'État islamique, comme dans Al-Qaïda auparavant, une organisation anachronique qui cherche à revenir en arrière. En fait, selon les

réfugiés syriens et irakiens, rien ne distingue son régime de celui des Talibans. Des affiches interdisent de fumer et de se servir d'appareils photo ; les femmes ne peuvent voyager si elles ne sont accompagnées d'un parent de sexe masculin, elles doivent être entièrement voilées et ne pas porter de pantalon en public[1]. Simultanément, l'État islamique semble se livrer à une sorte de nettoyage religieux à travers un prosélytisme agressif. Les habitants de son territoire qui ne fuient pas doivent adopter son credo salafiste radical sous peine d'être exécutés.

Depuis son ascension sur la scène mondiale, le chef de l'EI et calife Abou Bakr Al-Baghdadi a multiplié les comparaisons avec le mollah Omar d'Al-Qaïda. Paradoxalement, ces comparaisons ont pu conduire les renseignements occidentaux à le sous-estimer, lui et la force de son organisation. Malgré son approche apparemment médiévale de la loi et du contrôle social, on aurait tort de croire que l'EI est foncièrement rétrograde. Alors que le monde des Talibans se limitait aux écoles coraniques et au savoir fondés sur les écrits du Prophète, la mondialisation et la technologie moderne ont été la couveuse de l'État islamique.

Ce qui distingue cette organisation de tous les autres groupes armés antérieurs – y compris ceux qui étaient actifs durant la guerre froide – et explique ses succès considérables, c'est sa modernité[2] et son

pragmatisme. Sa direction fait montre d'une bonne compréhension des limites auxquelles se heurtent les puissances contemporaines dans le monde multipolaire de la mondialisation. Par exemple, l'EI a senti, avant la plupart des autres acteurs, qu'une intervention étrangère conjointe comme celle qui s'était produite en Libye et en Irak ne serait pas possible en Syrie. Quasiment sans se faire remarquer, la direction de l'État islamique a su exploiter à son profit le conflit syrien : version contemporaine de la guerre traditionnelle par procuration, avec quantité de sponsors et de groupes armés. Recherchant un changement de régime en Syrie, les Koweïtis, les Qataris, et les Saoudiens ont été disposés à financer une pléthore d'organisations armées – dont, parmi beaucoup d'autres, l'EI. Or, au lieu de mener cette guerre par procuration, l'État islamique s'est servi de l'argent de ses parrains pour se tailler des bastions dans des régions financièrement stratégiques, comme les riches champs de pétrole de l'est de la Syrie. Jusque-là, aucune organisation armée du Moyen-Orient n'avait pu s'imposer comme le nouveau maître de la région en utilisant l'argent de ses riches protecteurs du Golfe.

Le contraste est tranché avec la rhétorique des Talibans. S'il réserve un traitement barbare à ses ennemis, l'État islamique propage un puissant message politique, en partie positif, à l'adresse du monde musulman : le retour du califat, un

nouvel âge d'or de l'islam. Ce message arrive à une époque de grande déstabilisation au Moyen-Orient : la Syrie et l'Irak sont en feu, la Libye au seuil d'une nouvelle guerre tribale, l'Égypte rétive et gouvernée par l'armée, et Israël de nouveau en guerre à Gaza. Dès lors, aux yeux de nombreux sunnites, la renaissance du califat sous son nouveau calife, Al-Baghdadi, n'est pas l'émergence d'un groupe armé de plus, mais l'essor d'une nouvelle entité politique prometteuse née des cendres de plusieurs décennies de guerre et de destruction.

Que ce Phénix islamiste se soit matérialisé au premier jour du Ramadan 2014, mois saint de jeûne et de prière, doit être considéré comme un défi que lance l'État islamique à la légitimité des cinquante-sept pays dont les citoyens suivent majoritairement la foi islamique. Comme l'a déclaré le porte-parole de l'EI, Abou Mohammed Al-Adnani, « l'expansion de l'autorité du calife et l'arrivée de ses troupes dans leurs régions rend nulle et non avenue la légalité de tous les émirats, groupes, États et organisations ». Le défi émane d'un État contemporain commandant une armée moderne, et qui fait remonter sa légitimité à la première manifestation territoriale de l'islam dans l'Arabie des VII^e^ et VIII^e^ siècles.

Cette menace bien réelle est particulièrement ressentie par ceux qui partagent une frontière avec la Syrie et l'Irak. En juillet 2014, le drapeau de

l'État islamique est apparu dans des villages jordaniens ; en août, des milliers de militants de l'EI se sont infiltrés au Liban depuis la Syrie et se sont emparés de la ville d'Arsal. Depuis le lancement de cette offensive, il se trouve même d'anciens sponsors pour redouter la puissance militaire du califat ; début juillet, quand l'armée irakienne s'est retirée de la région, l'Arabie saoudite a déployé 30 000 soldats à sa frontière avec l'Irak.

Sous le vernis religieux et la tactique terroriste, toutefois, se cache une machine politique et militaire pleinement engagée dans la construction d'une nation et, de manière plus surprenante, dans la recherche d'un consensus à la suite des conquêtes territoriales. Selon les habitants des enclaves sous la coupe du califat, l'arrivée des combattants de l'EI a coïncidé avec des améliorations de la gestion au jour le jour de leurs villages. Les combattants de l'EI ont comblé des fondrières, organisé des soupes populaires pour ceux qui avaient perdu leurs maisons et produit de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre[3]. Ce faisant, l'EI montre qu'il a compris, dans une certaine mesure, qu'au XXIe siècle, on ne construit pas de nouvelles nations uniquement par la terreur et la violence. Pour réussir, elles ont besoin du consensus populaire.

Territorialement, le plan directeur est de recréer l'ancien califat de Bagdad – entité qui, à son apogée, s'étendait de la capitale irakienne

jusque dans l'Israël moderne avant d'être détruite par les Mongols en 1258. Politiquement, l'objectif de l'État islamique est de créer un califat du XXIe siècle. Dans son premier discours prononcé en qualité de nouveau calife, Al-Baghdadi s'engagea à rendre aux musulmans la « dignité, la puissance, les droits et le leadership du passé » et appela médecins, ingénieurs, juges et spécialistes de jurisprudence islamique à le rejoindre[4]. Tandis qu'il s'exprimait, toute une équipe de traducteurs à travers le monde travaillait à diffuser, presque en temps réel, le texte de son discours sur les sites islamistes, ainsi que sur les comptes Facebook et Twitter, dans plusieurs langues, dont l'anglais, le français et l'allemand[5].

Aux yeux de beaucoup, le dessein essentiel de l'État islamique est d'être aux musulmans sunnites ce qu'Israël est aux Juifs : un État dans leur ancienne terre, récupérée dans les temps modernes ; un État religieux puissant qui les protège partout où ils sont. Si choquante et répugnante que soit cette comparaison, tel n'en est pas moins le puissant message diffusé à l'adresse des jeunes musulmans dépossédés qui vivent dans le vide politique créé par toutes sortes de facteurs de troubles : la corruption généralisée, l'inégalité et l'injustice des États musulmans modernes ; la dictature implacable de Bachar Al-Assad ; le refus du gouvernement de Nouri Al-Maliki d'intégrer les sunnites

dans le tissu de la vie politique irakienne et d'arrêter leur persécution par l'appareil politique de Bagdad ; l'incapacité de remplacer l'infrastructure socio-économique détruite au cours de la guerre contre Saddam et le taux élevé du chômage. C'est un message fort mais aussi séduisant pour ceux qui vivent à l'étranger, les jeunes musulmans européens et américains déshérités luttant pour intégrer une société occidentale qui offre de moins en moins de possibilités aux jeunes générations. Aucune autre organisation armée n'a montré autant de clairvoyance et d'intuition politique quant à la politique intérieure du Moyen-Orient et aux frustrations des immigrés moyen-orientaux et des musulmans immigrés à travers le monde. Dans ses efforts pour construire une nation, aucune autre organisation armée n'a su s'adapter aussi bien à des facteurs contingents, veillant à l'infrastructure socio-économique de base et passant des accords économiques avec les autorités locales des territoires qu'elle contrôle.

En vérité, les dirigeants de l'EI ont étudié la tactique et la structure des autres groupes armés et en ont appliqué les leçons dans un nouveau contexte. Comme les organisations armées européennes des années 1960 et 1970, telles les Brigades rouges en Italie ou l'IRA en Irlande du Nord, l'État islamique apprécie la force de la « propagande de peur » et s'est montré particulièrement

habile à utiliser les médias sociaux pour diffuser images et vidéos bien léchées de ses actions barbares à l'intention des publics locaux et mondiaux. Que la peur soit une arme de conquête bien plus puissante que les cours de religion est un fait qu'Al-Qaïda n'a pas compris. De plus, l'État islamique a compris que la violence extrême fait les gros titres : dans un monde submergé d'informations, le cycle médiatique de vingt-quatre heures est en quête d'images toujours plus saisissantes. D'où l'indigestion de photos et de vidéos de châtiments brutaux ou de tortures consultables sur un téléphone mobile. Dans la société du virtuel et du voyeurisme qui est la nôtre, le sadisme bien mis en scène est devenu du grand spectacle.

L'EI a aussi tiré les leçons de la force de la propagande dans une région plus proche de son centre. L'État islamique a analysé les machines de propagande que les administrations américaine et britannique ont employées pour justifier leur frappe préventive en 2003. Il s'est intéressé tout particulièrement au discours que le secrétaire d'État américain Colin Powell prononça le 5 février 2003 au Conseil de sécurité des Nations unies, créant le mythe d'Abou Moussab Al-Zarkaoui pour justifier l'invasion de l'Irak. Grâce à une utilisation extensive et très professionnelle des médias sociaux, l'État islamique a engendré des mythologies tout aussi fausses pour faire du prosélytisme, recruter et

lever des fonds à travers le monde musulman. Le voile de secret et de mythologie soigneusement tissé autour du chef de l'EI, Abou Bakr Al-Baghdadi, en est un bon exemple.

Au sein d'un monde saturé d'informations, le mystère joue un grand rôle dans la stimulation de l'imagination collective. Plus une chose est dissimulée, plus on désire qu'elle soit révélée ; et moins on la connaît, plus on l'imagine. Offrez quelques images aux spectateurs, et ils l'enrichiront à leur guise. La publicité exploite ces concepts simples. L'appareil de propagande de l'État islamique les utilise également pour fabriquer le mythe d'Al-Baghdadi et du nouveau califat. L'islam se fonde sur le mystère du retour du Prophète. Dès lors, tout en terrorisant les Occidentaux par des tueries barbares, l'EI amène ses partisans musulmans à croire que le Prophète est revenu dans les habits d'Al-Baghdadi. C'est notre surprise qui est ici surprenante.

Alors qu'il brandit le bâton de la violence et de la charia, l'EI utilise en même temps la propagande à travers les médias sociaux et met en place des programmes sociaux populaires visant à améliorer les conditions de vie de la population sunnite piégée à l'intérieur du califat, faisant preuve ainsi d'un profond pragmatisme (et à cet égard aussi il se distingue d'Al-Qaïda). Si cette stratégie réussit, la communauté internationale sera contrainte

d'affronter un nouveau scénario dans l'histoire du terrorisme et de la construction des nations. Autrement dit, l'État islamique aura apporté une solution au « dilemme du terrorisme », qui est le défi ultime lancé à l'État moderne.

De fait, il appartient à l'État moderne de décider si les actes de terrorisme menacent la sécurité nationale ou l'ordre public. Ce dilemme naît de la double responsabilité de l'État moderne : protéger ses citoyens des ennemis extérieurs et des criminels intérieurs. Aspirant à renverser des États en place, les groupes armés menacent donc la sécurité nationale. Par exemple, le but de l'EI est de libérer les territoires de l'ancien califat de Bagdad du régime tyrannique des chiites, mais aussi d'annexer la Jordanie et Israël afin de recréer une telle entité. Toutefois, pour parvenir à leurs fins, les groupes armés utilisent des moyens criminels et, dans le cas d'Al-Qaïda et de l'État islamique, des moyens barbares comme les attentats-suicides et même la crucifixion de leurs adversaires. Jusqu'à la « Guerre à la terreur » de Bush, les États n'avaient vu dans le terrorisme qu'une forme de crime, c'est-à-dire une menace pour l'ordre public, et utilisaient leur système judiciaire pour y faire face. Même quand Bush déclara qu'Al-Qaïda était une menace pour la sécurité nationale, ses membres furent considérés comme des combattants illégaux et ne bénéficièrent jamais du statut d'ennemis. On pourrait

donc définir le terrorisme comme un crime poursuivant des buts de guerre[6].

Toutefois, si, utilisant les moyens du terrorisme pour asseoir son contrôle territorial et accomplissant des réformes sociales et politiques pour gagner l'assentiment populaire, il parvient à construire un État moderne, l'EI aura prouvé ce qu'ont professé toutes les organisations armées : que ses membres ne sont pas des criminels, mais des ennemis engagés dans une guerre asymétrique pour renverser des régimes illégitimes, tyranniques et corrompus.

Ce livre a été écrit alors que la guerre de conquête de l'État islamique progresse. Ce conflit étant appelé à durer un certain temps, le livre tente de répondre à des questions cruciales sur la nature et les buts de l'État islamique et du califat, non pas afin de prédire l'issue du conflit, mais pour aider le lecteur à en comprendre la vraie nature. Il est une conclusion que nous pouvons tirer dès à présent : depuis le 11-Septembre, le terrorisme islamiste est un « business » qui, loin de s'affaiblir, n'a cessé de se renforcer – au point de s'aventurer désormais dans le domaine de la construction d'une nation – en suivant simplement le rythme d'un monde qui change rapidement, et où la propagande et la technologie jouent un rôle désormais primordial. On ne saurait en dire autant des forces engagées pour l'empêcher de se propager.

Prologue

Une nouvelle sorte de terrorisme ?

Au cours des trois dernières années, l'État islamique a remporté des victoires sans précédent. Par des moyens brutaux et une perspicacité à toute épreuve, il peut désormais réaliser ce qui est historiquement irréalisable : la reconstruction du califat. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, aucun groupe armé ne s'est jamais taillé un aussi vaste territoire. À son apogée, l'OLP, de loin l'organisation armée la plus grande du Moyen-Orient, ne contrôlait qu'une fraction de la terre que l'État islamique dirige aujourd'hui. Cette réalisation est souvent attribuée au conflit syrien, perçu comme la couveuse d'une nouvelle espèce de terrorisme.

De fait, dans les affres de la guerre civile d'après le Printemps arabe, avec ses multitudes d'insurgés islamistes, la Syrie offre un récit commode pour écarter toute idée d'un fil commun rattachant l'État islamique au 11-Septembre puis à l'invasion

américaine de l'Irak, en 2003. L'Occident et le monde s'accrochent désespérément à l'idée que l'épouvantable situation actuelle de l'Irak et de la Syrie n'a aucun précédent historique, et que nous ne sommes pas responsables des événements qui ont lieu aujourd'hui au Moyen-Orient. Dès lors, par opposition aux forces frustes d'Al-Qaïda en Afghanistan ou de l'armée de candidats au suicide d'Al-Zarkaoui en Irak, l'État islamique est présenté comme une espèce nouvelle : une organisation capable d'engendrer des revenus immenses, agissant telle une multinationale de la violence, commandant une armée nombreuse et moderne et finançant des soldats bien entraînés. Tout cela est vrai. Ce qui ne l'est pas, c'est la nouveauté et l'unicité de ses traits génétiques.

Certes, à la différence des Talibans ou d'Al-Qaïda, l'État islamique gère des revenus immenses qu'il tient en partie de l'annexion d'actifs productifs tels que des champs de pétrole et des centrales électriques en Syrie. Selon le *Wall Street Journal*, l'exportation de pétrole lui procure à elle seule 2 millions de dollars par jour[1]. De surcroît, dans le territoire qu'il contrôle, il lève des impôts sur les entreprises aussi bien que sur les ventes d'armes, d'autres matériels militaires et des produits de consommation courante suivant pour la plupart les lucratives filières de contrebande le long des frontières de la Syrie avec la Turquie et l'Irak. La

découverte accidentelle de son « rapport annuel » a dernièrement confirmé l'exceptionnelle « acuité économique » de cette organisation en comparaison des Talibans mais aussi de tous les autres groupes armés. On y trouve un tableau détaillé des recettes et des dépenses, jusqu'au coût de chaque mission-suicide, conforme aux techniques comptables les plus sophistiquées, au point que le lecteur serait excusable d'imaginer lire le budget d'une multinationale légitime en plein essor[2].

Cette capacité que possède l'État islamique de fonctionner comme une société de terreur n'est pas unique, pas plus que ne l'est sa capacité d'engranger des ressources monétaires ou de comprendre l'importance d'atouts stratégiques comme le barrage de Mossoul.

Au milieu des années 1990, selon la CIA, l'OLP avait accumulé entre 8 et 14 milliards de dollars, soit davantage que le PIB du Bahreïn (6 milliards), de la Jordanie (10,6 milliards) et du Yémen (6,5 milliards) à cette date[3]. Avec une richesse estimée à 2 milliards de dollars, l'État islamique a encore un long chemin à parcourir pour égaler la richesse de l'OLP[4].

L'EI surpasse les organisations armées d'autrefois par sa prouesse militaire, la manipulation des médias, ses programmes sociaux et, surtout, par sa volonté de construire une nation. Ces avantages subtils, dans les programmes traditionnellement

engagés par des groupes armés, suggèrent non pas une mutation génétique, mais une amélioration de l'ancien modèle du terrorisme. En réalité, ces renforcements procèdent de la capacité de l'État islamique de s'adapter à un environnement de l'après-guerre froide qui ne cesse de changer.

Par le passé, l'activité terroriste était confinée à de petits territoires tenus par les puissantes armées des États : l'OLP s'attaquait à la machine militaire israélienne, et l'IRA à l'armée britannique. De même, les aspirations territoriales des organisations insurgées étaient nécessairement limitées par les alliances plus larges de la guerre froide qui maintenaient les frontières étatiques, et les deux superpuissances étaient seules à pouvoir financer des guerres par procuration.

Nous évoluons aujourd'hui dans un monde multipolaire d'alliances changeantes, où prospère le parrainage du terrorisme par les États. Ainsi l'État islamique a-t-il réussi à se tailler son califat à l'intérieur d'une vaste région infestée de guerres sectaires financées par divers États parrains. Ce faisant, il a dû affronter plus d'un ennemi : les armées syrienne et irakienne, le Front islamique, une coalition de groupes djihadistes, les rebelles syriens aussi bien que les milices chiites et les Peshmergas kurdes – tous engagés sur de multiples fronts, et pour certains affaiblis par la corruption[5]. Cette distinction est cruciale et explique comment l'État islamique a

réussi à mener une guerre de conquête qui menace de bousculer les frontières modernes d'une région aussi vaste que tout le Moyen-Orient – chose à laquelle aucune organisation armée n'était parvenue jusque-là.

Sa prouesse économique et militaire ne suffit pas à en faire une nouvelle espèce de terrorisme, pas plus que son penchant pour les étalages de violences barbares que les médias occidentaux ont présentées à tort comme un choc même pour les dirigeants d'Al-Qaïda qui, pourtant, utilisaient les mêmes méthodes : c'est le cerveau du 11-Septembre, Khaled Cheikh Mohammed, qui fut responsable en 2002 de la décapitation de Daniel Pearl, le journaliste du *Wall Street Journal* – acte dont la diffusion fit connaître pour la première fois au monde ce genre de meurtre barbare. Suivit en 2004 la décapitation de Nicholas Berg entre les mains du groupe d'Abou Moussab Al-Zarkaoui. La même année, l'embuscade tendue à quatre contractuels de Blackwater, dont les corps brûlés furent traînés à travers les rues de Falloujah, représenta aux yeux de beaucoup le comble du mal. Hélas, des actes violents identiques à ceux de l'État islamique ont déjà eu lieu. Né des suites de la « Guerre à la terreur » de Bush, dans le monde de guerre par procuration de l'après-guerre froide, l'État islamique a endossé des habits neufs : une mutation de son ancienne identité, plutôt qu'une nouvelle espèce

de terrorisme. Sa réussite tient à la convergence de plusieurs facteurs : un monde multipolaire globalisé, la maîtrise de la technologie moderne, un essai pragmatique de construction d'un État-nation, une intelligence profonde de la psychologie des émigrés moyen-orientaux et musulmans, et l'ombre prolongée de la réponse de l'Occident au 11-Septembre, laquelle a plongé des parties du Moyen-Orient dans une décennie de guerres sectaires. Ignorer ces faits est plus que trompeur et superficiel, dangereux. « Connais ton ennemi » reste l'adage le plus important du combat contre le terrorisme.

1

D'Al-Zarkaoui à Al-Baghdadi

Pour comprendre la réussite de l'État islamique, prenons le temps de faire le point. L'heure est venue de constater l'échec du contre-terrorisme pour empêcher l'avènement du califat et de regarder en face nos responsabilités. Le monde a besoin d'une nouvelle approche pour arrêter cette entité politique hostile qui redessine les frontières du Moyen-Orient dans un bain de sang. On ne saurait élaborer une stratégie en niant l'évidence : la genèse du califat est profondément liée à des décennies de politiques et d'interventions occidentales au Moyen-Orient.

Si l'EI réussit à construire une nation en Irak et en Syrie, la menace que représente cette réalisation ira bien au-delà du paysage politique de ces deux nations. Pour la première fois dans l'histoire moderne, une organisation armée aura atteint l'objectif final du terrorisme : créer son propre État

sur les cendres des nations existantes, non pas par une révolution, comme c'est arrivé en Iran, mais par une guerre traditionnelle de conquête fondée sur une tactique terroriste[1]. S'il y parvient, l'État islamique sera devenu le nouveau modèle du terrorisme.

Comment en est-on arrivé là ? La réponse longue est à chercher après la guerre, du côté du partage du Moyen-Orient entre les mains des anciennes puissances coloniales. La réponse courte est dans la confluence de l'attaque préventive en Irak et de la guerre civile en Syrie. La première a vu naître un des plus brillants et énigmatiques stratèges du djihad moderne, feu Abou Moussab Al-Zarkaoui : un homme qui a ouvertement défié la direction historique d'Al-Qaïda et qui, on le verra, a rallumé le conflit ancien et sanglant entre sunnites et chiites, y voyant une tactique cruciale pour la renaissance du califat. La Syrie a offert une occasion unique, une rampe de lancement, à ceux qui avaient assimilé le message d'Al-Zarkaoui et souhaitaient accomplir son rêve, comme Abou Bakr Al-Baghdadi, le nouveau calife[2].

Pour comprendre comment, en l'espace d'une décennie, un groupe de djihadistes est devenu une « force de voyous » capable de déstabiliser des régions entières et de faire éclater leurs contradictions politiques et sectaires les plus profondes, il faut remonter dans le temps, revenir à l'étoile

montante d'Al-Zarkaoui et au début du conflit syrien.

L'héritage d'Al-Zarkaoui

D'origines bédouines, Abou Moussab Al-Zarkaoui est né dans un quartier ouvrier de Zarqa, la deuxième ville de Jordanie, sept mois tout juste avant le début de la guerre des Six-Jours en 1967. Après une jeunesse troublée de petit malfrat, il avait un peu plus de vingt ans quand il fut arrêté et écopa de cinq années de prison. C'est là qu'il embrassa le salafisme radical – doctrine qui, on le verra, prône un rejet total des valeurs et de l'influence occidentales. Aujourd'hui encore, le salafisme est le credo officiel de l'État islamique. Sitôt libéré, Al-Zarkaoui partit pour l'Afghanistan afin de rejoindre les moudjahidine, mais arriva trop tard pour combattre les Soviétiques.

En 2000, à Kandahar, en Afghanistan, Al-Zarkaoui rencontra pour la première fois Oussama ben Laden. Non sans audace, le jeune djihadiste rejeta l'invitation du Saoudien à rejoindre Al-Qaïda. Al-Zarkaoui n'était pas prêt à combattre les États-Unis – l'ennemi lointain. Il souhaitait plutôt s'engager contre l'ennemi proche, le gouvernement jordanien, et instaurer un État véritablement islamique dans la région. Tel était le dessein du

modeste camp d'entraînement qu'il devait bientôt diriger à Hérat, en Afghanistan, près de la frontière iranienne, préparant des attentats-suicides pour des missions à travers le Moyen-Orient.

De fait, l'entrée d'Al-Zarkaoui sur la scène irakienne fut marquée par les premiers attentats-suicides dans ce pays. En août 2003, un camion piégé explosa devant le siège des Nations unies à Bagdad, tuant le chef de la délégation et plusieurs de ses membres. Quelques jours plus tard, Yassin Jarrad, le père de la seconde femme d'Al-Zarkaoui, lança son camion chargé d'explosifs sur la mosquée de l'imam Ali. L'explosion tua 125 chiites, dont l'ayatollah Mohammed Baqer Al-Hakim, chef spirituel du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRII). L'ayatollah revenait tout juste d'Iran après la chute de Saddam Hussein et se préparait à conduire le CSRII à la victoire politique dans un Irak démocratique[3].

Au moment des attentats, le lien entre les deux événements échappa à l'attention des analystes occidentaux. En août 2003, l'idée était largement répandue en Occident que le conflit irakien était une lutte bilatérale entre les forces de la coalition et leurs partisans, d'un côté, les milices chiites de Moqtada Al-Sadr et les fidèles de Saddam de l'autre. En revanche, le message fut bien reçu et assimilé par le mouvement djihadiste international. Al-Zarkaoui avait signalé que le conflit irakien avait

deux fronts : l'un contre les forces de la coalition, l'autre contre les chiites. Et sa principale tactique de terreur passait par les attentats-suicides.

De la fin août 2003 à décembre 2004, quand Oussama ben Laden reconnut officiellement en lui le chef d'Al-Qaïda en Irak, le groupe jordanien dirigeait un groupe de djihadistes connu sous le nom d'Al-Tawhid Wal-Jihad, plus tard rebaptisé État islamique en Irak (EII). Ben Laden désapprouva néanmoins sa stratégie consistant à enfoncer un coin entre les insurrections sunnites et chiites car il ne partageait pas la crainte qu'une résistance nationaliste unifiée s'impose sous la forme d'un front laïque en Irak et marginalise les djihadistes. Au printemps 2004, Al-Zarkaoui se trouva confirmé dans sa peur quand la révolte chiite de Moqtada Al-Sadr força l'admiration des insurgés sunnites, qui affichèrent des portraits de l'imam sur les murs des quartiers sunnites. Visiblement, Ben Laden s'était trompé. C'est alors que le Saoudien décida d'intégrer le groupe d'Al-Zarkaoui dans Al-Qaïda, le baptisant Al-Qaïda en Irak, et de s'engager dans la guerre sectaire.

En tant qu'émir d'Al-Qaïda en Irak, Al-Zarkaoui put réunir assez de partisans et de ressources pour affronter les forces américaines tout en manigançant une suite implacable d'attentats-suicides qui entraînaient l'Irak au bord de la guerre civile. Sa mort dans une frappe aérienne américaine en 2006

empêcha le déclenchement d'une guerre sectaire en Irak et paralysa temporairement son organisation.

À compter de 2006 s'engagea une lutte pour le contrôle d'Al-Qaïda en Irak. Dans le même temps[4], lors d'un événement connu sous le nom de Réveil sunnite, les anciens réussirent à convaincre la population de tourner le dos aux djihadistes, considérés comme des étrangers et des ennemis[5]. De pair avec la stratégie militaire américaine appelée Renfort (*Surge*), celui-ci eut pour effet d'affaiblir tous les groupes djihadistes en Irak. Les choses commencèrent à changer en 2010, quand Abou Bakr Al-Baghdadi devint le chef de ce qu'il restait d'Al-Qaïda en Irak.

Sous la houlette d'Al-Baghdadi, le groupe reprit son nom initial d'État islamique en Irak (EII) et, tout en continuant d'attaquer des cibles américaines dans le pays, commença à prendre ses distances avec Al-Qaïda. Al-Baghdadi avait conscience de l'impopularité de la marque Al-Qaïda parmi les sunnites irakiens fidèles au Réveil, et cultiva donc à dessein une image plus intérieure et nationaliste. Il comprit aussi que, pour la population sunnite, le gouvernement chiite du Premier ministre Maliki, qui avait eu recours à des tactiques politiques et à des violences discriminatoires contre eux, était encore plus impopulaire qu'Al-Qaïda[6]. En conséquence, il visa des cibles chiites, attisant le conflit sectaire.

Toutefois, il apparut bientôt que cette stratégie ne porterait pas le fruit désiré. L'EII était trop petit et trop faible pour faire la différence. Al-Baghdadi vit alors dans le conflit syrien l'occasion de regrouper et de renforcer son organisation.

En 2011, Al-Baghdadi envoya en Syrie un petit nombre de djihadistes. Empruntant les vieilles routes de contrebande à travers le désert du nord-ouest de l'Irak, cette avant-garde de l'EII avait pour mission d'étudier sur place si le conflit syrien offrait des possibilités concrètes de se renforcer militairement. Tel était bien le cas. Non seulement la guerre par procuration menée en Syrie donnait une formation militaire aux membres de l'EII, mais elle offrait aussi les moyens financiers de relancer le groupe, non pas comme une organisation djihadiste armée parmi tant d'autres, mais comme un acteur clé avec son bastion territorial et sa machine militaire.

À la différence des dirigeants d'Al-Qaïda, qui évitèrent la conquête territoriale pour se concentrer sur l'ennemi lointain, c'est-à-dire les États-Unis, Al-Baghdadi partageait la conviction d'Al-Zarkaoui : sans une base territoriale vaste et solide au Moyen-Orient, leur combat était voué à l'échec. Son rêve n'était pas moins ambitieux que celui d'Al-Zarkaoui – recréer le califat de Bagdad par une guerre de conquête contre les ennemis proches, les élites oligarchiques et corrompues qui dirigeaient la Syrie et l'Irak : les chiites.

Dans ces pays, Al-Baghdadi suivit une stratégie qu'Al-Zarkaoui avait exposée des années plus tôt, menant une guerre de conquête traditionnelle, de porte à porte, occupant villes et cités et leur imposant systématiquement la charia. En Irak, il alla jusqu'à utiliser la tactique militaire élaborée par son prédécesseur, comme la Ceinture de Bagdad : une stratégie qui devait se révéler décisive dans la construction du califat[7].

La Ceinture de Bagdad

La Ceinture de Bagdad est le nom de code sous lequel Al-Zarkaoui désignait son plan de conquête de Bagdad. Au lieu de s'emparer du centre-ville, il comptait couper la capitale en s'emparant progressivement des villes de la « ceinture » de la capitale.

Initialement, Al-Zarkaoui pensait se servir des bases de l'EII dans les ceintures « afin de contrôler l'accès à Bagdad et de faire entrer en ville argent, armes, voitures piégées et combattants[8] ». Il prévoyait aussi « d'étrangler les routes aériennes des hélicoptères américains en disposant des unités antiaériennes le long des routes connues de la ceinture de Bagdad[9] ». La Ceinture elle-même fut divisée en cinq régions : une au sud, comprenant les provinces de Babil, au nord, et de Diyala, au sud ; une à l'ouest, avec la province d'Anbar à l'est et

la zone de Thar Thar ; une au nord, avec la province de Salahaddin au sud et des villes comme Taji ; une à l'est, formée des zones rurales à l'est de Bagdad ; et enfin la « Ceinture de Diyala » avec Bakouba et Khalis[10].

Début 2006, les djihadistes d'Al-Zarkaoui commencèrent à appliquer le plan, s'emparant initialement de Falloujah et de la majeure partie de la province d'Anbar. En mars-avril, ils progressèrent vers Bagdad en prenant Karma et Abou Ghraïb. Pour finir, ils lancèrent des attentats-suicides dans la province de Babil, au nord, et au sud à Bagdad. Contrôlant une bonne partie de la Ceinture, le groupe consolida son pouvoir dans le bastion sunnite. En 2007, cependant, l'opération Renfort (*Surge*) envoya plus de 130 000 soldats américains en Irak avec pour mission de reconquérir les villes autour de Bagdad et le fameux « Triangle de la mort », au sud de la capitale. De pair avec les formations du Réveil sunnite et les forces de sécurité irakiennes, soit des centaines de milliers d'hommes, les opérations américaines durèrent plus d'un an et « visèrent le commandement et le contrôle de l'État islamique en Irak (faisant alors partie d'Al-Qaïda en Irak), ses camps d'entraînement et ses bases ainsi que ses usines d'engins explosifs improvisés et de bombes pour les attentats-suicides[11] ». À la fin de Renfort, l'opération fut présentée comme un succès.

Durant l'été 2014, Al-Baghdadi ramena la redoutable armée de l'EI au point où se trouvait l'EII en 2007, à la fin de l'opération Ceinture de Bagdad. Ce faisant, et poursuivant l'instauration du califat, il réalisa ce qu'Al-Zarkaoui lui-même n'avait jamais pu faire : intégrer la Ceinture de Bagdad dans un nouvel État. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup de sunnites, en Irak, tiennent Al-Baghdadi et l'État islamique pour un Phénix, ressuscité des cendres du djihad d'Abou Moussab Al-Zarkaoui.

Al-Baghdadi le Prophète moderne

Même si c'est seulement en 2010, quatre ans après la mort d'Al-Zarkaoui, qu'Al-Baghdadi se hissa au poste de chef d'Al-Qaïda en Irak, les deux hommes faisaient partie de la même mouvance depuis des années. Au début de l'invasion américaine, en 2003, Al-Baghdadi rejoignit le groupe d'Al-Zarkaoui, Al-Tawhid Wal-Jihad, avec pour mission d'infiltrer des combattants étrangers en Irak. Plus tard, il devint émir de la ville de Rawa, près de la frontière syrienne, où il présida son propre tribunal de la charia et « acquit une réputation de brutalité, exécutant publiquement les personnes soupçonnées d'aider les forces de la coalition conduites par les Américains[12] ». Dans sa

manière de gouverner Rawa, on voit les germes de son administration du califat.

Comme Al-Zarkaoui, Al-Baghdadi se concentra sur les opérations d'organisation au jour le jour et évita de multiplier les vidéos et les déclarations politiques, dont les dirigeants djihadistes sont friands. Avant qu'il ne fût nommé calife, on ne connaissait que deux photos de lui. L'une montre un homme sérieux au teint olivâtre et plutôt enveloppé. L'autre, diffusée par le gouvernement irakien en janvier 2014, représente un personnage barbu en costume noir, sans l'ombre d'un sourire[13]. L'image est froissée et floue, comme la photo d'une photo. Tout au long de cette période, Al-Baghdadi se couvrait le visage, même en présence de ses plus fidèles lieutenants, ce qui lui valut le surnom de « cheikh invisible ». Le secret et le mystère qui entourent le calife moderne font de lui l'antithèse des politiciens occidentaux et des dictateurs arabes qui paradent et pontifient, dont les images omniprésentes, affichées partout, entretiennent le culte de la personnalité.

Peut-être Al-Baghdadi a-t-il cultivé son peu de goût pour les feux de la rampe lorsqu'il purgeait une peine de cinq ans de prison au camp de Bucca, dans le sud de l'Irak, après avoir été capturé par les forces américaines, en 2005. Comme son prédécesseur jordanien, il fit profil bas en prison, trompant les Américains quant à ses vrais talents de leadership[14].

Al-Baghdadi est issu d'un milieu très différent des origines modestes de son prédécesseur. Né en 1971 à Samarra, en Irak, Al-Baghdadi se prétend descendant direct du prophète Mahomet. Selon une biographie largement citée, et diffusée par les djihadistes, « il est issu d'une famille religieuse. Parmi ses frères et ses oncles, se trouvent des imams et des professeurs de langue arabe, de rhétorique et de logique[15] ». Al-Baghdadi lui-même est titulaire d'un diplôme d'Études islamiques de l'Université de Bagdad, il a exercé comme imam dans la capitale et à Falloujah avant d'être fait prisonnier. Son cursus universitaire donne du crédit à son interprétation de l'islam et a conforté son image de Prophète moderne. Depuis le cheikh Abdullah Azzam, fondateur du Maktab al-Khidamat, le bureau arabo-afghan, en Afghanistan, jamais un djihadiste moderne n'avait suivi une semblable formation théologique. Pour sa première apparition officielle après avoir été élu calife, il s'exprima dans la Grande Mosquée de Mossoul revêtu de l'habit traditionnel des imams. Ses propos furent ceux non pas d'un terroriste barbare, mais d'un chef religieux avisé et pragmatique : « Je suis le wali [dirigeant] désigné pour vous diriger, même si je ne suis pas le meilleur d'entre vous : donc, si vous voyez que j'ai raison, épaulez-moi, si vous estimez que j'ai tort, conseillez-moi, et mettez-moi sur le

droit chemin, et obéissez-moi aussi longtemps que j'obéis à Dieu en vous[16]. »

L'État islamique de l'Irak et du Levant

En tant que calife, Al-Baghdadi a consolidé quelques bastions en Syrie et attiré des combattants de l'étranger à travers une habile campagne de propagande. Selon Shiraz Maher[17], chercheur à l'International Centre for the Study of Radicalization du Kings College de Londres, Al-Baghdadi a fait bon accueil aux nouveaux venus, alors que d'autres organisations, comme Jabhat al-Nosra, que beaucoup tiennent pour une sorte de franchisé d'Al-Qaïda en Syrie, éconduisaient les recrues potentielles, de crainte d'être infiltrées. La facilité d'entrée à l'EII et son profil médiatique sophistiqué ont servi sa popularité à l'étranger, surtout parmi les jeunes musulmans occidentaux.

En 2013, l'EII orchestra une fusion tactique avec les membres de Jabhat al-Nosra. L'alliance donna naissance à une nouvelle organisation : l'État islamique d'Irak et du Levant (al-Cham). Elle provoqua la sécession de plusieurs commandants d'Al-Nosra, hostiles à la fusion, et déclencha d'âpres luttes internes au sein de l'insurrection sunnite en Syrie.

Malgré les similitudes idéologiques entre Jabhat al-Nosra et l'État islamique en Irak, la fusion a laissé sceptiques beaucoup d'observateurs. Alors que le premier groupe travaillait à abattre le régime de Bachar Al-Assad, l'EII avait toujours mis l'accent sur ses conquêtes territoriales. « Daech n'a jamais rien pris aux forces d'Assad, il a livré bataille aux rebelles et à d'autres groupes djihadistes. Sa stratégie a consisté à attaquer leur position pour se tailler son enclave », explique Francesca Borri, journaliste free-lance et auteur de *La Guerra Dentro*. De fait, Al-Baghdadi n'a jamais caché son projet de construire un État islamique au sein d'une Syrie déchirée par la guerre ; dès lors, beaucoup de Syriens y ont vu un occupant étranger, alors qu'Al-Nosra avait des projets moins ambitieux.

Comme il n'a pas hésité à attaquer des groupes sectaires ou d'autres groupes sunnites rivaux, Al-Baghdadi passe pour un commandant voyou aux yeux de maints djihadistes. « Le Front islamique ainsi que l'Armée syrienne libre et d'autres rebelles comptent Daech au nombre de leurs ennemis », explique Michael Przedlacki, le documentariste qui est à l'origine d'*Aleppo : Notes from the Dark*[18]. « Commandant voyou » est aussi le nom dont Al-Qaïda affubla Al-Zarkaoui après qu'il eut monté les premières missions-suicides contre des cibles chiites en 2003. Dix ans plus tard, la

fusion d'Al-Baghdadi avec Al-Nosra a pareillement fait enrager la direction d'Al-Qaïda. Intervenant à ce propos, Ayman Al-Zawahiri rejeta la fusion et ordonna à Al-Baghdadi de retourner en Irak, tout en présentant les commandants d'Al-Nosra comme les vrais émissaires d'Al-Qaïda en Syrie.

De même qu'en 2003 Al-Zarkaoui avait fait fi de la critique d'Al-Qaïda, en 2013 Al-Baghdadi défia les ordres d'Al-Zawahiri : « Je dois choisir entre la loi de Dieu et la loi d'Al-Zawahiri, et je choisis la loi de Dieu[19]. » Des mots simples qui confirmaient la faiblesse croissante d'Al-Qaïda, par opposition à l'étoile montante de la direction de l'État islamique. « Au cours des dix dernières années ou plus, [Al-Zawahiri] s'est terré dans une région frontalière de l'Afghanistan et du Pakistan et n'a guère fait plus que de diffuser quelques communiqués et vidéos », a déclaré à l'Agence France-Presse Richard Barrett, ancien chef du contre-terrorisme dans les services secrets britanniques. « Alors qu'Al-Baghdadi a abattu un travail stupéfiant : il a pris des villes, mobilisé des masses de gens et tue implacablement à travers l'Irak et la Syrie… Si vous aviez envie d'action, vous vous tourneriez vers Al-Baghdadi[20]. »

Il est indéniable que la popularité de l'État islamique procède de l'attrait de ses extraordinaires succès militaires aux yeux d'une population défaite après des décennies passées à subir la

férule implacable de dirigeants arabes soutenus par les Occidentaux, de gens déçus par la corruption au sein de l'OLP et du Hamas, et abattus par une période apparemment sans fin de luttes internes sectaires, de guerre et de sanctions.

Dans un contexte de guerre civile en Syrie et dans un Irak encore entravé par l'intervention occidentale, l'EI s'est abstenu de fatwas et de cours de religion, pour gagner plutôt des adeptes par des promesses de délivrance politique avec la restauration du califat. L'acceptation de ce nouvel État se paie cependant au prix fort pour les fidèles aspirant à une solution politique durable après des décennies de guerre et de destruction. Ils sont tenus d'en accepter les règles strictes, la justice sommaire et la relégation des femmes au rang de citoyennes de seconde classe. De surcroît, comme le montrent les offensives sectaires de l'EI, ni les chiites ni les fidèles d'aucune autre confession n'ont la moindre place dans cet État futur, à moins d'embrasser le salafisme.

Malgré leur brutalité, cependant, l'État islamique et Al-Baghdadi paraissent avoir mis en avant un programme qui trouve un écho chez les sunnites persécutés. Pour l'heure, cette nouvelle entité n'est qu'un embryon d'État qui possède l'infrastructure socio-économique d'un État, mais qui manque de la reconnaissance politique et du consensus populaire d'un État véritable. À l'automne 2014, alors

même que les États-Unis annoncent un programme de frappes aériennes sur trois ans pour contre-carrer le groupe, Al-Baghdadi travaille à changer cela. L'État islamique semble plus près que jamais d'atteindre son but.

2

Répétitions en vue du califat

Le califat n'est pas l'unique essai d'une organisation armée pour construire un embryon d'État. Il y a des décennies de cela, l'OLP y réussit après avoir affirmé son indépendance vis-à-vis de ses appuis et effectivement privatisé le terrorisme. Paradoxalement, les Israéliens en furent les premiers surpris, tout comme l'Occident a été choqué, durant l'été 2014, quand il a découvert l'indépendance financière de l'EI. Contre les allégations absurdes des experts du contre-terrorisme, protestant qu'ils n'auraient pu prévoir l'essor de l'État islamique au firmament des groupes djihadistes – sinon par ses conquêtes militaires, du moins par le succès de ses entreprises financières –, l'histoire de l'indépendance financière de l'OLP mérite d'être rappelée.

En décembre 1987, les Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie lançaient l'Intifada.

Ce soulèvement spontané fut à l'origine d'une nette inflexion de la politique israélienne. Le gouvernement cessa de tolérer l'afflux « officieux » d'argent dans les Territoires occupés et ordonna à la police de bloquer toute entrée d'argent frauduleuse à chaque point de passage.

L'année suivante, c'est plus de 20 millions de dollars en espèces qui furent confisqués. Mais cela ne suffit guère à freiner le soutien économique de l'OLP dans les Territoires occupés. L'argent acquis par des voies légitimes, souvent sophistiquées, abondait[1].

Les Israéliens devaient bientôt découvrir qu'Arafat avait transformé une vague confédération de groupes armés, financés par divers sponsors, en une organisation économique complexe, autofinancée. Elle se conduisait comme un État *de facto* dans les territoires qu'elle contrôlait grâce à diverses activités légitimes ou illégitimes, de l'exportation de textiles au trafic de drogue[2]. Le revenu annuel de l'OLP dépassait le produit national brut d'un certain nombre de pays arabes.

Fort de ces rentrées, Arafat réussit effectivement à soustraire Gaza et la Cisjordanie au contrôle de ses anciens parrains. Toutefois, avec cet argent, mais sans reconnaissance politique, les Territoires occupés ne pouvaient être définis comme un État : ce n'était qu'un embryon d'État, une « coquille » qui possède une infrastructure nationale, mais

manque de la capacité d'autodétermination qui est au cœur d'une nation. Dans le modèle classique de construction d'une nation, l'économie et l'infrastructure de l'État moderne viennent après que l'autodétermination a produit l'intégration politique. Dans le modèle d'État embryonnaire établi par l'OLP, et désormais adopté par l'État islamique, l'économie et la construction de l'infrastructure précèdent la reconnaissance politique. L'autodétermination demeure donc un fait fuyant, contingent. Mais pas, nous le verrons, dans les intentions de l'EI.

La version moderne de la guerre par procuration

Au cours de la guerre froide, les embryons d'États sont souvent nés de guerres par procuration. Autrement dit, des États parrainaient des acteurs non étatiques chargés de livrer des guerres par procuration, et certaines de ces organisations armées ont marché sur les brisées de l'OLP pour acquérir leur indépendance économique et construire les infrastructures d'un État propre. Depuis 2011, une transformation analogue est à l'œuvre dans les régions de Syrie et d'Irak déchirées par la guerre. Tout comme, au cours de la guerre froide, Arafat utilisa les dons de ses sponsors arabes pour faire fructifier ce capital de base et construire la richesse

indépendante de l'OLP dans les Territoires occupés, Abou Bakr Al-Baghdadi a exploité financièrement les États arabes désireux d'un changement de régime en Syrie pour asseoir le bastion économique de son groupe. Ce qui a changé, c'est le large éventail des États-sponsors à la disposition des groupes mandataires alors que les intérêts des sponsors sont loin d'être alignés.

En Syrie, les groupes djihadistes pouvaient faire leur choix parmi un grand nombre de bailleurs de fonds – en un sens, faire le tour des parrains. Au cours de la guerre froide, en revanche, les mandataires n'avaient le choix qu'entre une des deux superpuissances. L'avènement d'un monde multipolaire a multiplié les sponsors possibles et, ce faisant, transformé la guerre par procuration en une sorte de « terrain de paris ». Quand, en 2010, Al-Baghdadi partit à la recherche de sponsors, les Koweïtis, les Qataris et les Saoudiens se mirent sur les rangs, ouvrant indirectement à l'EI un accès au matériel militaire occidental – luxe dont Arafat n'avait jamais profité[3].

Ce qui n'a pas changé, c'est la difficulté accrue à trouver des solutions pacifiques au conflit du fait des mandataires. C'est surtout vrai de la guerre moderne par procuration, en particulier du fait des conflits d'intérêts absurdes et paradoxaux entre sponsors. En Syrie, l'Iran a soutenu le régime de Bachar Al-Assad, essentiellement par le truchement

du Hezbollah, sa branche libanaise, tandis que les Saoudiens, les Koweïtis et les Qataris ont financé une pléthore de groupes insurgés sunnites, dont l'ancien EIIL, afin de saper la puissance iranienne dans la région. Le Hezbollah, à son tour, a armé et financé le Hamas, dans le conflit palestinien, alors même que le Hamas est majoritairement sunnite et, historiquement, a été financé par l'Arabie saoudite[4]. Durant l'été 2014, le Hamas a utilisé des drones iraniens (affirmant qu'ils étaient produits à Gaza) et des missiles syriens de longue portée (vraisemblablement fournis par l'État islamique) pour attaquer Israël.

Pour compliquer encore le tableau, la Russie arme le régime d'Assad en Syrie, alors que Washington arme les rebelles syriens anti-Assad, leur livrant des armes que l'EI confisque après chaque victoire. En avril 2014, rapporte le magazine *Time*, « des combattants syriens utilisent désormais des armes antichars de fabrication américaine contre les forces d'Assad. Selon les experts, il est peu probable que ces armes aient pu se retrouver en Syrie sans l'aval des États-Unis[5] ». Puis, le 10 septembre 2014, le président Obama a annoncé dans un discours à la nation que les États-Unis allaient bombarder l'État islamique en Syrie – sur quoi Damas, appuyée par Moscou, a répondu que, sans son aval et son autorisation, cette action serait une agression. Dans la guerre moderne par

procuration, les alliances ne sont jamais claires et peuvent changer du jour au lendemain.

De plus, le terrain diplomatique sur lequel toutes ces parties évoluent ne cesse de changer, parfois avec des effets absurdes. En août 2014, des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont volé au secours des Peshmergas contre l'État islamique, qui progressait dans la région autonome du nord de l'Irak. Dans le même temps, les Américains ont effectué des frappes aériennes pour aider les Peshmergas. Il en est résulté une étrange coopération *de facto* entre le PKK et les États-Unis alors que le parti kurde demeure sur la liste officielle américaine des terroristes. Les Européens ont consenti également à fournir du matériel à l'armée kurde ; techniquement, ils combattent donc aussi avec le PKK. Et comme la Turquie fait partie de la grande coalition organisée par Obama pour vaincre l'État islamique, le PKK et Ankara, ennemis historiques, se retrouvent dans le même camp[6].

À la fin de l'été 2014, les États-Unis ont monté la grande coalition sous l'égide de l'OTAN pour combattre l'EI. Cela pourrait donner l'impression que la lutte contre l'État islamique fait se réunir ennemis anciens et nouveaux, et que l'heure des alliances irrationnelles touche à sa fin. La réalité est toute différente. À la mi-septembre 2014, par exemple, l'Iran et la Syrie, les deux plus grands États chiites du Moyen-Orient, n'ont pas été invités

à participer à la Conférence de Paris, apparemment en raison du veto opposé par l'Arabie saoudite et le Qatar. La coalition et la conférence n'ont pas donné corps à une nouvelle stratégie pour traiter les problèmes de la région, et le rassemblement n'a été qu'une occasion de plus de faire une photo de groupe des dirigeants mondiaux.

En vérité, aucun des pays de l'OTAN ni aucun des pays arabes n'a officiellement consenti à envoyer des troupes combattre l'État islamique. Au contraire, ils vont continuer de participer au conflit par procuration, tout en poursuivant leurs propres intérêts. Paradoxalement, loin d'arrêter le processus, la grande coalition risque d'ajouter d'autres pays riches à la longue liste des parrains.

Même le régime d'Assad recourt à des groupes pour combattre par procuration les rebelles et les djihadistes mais aussi pour réprimer la population locale. Des combattants du Hezbollah et des Iraniens ont été déployés en Syrie à la place d'une armée syrienne corrompue. « En mars 2012, raconte Francesca Borri, je vivais au Sud-Liban. Chaque semaine les corps de militants du Hezbollah tombés en Syrie étaient rapatriés pour y être inhumés[7]. »

Dans ce contexte, Al-Baghdadi peut habilement continuer à tirer avantage des paradoxes politiques de la guerre par procuration moderne. Jusque-là, faisant montre d'une remarquable intelligence des

désirs et perspectives de ses parrains, il a exploité la prolifération des petits groupes de djihadistes et de rebelles pour renforcer son organisation, à travers des fusions ou des victoires militaires sur des groupes sunnites rivaux. « À Alep et en Syrie, les combattants passent souvent d'une faction à l'autre, explique un ancien rebelle syrien qui a fui à travers la Turquie. Daech en a séduit beaucoup parce qu'il était mieux organisé, plus efficace que les autres. Ses combattants paraissaient mieux entraînés. Il faut bien comprendre que la plupart des hommes qui participent à cette guerre n'ont aucune idée de la manière de combattre : ce sont des gosses, de Syrie et du monde entier. Les étrangers, en particulier, sont tout excités à l'idée de partir en guerre. Mais ils ne savent même pas se servir d'un fusil. Parmi tous ces groupes, c'est l'État islamique qui donne l'image du plus grand professionnalisme, alors ils croient qu'ils vont recevoir une formation. En même temps, il paraît déterminé à prendre le contrôle d'objectifs clés sélectionnés. Si vous voulez vous battre, autant rejoindre les meilleurs[8]. »

De 2011 à 2014, pariant sur une non-intervention internationale en Syrie, Al-Baghdadi s'est taillé son principal bastion territorial en Syrie, utilisant paradoxalement l'argent des sponsors arabes pour attaquer et conquérir les positions de rebelles rivaux. Prévoyant un conflit prolongé en Syrie, il s'est

efforcé de prendre le contrôle de vastes sections du marché des armements dans ce pays.

De toute évidence, l'État islamique a pu exploiter avec succès la guerre par procuration au Moyen-Orient en jouant des contradictions de ce type de conflit dans le monde multipolaire de l'après-guerre froide. Ainsi que l'ont prouvé l'exclusion de l'Iran, parrain important du régime d'Assad, et l'absence de stratégie unitaire, la formation d'une grande coalition a peu de chances de changer cette situation. De fait, ces contradictions expliquent les difficultés auxquelles, depuis 2011, les États-Unis se sont heurtés pour monter une alliance de forces dans la région, quelle qu'en soit la forme, et œuvrer au changement de régime à Damas ou, plus récemment, faire face à la menace du califat. La grande coalition, on le verra dans le dernier chapitre, n'a pas résolu les contradictions de politique étrangère qui empêchent toute résolution fructueuse des problèmes du Moyen-Orient.

Ce que l'Occident feint d'ignorer, par impéritie ou par commodité, c'est l'anarchie dans laquelle une guerre par procuration financée par une pléthore de sponsors a plongé le nord de la Syrie. « La société s'est disloquée. Ceux qui pouvaient fuir sont partis et ceux qui sont restés sont trop pauvres ou trop vieux pour partir, explique Francesca Borri, longtemps seule journaliste occidentale à Alep. Ce que nous avons, dans le nord de la Syrie, n'est

plus ce que nous avions avant que ne commence la guerre civile, mais quelque chose de différent, pas du tout représentatif de ce qu'était la population syrienne. Ceux qui s'en prennent à la population sont des groupes criminels, responsables de la plupart des enlèvements d'Occidentaux, essentiellement des journalistes et des travailleurs humanitaires[9]. » C'est un scénario semblable à celui que nous trouvons dans des régions du monde où l'autorité de l'État, souvent tyrannique, s'est délitée, créant un vide politique que des organisations armées sectaires emplissent par la violence. Dans cet environnement anarchique, la société a cessé d'exister, pour laisser place à une guerre pérenne, prémoderne. « À Alep, comme à l'extérieur, les seigneurs de la guerre sont l'autorité suprême, et c'est également vrai pour l'État islamique, observe Borri. La loyauté ultime des combattants va à leur commandant, non à la direction de l'organisation. » Toutefois, à la différence des autres groupes, le califat possède une structure militaire et administrative hiérarchique qui, quoique rudimentaire, réduit le danger que ses bataillons dégénèrent en milices ou en groupes criminels.

De même qu'au Nigeria, au Sahel ou en Afghanistan, les otages sont une marchandise précieuse. Et, comme au Liban dans les années 1990, ils se revendent plusieurs fois sur un marché qui grouille de groupes criminels et terroristes. La

facilité avec laquelle les journalistes sont enlevés confirme la nature sectaire, prémoderne, du conflit syrien. « La plupart des collègues qui ont été enlevés voyageaient avec des chauffeurs et des gardes du corps fournis par un des nombreux groupes rebelles et l'ont été à des barrages routiers tenus par des groupes rebelles rivaux en voyageant dans une zone fortement fragmentée, explique Borri. J'ai eu la chance de recourir à la protection d'Al-Qaïda et de voyager dans une zone alors contrôlée par Daech. J'utilise aussi un déguisement. Je me faisais passer pour une réfugiée syrienne. Je n'avais pas même un stylo sur moi, et étais couverte de la tête aux pieds. »

Souvent, les sponsors impliqués dans ce commerce méprisable se servent des rançons pour cacher leur parrainage. Cela semble être le cas pour la rançon de 20 millions de dollars que le Qatar a versée à Al-Nosra pour libérer 45 soldats des Nations unies originaires des îles Fidji enlevés dans les hauteurs du Golan[10].

L'opinion publique mondiale est également peu disposée à approuver une intervention semblable à celle en Libye. Le fiasco de la guerre de Bush et de Blair en Irak a prouvé que l'intervention militaire n'est pas la meilleure solution pour faire régner la paix au Moyen-Orient. Elle risque au contraire de produire des Frankenstein comme l'État islamique.

Celui-ci a remarquablement saisi la déception de l'opinion publique occidentale face à la situation au Moyen-Orient. Les vidéos du journaliste britannique kidnappé John Cantlie[11] ont pour but de dénoncer le deux poids, deux mesures de rigueur dans l'attitude des gouvernements occidentaux face aux enlèvements. Alors que les autres gouvernements négocient et paient, les États-Unis et les Britanniques s'y refusent. Al-Baghdadi et ses partisans paraissent avertis des idiosyncrasies de l'ordre mondial actuel, très différentes de celles de la guerre froide, et leur manière de se venger d'un ennemi militairement supérieur consiste à les démasquer aux yeux de l'opinion publique mondiale. Ils savent aussi que la guerre par procuration livrée en Syrie et en Irak aura un effet de boomerang contre ses sponsors, affaiblissant au passage ces États. Pour l'heure, les puissances occidentales et arabes paraissent inconscientes de tous ces développements.

Le terrorisme privatisé

La meilleure preuve que la guerre par procuration est un instrument obsolète pour construire une nation se trouve dans les succès de l'État islamique. À la différence d'autres groupes sponsorisés travaillant à renverser le régime d'Assad à Damas,

les guerriers d'Al-Baghdadi ont pu se tailler un bastion territorial en Syrie et maintenant aussi en Irak. Un ancien Marine américain l'a raconté dans les pages du *New Yorker* : « Ma visite a coïncidé avec le jour où Daech a pris la ville d'Azaz à la brigade Orage du Nord de l'armée syrienne [...]. Voyant cela, il était hors de doute que Daech, bien que caractérisé comme groupe rebelle dans la guerre civile syrienne, ne considérait pas le renversement du régime d'Assad comme son principal objectif. Sinon, il n'aurait pas gaspillé ses ressources à prendre la ville d'Azaz, tenue par les rebelles depuis mars 2012. La guerre de Daech ne faisait pas partie de la révolution, mais était une guerre de conquête indépendante[12]. »

La clé de la réussite de l'EI a été la rapidité avec laquelle il a su privatiser le terrorisme en comparaison d'autres groupes comme l'OLP ou l'IRA. L'EI a assuré son indépendance financière vis-à-vis de ses parrains avec une remarquable célérité, sans quasiment rencontrer d'opposition lorsqu'il a accompli cette transition économique. La vérité, c'est que les sponsors de l'EI ont été démunis, faute de pouvoir trouver des mandataires assez forts pour défier l'organisation. La prolifération des groupes parrainés a eu l'effet inverse, produisant une pléthore d'organisations armées petites et faibles. Dans ce front djihadiste et rebelle fragmenté, il a été facile à l'État islamique d'Irak et de

Syrie de mener sa propre guerre de conquête et de s'emparer, en moins de deux ans, de régions stratégiques riches en ressources, comme les champs de pétrole de la Syrie orientale, souvent entre les mains de groupes rebelles, de milices ou de seigneurs de la guerre plus petits.

L'indépendance de l'EI a aussi profité des habiles alliances d'Al-Baghdadi avec les tribus locales sunnites pour exploiter ces ressources. Travaillant ensemble, ils ont organisé l'extraction et la contrebande de pétrole, parfois même revendu au gouvernement syrien. Ce faisant, Al-Baghdadi est allé au-devant de toute opposition de la part de la population locale, et a donné l'image d'un pouvoir plus honnête et équitable que le régime d'Assad. Politiquement, la capacité de coopérer avec les dirigeants locaux, de les coopter dans le califat, en partenaires, non pas comme une population conquise mais en citoyens d'un État moderne, a assuré à l'État islamique une croissance exponentielle parmi les militants et renforcé ses titres politiques à recréer le califat. Dans ce contexte, on aurait tort de ne voir dans les bastions territoriaux de l'EI que des bases militaires. Ce sont les piliers nécessaires d'un État islamiste moderne qui cherche une légitimité fondée sur le consensus au niveau local dans les régions mêmes qu'il a occupées à travers une guerre de conquête.

Si, traditionnellement, les embryons d'États dirigés par des groupes armés ont évité d'y faire participer les autorités locales, l'État islamique s'est fait le pionnier de cette stratégie avant même qu'Al-Baghdadi ne soit élu calife. Tout en avançant sur Bagdad pendant l'été 2014, l'EI a lancé une attaque sur la raffinerie de Baïji, la plus grande du pays. Dans le même temps, il a ciblé le barrage d'Haditha sur l'Euphrate, dans le nord-est de l'Irak, ainsi que des sections du pipe-line produisant 600 000 barils par jour vers la Turquie et qui, à l'heure où j'écris ces lignes, est hors service depuis mars 2014. Comme en Syrie, la gestion de ces ressources a été partagée en Irak avec les communautés sunnites locales – des tribus victimes de discriminations sous le régime en place. Cette tactique n'a pas seulement évité leur opposition, elle a permis d'obtenir soutien et consensus.

Dans toutes ces tractations avec les tribus sunnites irakiennes, Al-Baghdadi a appliqué une tactique diplomatique remarquablement efficace afin de gagner leur soutien. À Anbar, il s'est gardé de réveiller les mauvais souvenirs des attaques d'Al-Qaïda contre les participants du Réveil sunnite. « Les combattants d'Al-Baghdadi n'ont pas fait de mal aux religieux, aux tribus d'Anbar, y compris à celles qui ont formé les forces d'Al-Sahwa, ni même aux forces de police. À Falloujah, quand les tribus ont refusé de hisser les drapeaux de Daech,

il a ordonné à ses combattants de ne pas le faire et de ne pas essayer de coopter les combattants de groupes armés, les clans ou les religieux... Toutefois, le drapeau est bel et bien apparu dans certaines occasions ; ainsi, quand Daech a kidnappé et tué un certain nombre de soldats irakiens dans la région d'Albou-Bali, au nord de Falloujah, à la mi-janvier. La politique d'apaisement menée par Al-Baghdadi à Anbar a une fois de plus révélé un pragmatisme dont les précédents chefs d'Al-Qaïda étaient dépourvus[13]. »

L'empressement d'Al-Baghdadi à encourager ces alliances avec les tribus sunnites locales fait partie de sa stratégie pour accélérer sa prise d'indépendance vis-à-vis de ses sponsors. Cependant, l'indépendance financière n'est pas née exclusivement d'un désir de rompre avec les sponsors étrangers. Le fait est plutôt que la privatisation du terrorisme offre à l'EI des outils pour cultiver la loyauté de ses combattants. Autrement dit, Al-Baghdadi a recherché l'indépendance financière comme un vaccin contre la corruption de ses forces. La corruption a été la ruine de maintes organisations armées et de tous les régimes arabes, sans exception. Le parrainage, le fait est bien connu, entraîne une culture du pot-de-vin.

La chute d'Arafat, effet des coffres toujours mieux remplis de l'OLP, fait partie de ces leçons de l'histoire. À l'époque où l'OLP gérait un budget

annuel de 8 à 12 milliards de dollars, sa structure et sa direction étaient profondément compromises. Les pots-de-vin et la corruption engendrés par une culture politique du parrainage sont un fléau dont le groupe ne s'est jamais entièrement guéri[14].

Création du premier embryon d'État islamiste en Syrie

Tout en privatisant le terrorisme, l'État islamique a découvert que le modèle de l'embryon d'État (*shell-state*) était un moyen idéal pour atteindre son objectif ambitieux : construire une nation en recréant le califat. Cet embryon d'État peut être aussi petit qu'une banlieue ou aussi grand qu'un État proprement dit. C'est un moyen simple de construire et de gérer, parce que l'intégration politique fait souvent défaut. Son terrain idéal, ce sont les enclaves déchirées par la guerre, où l'infrastructure s'est effondrée et où toute autorité politique a disparu. Les dirigeants monopolisent le pouvoir politique et ont besoin de rechercher un consensus démocratique. À la faveur de cet embryon d'État, donc, l'économie prime sur le politique. Et cette solution a l'avantage supplémentaire d'être peu coûteuse à diriger parce que sa sphère économique est limitée à l'économie de guerre et à la privatisation de la terreur.

Les dépenses non militaires sont minimes et il suffit de ravitailler la population.

Dans le modèle traditionnel d'embryon d'État, la guerre est l'unique source de revenus. « La guerre est notre mode de vie », déclarait un combattant de l'Alliance du Nord originaire de la plaine de Shomali en Afghanistan. De ce fait, les combattants sont très bien payés en comparaison du reste de la population[15]. À l'opposé, l'économie du califat ne dépend pas exclusivement de l'économie de la guerre de conquête, et ses djihadistes ne sont pas des semi-mercenaires motivés par l'appât du gain. En vérité, malgré le besoin d'assurer leur loyauté, un combattant de l'État islamique est moins bien payé qu'un col-bleu civil en Syrie ou en Irak. Des documents déclassifiés montrent que, sur une période pour laquelle le département de la Défense possède des archives, « le fantassin moyen de l'État islamique touchait un salaire de base de 41 dollars par mois seulement, soit bien moins qu'un col-bleu en Irak, où un maçon qui gagne 150 dollars par mois. Les experts du contre-terrorisme le soupçonnent de longue date : les membres d'un groupe comme l'État islamique sont si idéologiquement motivés que les incitations économiques pour arrêter le flux des combattants ont peu de chances d'avoir beaucoup d'impact[16] ».

Si l'argent n'est pas le premier moteur des troupes de l'État islamique, c'est qu'il est mu

par une cause supérieure : la réalisation du califat moderne, un État musulman idéal qui transcende tout, y compris la richesse personnelle. Dans cette construction politique, il faut voir un signe de modernité au Moyen-Orient, une région où la construction nationale est depuis des siècles l'apanage de puissances étrangères poursuivant leurs propres intérêts avec le concours d'élites locales corrompues.

Si la guerre de conquête d'Al-Baghdadi au Moyen-Orient rappelle les conflits prémodernes, la discipline et les idéaux du califat marquent une avancée vers un État différent de l'embryon d'État des Talibans en Afghanistan ou des FARC en Colombie, dont le but est surtout d'exploiter, financièrement ou autrement, la population locale. Les guerriers de l'État islamique représentent aussi une avancée par rapport aux djihadistes d'Al-Zarkaoui, tous auteurs potentiels d'attentats-suicides, impatients de devenir des martyrs et de passer l'éternité avec soixante-douze vierges. Si les hommes d'Al-Baghdadi sont prêts à mourir pour le califat, leur rêve, en revanche, est positif et contemporain : ils veulent faire l'expérience du califat ici-bas, et pas seulement dans l'au-delà. Comme Israël en son temps pour les sionistes, la recréation d'un puissant État islamique sur la terre des ancêtres représente pour certains musulmans une délivrance dans leur vie actuelle. C'est un message

positif, puissant, pour une population disposée à l'entendre.

Quête du consensus au sein de l'embryon d'État

Assez paradoxalement, le soutien de la population au sein de l'embryon d'État compte autant pour Al-Baghdadi que l'engagement de ses guerriers. Comme l'a prouvé la Révolution iranienne, le droit divin ne suffit pas à lui seul à assurer le fonctionnement de l'État. Le califat ne saurait non plus devenir une gigantesque prison, comme l'Afghanistan sous la coupe des Talibans. À la différence de ces derniers, qui se sont conduits comme une caste supérieure et ont fondu sur la population afghane locale, Al-Baghdadi entend créer un État moderne. Et il veut le faire avec le consentement des gouvernés, même si la définition de la citoyenneté reste limitée par le sectarisme et exclut la participation active des femmes. Les programmes sociaux sont la clé de ce consentement.

En Syrie et en Irak, a rapporté *Atlantic*, « l'EI aide à gérer des usines de pain et fournit des fruits et des légumes à de nombreuses familles, distribuant les produits personnellement. À Raqqa, EIIL a mis en place une cuisine pour nourrir les nécessiteux et un Bureau des Orphelins pour leur trouver

des familles. Les militants de l'EI ont lancé des programmes de santé et d'aide sociale dans les enclaves qu'ils contrôlent, utilisant les fonds mêmes de l'organisation. Si les campagnes de vaccination se heurtaient à la paranoïa et au scepticisme des Talibans, l'EI promeut des campagnes de vaccination contre la polio pour arrêter la propagation de la maladie ». Les programmes sociaux[17] sont donc l'autre face de la médaille de la dictature barbare et sectaire de l'État islamique[18].

Ceux qui se chargent du travail social, il importe de le souligner, sont différents des combattants. « La distinction entre militants civils et combattants est fondamentale. Ce sont deux choses différentes », explique Michael Przedlacki[19]. Si cela devient nécessaire, les combattants s'en prendront à la population locale, alors que les militants civils la protégeront. Au sein du califat, la distinction entre ces deux types de militants est faite pour maximiser l'efficacité de l'État embryonnaire.

La mise en place des programmes sociaux est le fruit de la stratégie économique de l'EI. Les recettes abondaient déjà quand que les combattants de l'EI ont littéralement rasé au bulldozer des sections de la frontière entre l'Irak et la Syrie pour annoncer la naissance du califat. Depuis plus d'un an, le groupe gérait une profitable affaire de contrebande entre les frontières turque et syrienne[20], prenant même sa part de l'aide humanitaire qui arrive

en Syrie. Grâce à l'intelligence du plan d'action poursuivi au fil de ces trois années de privatisation du terrorisme, l'État islamique n'a pas besoin d'exploiter la population locale comme les autres groupes. Quand l'EI s'est emparé des 425 millions de dollars de la Banque centrale de Mossoul, a rapporté *Atlantic*, les fonds ont servi à financer l'aide militaire, mais aussi la « campagne du groupe pour gagner les cœurs et les esprits[21] ». Tout cela témoigne de l'intégration des finances du groupe armé, de l'État islamique et de son embryon d'État, le califat.

La fusion des fonds de l'EI avec les finances de l'embryon d'État et le partenariat économique avec les tribus locales prouvent aussi l'attachement de l'organisation à la construction d'une nation et illustrent la manière dont il applique quelques-uns des principes administratifs de base de l'État-nation moderne. Enfin, la réinjection de la richesse dans l'État embryonnaire renforce certes le califat militairement, mais étaye aussi le consensus au sein de la population.

Le gouvernorat de Raqqa en Syrie, où se trouve le quartier général du califat, compte plusieurs exemples de travaux publics financés par les profits issus de la privatisation du terrorisme, dont l'achèvement d'un nouveau *souk* bien accueilli par la population locale. L'État islamique gère aussi un « service d'électricité qui surveille les niveaux de

consommation, installe des lignes et héberge des ateliers pour apprendre à réparer les anciennes. Les militants réparent les nids-de-poule, transportent les résidents entre les territoires qu'ils contrôlent, refont les lignes jaunes pour rendre les routes esthétiquement plus plaisantes et gèrent un bureau de poste et un service de *zakat* (aumône), qui, assure le groupe, a aidé les paysans à rentrer leurs récoltes. Qui plus est, pour les Syriens et les Irakiens en aval, l'EI a continué de faire fonctionner le barrage de Tichrin (rebaptisé al-Farouq), sur l'Euphrate. À travers tous ces bureaux et services, l'EI peut assurer un semblant de stabilité dans des régions instables et marginalisées, même si beaucoup de locaux rejettent son programme idéologique[22] ». La recherche de la stabilité à travers l'autorité d'une organisation armée n'est pas atypique dans des régions qui ont souffert de conflits prolongés. En 1998, par exemple, le gouvernement colombien démilitarisa une zone de la taille de la Suisse comprenant les municipalités de San Vicente del Caguan, La Macarena, Vista Hermosa, Mesetas et Uribe. La zone, qui allait être connue sous le nom de Despeje, fut donnée aux FARC, l'organisation marxiste armée, en geste de bonne volonté pour permettre à la guerre civile déchirant le pays de trouver une issue pacifique. Dans cette région, les FARC accomplirent travail social et travaux publics. Elles construisirent et pavèrent des voies

nouvelles et améliorèrent les espaces communautaires de la ville en recourant au travail forcé. Elles assurèrent la sécurité : luxe dont la population était de longue date privée[23]. Toutefois, aucun de ces États embryonnaires construits par des organisations armées n'a su mener à bien la transition vers un État véritable.

L'État islamique, on le verra dans le chapitre suivant, pense pouvoir y parvenir en impliquant les autorités et populations locales dans la construction politique du califat.

3

Le paradoxe de la nouvelle Rome

En juin 2014, deux jours avant le début du Ramadan, l'EI publia un communiqué adressé aux musulmans du monde entier pour leur annoncer l'instauration du califat. « Secouez la poussière de l'humiliation et de la disgrâce », déclara son porte-parole, et, dans les mots du journaliste Jeremy Bowen, « un nouveau califat naîtra du chaos, de la confusion et du désespoir du Moyen-Orient moderne[1] ».

Le lendemain, l'État islamique chargea une élégante vidéo avec un combattant barbu venu du Chili, Abou Safiyya, présentant un poste-frontière récemment démoli entre la Syrie et l'Irak. Intitulée « La fin de Sykes-Picot[2] », la vidéo annonçait l'effacement prochain, entre les mains de l'État islamique, des deux entités politiques créées par les Britanniques et les Français en 1916, c'est-à-dire la Syrie et l'Irak. Avec le musulman chilien en

vedette, la vidéo projetait à l'Oumma, la communauté mondiale des musulmans, l'image d'un État islamique à la fois cosmopolite et bien réel.

Avec l'aide de la technologie moderne et des médias sociaux, l'État islamique essaie donc de se donner une image politique contemporaine, une image positive qui contraste vivement avec les démocraties occidentales ou les régimes musulmans « d'inspiration occidentale » décadents et fonctionnant mal. « Regardez l'Égypte. Voyez comment ça a fini pour les musulmans qui ont voté Mohammed Morsi [le président déposé] et ont cru à votre démocratie, à vos mensonges. La démocratie n'existe pas. Vous vous croyez libres ? claironna un membre de l'État islamique. Ce ne sont pas les parlements, mais les banques qui dirigent l'Occident, vous le savez. Vous savez que vous n'êtes qu'un pion, sauf que vous manquez de courage. Vous pensez à vous, votre boulot, votre maison [...] parce que vous savez que vous n'avez aucun pouvoir. Mais, par chance, le djihad a commencé. L'islam viendra à vous et vous apportera la liberté[3]. »

En présentant un nouveau califat, l'État islamique essaie de donner de lui une image politique contemporaine analogue à celle que projetaient les premiers sionistes, même si le mot démocratie n'est pas aussi apprécié de l'EI qu'il l'était des fondateurs d'Israël. Dans les années 1940, des Juifs venus

de tous les coins du monde rejoignirent la lutte contre les Britanniques pour reconquérir leur terre ancienne, le foyer ancestral « donné par Dieu », où ils pourraient chercher de nouveau la délivrance. De même que, pour les Juifs, l'Israël ancien a toujours été la Terre promise, le califat représente pour les musulmans l'État idéal, la nation parfaite, promesse de délivrance après des siècles d'humiliation, de racisme et de défaite entre les mains des infidèles, c'est-à-dire des puissances étrangères et de leurs partenaires musulmans. De même que les Juifs modernes ont bâti une version contemporaine de l'antique Israël pour tous les Juifs du monde, l'État islamique s'est engagé à construire un État islamique fonctionnel pour tous les sunnites du XXI^e^ siècle. Du moins c'est ce que nous dit la propagande.

S'il peut paraître absurde et répugnant de comparer la conduite barbare des membres de l'État islamique au comportement des pères fondateurs d'Israël, c'est ainsi que le combat pour construire le califat est perçu parmi ses fidèles et sympathisants. Et dans le naufrage du système politique moyen-oriental, ce message est particulièrement puissant. En fait, la guerre d'Irak et de Syrie agit comme un catalyseur, amplifiant l'idée que la solution pour tous les problèmes politiques du Moyen-Orient réside dans la renaissance contemporaine du califat.

Indépendamment de la violence employée par l'État islamique pour reconstruire cette entité, la nature cosmopolite et transcendante du califat contemporain est aussi puissante pour les sunnites que leur mémoire collective du califat originel. Depuis des décennies, islamistes et savants islamiques assurent que la grandeur et la splendeur du califat, ce ciel sur terre, seront recréés. « La restauration du califat a été le rêve des tenants du réveil islamique depuis au moins les années 1950, quand le parti Hizb ut-Tahrir a commencé à prôner sa restauration. Le chef taliban mollah Omar est allé jusqu'à revendiquer pour lui un des titres traditionnels du calife, Amir Al-Mu'minin, "Commandeur des Croyants". Oussama ben Laden a souvent présenté la restauration du califat comme son objectif ultime[4]. » Mais aucun d'entre eux ne s'est jamais approché de sa réalisation, et le califat n'est resté qu'un doux rêve inaccessible.

Abou Bakr Al-Baghdadi est le premier chef islamique depuis le 31e calife, Abdülmecid II (1868-1944, calife de 1922-1924), à revendiquer ce titre et à satisfaire la nostalgie d'un monde perdu, d'une société associée à l'âge d'or de l'islam primitif, quand, sous l'autorité des quatre premiers califes, successeurs du Prophète, l'islam s'est étendu territorialement et a fleuri culturellement[5]. Dans ce contexte, on comprend sans mal pourquoi des générations de sunnites radicaux ont rêvé du

moment où seraient effacées les frontières arabes du XX[e] siècle dessinées par les puissances européennes. Et c'est l'État islamique, et non Al-Qaïda, qui a concrétisé ce rêve.

L'outil de la violence

La force de l'histoire, de la splendeur passée, de pair avec une destinée liée à une terre promise, un territoire choisi par Dieu pour Son peuple, nourrit une nostalgie séduisante. Nous l'avons vu dans la formation de l'État d'Israël aussi bien que dans la Révolution que Khomeiny a conduite en 1978 dans l'ancienne Perse. Sur les ailes de la violence, la Révolution iranienne charria le passé dans le présent et le projeta dans un avenir espéré encore plus radieux[6].

La reprise d'un passé religieux intemporel dans des constitutions modernes semble être un trait récurrent de notre présent : Israël et l'Iran en sont des exemples. Parce que la reconquête de la splendeur passée se fait sous l'étendard de la violence – à travers des révolutions, des guerres civiles, le terrorisme et des guerres de conquête –, il est difficile de la dissocier de la simple brutalité du processus avant qu'elle ne soit parvenue à son terme. C'est vrai des groupes sionistes armés des années 1940 aussi bien que des Gardiens de la Révolution

de Khomeiny. En d'autres termes, tout ce que nous voyons, ce sont les moyens violents pour refaire le présent sur le canevas du passé, en sorte que souvent le vrai but de cette entreprise nous échappe.

Si elle est partie intégrante de cette démarche, la violence n'est qu'un moyen en vue d'une fin. C'est une tactique destinée à terroriser, à instiller la peur chez l'ennemi afin de compenser l'asymétrie d'une guerre livrée contre des armées bien équipées comme l'armée perse en 1978, ou l'armée britannique en Palestine dans les années 1940.

Contrairement à ce qu'ont rapporté les médias occidentaux, le califat n'est pas plus violent et barbare que toute organisation armée du passé récent. Le Kosovo des années 1990 a connu des atrocités semblables, y compris des enfants décapités pour jouer au foot avec leurs têtes devant leurs parents[7]. Ce qui distingue l'État islamique, c'est l'exploitation technologique de ces barbaries pour promouvoir sa cause en les rattachant à l'actualité internationale. À la veille de la Coupe du monde de 2014, par exemple, l'EI a rendu compte sur Twitter d'un match de foot où ses membres ont joué au foot avec la tête tranchée de leurs adversaires[8].

Aujourd'hui, la technologie offre aux organisations armées la possibilité de hisser la propagande de violence à des niveaux inédits. Par exemple, alors que les Serbes ne pouvaient pas disséminer

largement les preuves de leurs atrocités, la vidéo de la décapitation de James Foley s'est propagée en quelques heures. Loin de se limiter à un public local, le message de peur a touché un public mondial. L'absence de médias sociaux et la préférence des diffuseurs ou annonceurs pour des guerres sans effusion de sang et aseptisées nous ont préservés des actions et des crimes horribles perpétrés au Kosovo. Aujourd'hui, les atrocités de l'État islamique nous arrivent en temps réel sur les médias sociaux et sont sans cesse rediffusées par les grands médias qui courent après Facebook, YouTube et autres sites. Même quand il y a des velléités de censure, comme pour la vidéo de la décapitation de Foley, les médias sociaux n'ont aucun mal à la contourner.

La technologie ne change ni n'amplifie la nature des messages violents que diffusent les organisations armées. La propagande consiste toujours à propager la peur chez les ennemis et à faire du prosélytisme auprès de partisans potentiels. « Qu'est-ce que j'ai ressenti en voyant ces mecs jouer au foot avec la tête de soldats et de policiers chiites irakiens ? Je me suis dit que la justice, enfin, était faite », confia un sunnite que j'ai interviewé. Évoquant comment il avait été chassé de son domicile de Bagdad, il poursuivit : « Les milices sont venues nous virer, et la police était là, dehors, à rigoler. On a dû tout laisser derrière nous

– meubles, habits, jouets d'enfant. On ne nous a laissé prendre que ce que nous pouvions porter[9]. » Pour cet homme, être témoin de l'indicible brutalité de l'EI envers un chiite était une forme de représailles contre tous les chiites. Quels que soient les actes vus à l'écran ou dans la réalité, comme les corps des employés torturés de Blackwater traînés dans les rues de Falloujah, l'effet est le même.

Les médias sociaux ne sont pas le seul outil dont se sert l'EI pour répandre son message de peur et exprimer l'ampleur de son pouvoir territorial. Les chiffres aident aussi à raconter l'histoire. Selon *al Naba* (« Les Nouvelles »), le rapport d'activités annuel de l'État islamique, en tant qu'organisation, assure avoir mené en 2013 « près de 10 000 opérations en Irak : 1 000 assassinats, 4 000 engins explosifs improvisés placés et des centaines d'extrémistes prisonniers libérés[10] ». Quand on sait qu'en 2013 autour de 7 800 personnes furent tuées en Irak, les affirmations de l'EI sont stupéfiantes[11]. Dans le même rapport, l'État islamique affirme qu'en 2014 des centaines d'« apostats » ont été réintégrés, confirmant la puissante force de prosélytisme entre les mains d'une armée victorieuse. Dans une guerre sectaire sanglante, un opposant déshumanisé et vaincu peut chercher une protection en se ralliant au vainqueur.

Le nombre croissant de partisans à travers le monde, de gens séduits et attirés vers la violence

par la propagande de l'État islamique confirme l'attrait mondial de son message et que le monde virtuel dans lequel nous vivons peut aussi produire de nouveaux actes de violence irrationnels et barbares. La tentative ratée d'un groupe de musulmans australiens pour enlever au hasard un individu et le décapiter, à seule fin de poster son exécution en ligne, nous montre la dégénérescence potentielle du récit de la propagande de l'État islamique dans un environnement virtuel où tout est jeu vidéo, y compris la guerre réelle. Cette mutation des effets de la propagande classique avec les atrocités d'organisations armées dévoyées représente une menace entièrement nouvelle pour les pays occidentaux. Comme les auteurs d'attentats-suicides improvisés du début des années 2000, les décapiteurs islamistes amateurs sont difficiles à traquer parce qu'ils n'appartiennent à aucun groupe établi depuis assez longtemps, et qu'ils se sont radicalisés rapidement grâce à Internet.

Si l'État islamique est terrifiant pour le monde entier, à la différence des Talibans et d'Al-Qaïda, il protège la population locale – la vengeance ou le châtiment ne sont jamais de trop quand il s'agit de la défendre. La bureaucratie étonnamment élaborée de l'État islamique comporte un système de tribunaux islamiques et une police itinérante, qui exécute ses sentences en public, dans la rue ou sur les places publiques. « Dans la ville syrienne de

Manbij, par exemple, des responsables de l'EI ont coupé les mains de quatre voleurs [...], fouetté des individus qui avaient insulté leurs voisins, confisqué et détruit des médicaments contrefaits et, à de multiples occasions, ont sommairement exécuté et crucifié des individus pour apostasie ou meurtre[12]. »

Pour les Occidentaux, ces actes ne sont pas ceux d'un État moderne qui cherche la légitimité par le consensus, mais ceux d'une force d'occupation militaire brutale, d'une armée sadique. Or ce n'est pas nécessairement le point de vue des sunnites syriens et irakiens après des décennies de chaos, de guerre, de destruction et de corruption entre les mains de fonctionnaires, de policiers et de politiciens. « Vous ne regardez que les exécutions, explique un membre de l'EI. Or chaque guerre a ses exécutions, ses traîtres, ses espions. Nous avons monté des soupes populaires, reconstruit des écoles, des hôpitaux, rétabli l'eau et l'électricité, nous payons la nourriture et le carburant. Alors que les Nations unies n'étaient même pas capables d'apporter une aide humanitaire, nous vaccinions les enfants contre la polio. C'est juste que certaines actions sont plus visibles que d'autres. Pour chaque voleur que nous punissons, c'est une centaine d'enfants que vous punissez par votre indifférence[13]. »

Pour comprendre l'attrait que la construction politique de l'État islamique exerce sur la population locale sunnite, mais aussi le véritable défi que

le califat lance au monde, il faut remonter dans le temps et examiner ce qu'il en est de la construction d'une nation dans le contexte d'une société tribale prémoderne.

Rome, Troie moderne

En même temps qu'il impose dictature et barbarie, l'État islamique s'efforce d'ancrer l'État autour de la famille et du foyer. Il encourage ses soldats à se marier et, dans les défilés de la victoire, ses combattants sont flanqués d'enfants qui portent des mitrailleuses. À Raqqa, la capitale du califat, un camion de propagande recrute activement les jeunes du coin pour les envoyer dans des camps d'entraînement où ils apprendront à utiliser des armes modernes. Par les chaudes soirées estivales, les habitants sont conviés à des fêtes d'été islamiques sur les places publiques, avec musique, rires et louanges du califat et du calife. Les gosses affluent, attirés par la musique ainsi que par l'étalage fascinant des armes et le rassemblement des combattants, qui les encouragent à les rejoindre pour défendre leur nouvel État[14].

Si le monde que dépeint le califat sur les médias sociaux est toujours montré sur fond d'une guerre de conquête qui rappelle le Moyen Âge – avec femmes voilées, têtes coupées et corps de crucifiés

exposés dans les parcs et sur la place publique –, il existe un autre aspect. En vérité, son visage social montre des traces d'humanité, et c'est de cela que l'Occident doit se préoccuper s'il veut ralentir le recrutement.

À la différence des Talibans, l'État islamique cherche à asseoir sa légitimité au sein de la population civile en attirant hommes, femmes et enfants dans le califat en tant que citoyens. À la différence de l'OLP, de l'ETA ou de l'IRA, qui ne se sentaient légitimés que par une section de la population, l'État islamique recherche l'approbation de l'Oumma, la communauté universelle des croyants, l'âme de l'islam. De ce fait, ses ambitions vont bien au-delà de celles des précédents groupes armés. Ayant prouvé par des succès militaires spectaculaires que Dieu est de leur côté, et que l'héritier du Prophète, le calife, est revenu, les guerriers de l'État islamique doivent maintenant gagner le soutien du peuple d'Allah et l'amour de ses femmes pour faire advenir la génération suivante.

Pour trouver un projet aussi ambitieux d'une nation née de la violence totale, légitimé par une puissance surnaturelle et imprégné de la nostalgie d'un âge d'or perdu, il faut remonter aux sociétés tribales prémodernes et à la naissance de la Rome antique.

Dans la mythologie romaine, la lignée est directe, des survivants de Troie aux fondateurs de

Rome. Romulus et Remus sont présentés comme les descendants du prince Énée et de son fils, Ascanios, qui a miraculeusement survécu à la destruction de Troie. Naturellement, le destin joue un rôle majeur dans la perpétuation de cette lignée, signe que Troie ne pouvait mourir entre les mains des hommes et était destinée à retrouver sa splendeur à travers Rome. Pourtant, Rome était loin d'être une simple réplique, la nouvelle Troie. Elle en était plutôt l'incarnation moderne. De même, dans les mots de son calife, le califat islamique ne sera pas une simple réplique. Il possédera son identité propre, en accord avec les temps modernes.

Dans un contexte mythologique assurant une légitimité à la ville qui venait d'être fondée, Rome dut résoudre des problèmes concrets liés à la construction de la nation : peupler l'enclave et la transformer de campement militaire composé d'hommes d'une violence extrême en une véritable ville. Cette transition nécessitait la formation de familles. Dès lors, les Romains recherchèrent des femmes pour peupler la cité qu'ils venaient de bâtir. Avec une violence dont ils étaient coutumiers, ils se tournèrent vers leurs voisins et enlevèrent les Sabines.

De même que Rome avait besoin de femmes pour continuer de croître et assurer l'expansion de la cité, le califat a besoin de femmes pour s'étoffer socialement. Sous la coupe de l'EI, des militants

de la ville de Baïji ont fait du porte-à-porte pour s'enquérir du nombre de femmes mariées ou non dans les maisons, terrifiant les habitants : « Je leur ai dit qu'il n'y avait que deux femmes dans la maison, et que toutes deux étaient mariées, raconte Abou Lahid. Ils ont expliqué que beaucoup de leurs moudjahidine [combattants] n'étaient pas mariés et voulaient une femme. Ils ont insisté pour entrer chez moi et examiner les cartes d'identité des femmes[15] » qui, en Irak, indiquent le statut matrimonial.

Fait intéressant, la guerre provoquée par l'enlèvement des Sabines s'arrêta à l'initiative des victimes elles-mêmes, les femmes, qui persuadèrent leurs parents de sexe masculin de faire la paix avec leurs ravisseurs et maris. De même, à Raqqa, avant que l'État islamique ne prenne la ville, des femmes s'offrirent en boucliers humains pour protéger la ville des forces rebelles[16]. Raqqa était une cité périphérique composée de tribus qui, initialement, soutenaient le régime d'Assad, mais par la suite firent allégeance à l'État islamique. C'est le meilleur exemple de la manière dont le califat entend diriger le nouvel État en tissant des liens avec la population locale. Il espère neutraliser l'opposition intérieure en nouant entre conquérants et conquis des liens de sang sous la forme de mariages unissant les guerriers de l'État islamique à des femmes sunnites afin de cimenter le

consensus, au fil du temps, et d'assurer leur légitimité.

Le défi ultime du califat

La modernité et le pragmatisme de l'État islamique tiennent à un mélange de tactique moderne, de compétences en matière de technologie et de communication, de propagande psychologique, de guerre à l'ancienne et de coutumes tribales tels que les mariages arrangés entre femmes de tribus sunnites et djihadistes. Dans ce contexte, il est clair que l'État islamique a éclipsé tous les États embryonnaires antérieurs ou contemporains qui ont essayé de construire une nation et qu'il peut réussir où toutes les organisations armées d'après-guerre ont échoué : par la violence pure, créer un nouveau type d'État, assez grand, assez fort et stratégiquement assez important pour retenir l'attention du monde. De fait, il a déjà mobilisé contre lui plus de nations que le G20. L'alternative est entre la reconnaissance de l'État islamique et du califat, d'un côté, et, de l'autre, une guerre déclarée, avec des soldats étrangers au sol, qui blesserait plus de civils innocents et déstabiliserait totalement le Moyen-Orient avec de faibles chances de réussir à long terme. Bien entendu, à la lumière du plan américain annoncé, à savoir une campagne

prolongée de frappes aériennes et la formation d'une grande coalition, on ne saurait exclure une telle guerre.

Est-il possible qu'un jour des chefs d'État européens serrent la main d'Al-Baghdadi ? Si répugnante que cette idée nous soit aujourd'hui, l'histoire de l'enlèvement des Sabines devrait nous rappeler que tout est possible, sous réserve qu'il existe un consensus suffisant.

À l'heure où j'écris ces lignes, il est hors de question de négocier avec l'État islamique. Mais si l'Irak est partagé et que l'EI parvient à implanter son État dans les régions sunnites de la Syrie et de l'Irak, et à partir de ces bastions en Jordanie, au Liban et dans d'autres zones stratégiques de la région, les choses paraîtront bien différentes. L'Occident – en fait, le monde – pourrait-il accepter l'existence d'un État-voyou aux portes de l'Europe et encore plus près d'Israël ? Et est-il possible que cet embryon d'État, construit par une violence barbare, acquière un jour la légitimité nécessaire par le consensus interne pour se transformer en État moderne ? En ce cas, ne vaudrait-il pas mieux faire entrer cet État dans la communauté internationale, le forçant de la sorte à respecter le droit international, avant qu'il ne redessine entièrement la carte du Moyen-Orient à notre détriment ? La peur que manifestent les États du Golfe face à la progression du califat vers leurs frontières semble

mettre en évidence la force révolutionnaire potentielle de l'EI dans ces pays.

Ce ne serait pas la première fois qu'un État-voyou et ses dirigeants opèrent une telle transition. Kadhafi, par exemple, a été reconnu en Libye. En revanche, ce serait la première fois dans l'histoire moderne qu'un État naîtrait du pur terrorisme à travers une guerre de conquête prémoderne.

Tels sont les défis exceptionnels auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Quelle que soit notre approche, la naissance du califat nous rappelle que ce que les responsables politiques ont pris à tort pour une nouvelle forme de terrorisme pourrait bien devenir un nouveau modèle de terrorisme. Autrement dit, l'État islamique peut briser le moule et résoudre le dilemme du terrorisme en parvenant à construire une nation, les membres d'une organisation armée acquérant alors le statut d'ennemis, et les populations civiles celui de citoyens. Même sans reconnaissance diplomatique, la simple existence du califat suffirait en elle-même à changer le regard de la communauté internationale sur le terrorisme.

Quelle est la probabilité de ce scénario ? Est-elle plus grande que pour toute autre organisation armée moderne à une autre époque ? L'État islamique a assimilé quelques-unes des caractéristiques de l'État moderne, telle que la légitimité intérieure acquise par un contrat social sommaire, et appris à

appliquer sa politique de manipulation à l'avantage de sa direction. Ironiquement et paradoxalement, pour justifier sa prétention à devenir un État, l'EI a créé sa mythologie sur les cendres du mythe Al-Zarkaoui, fabriqué par les États-Unis pour délégitimer le régime de Saddam Hussein.

4

Le Phénix islamiste

En 2009, Abou Bakr Al-Baghdadi était libéré du camp de Bucca, en Irak, camp de détention américain qui a reçu le nom du capitaine des sapeurs-pompiers de New York, Ronald Bucca, mort le 11 septembre 2001, après les attentats du World Trade Center. Même si l'on ne sait pas trop pour quelles raisons Al-Baghdadi bénéficia d'une amnistie avec des milliers d'autres détenus, il est probable que le gouvernement irakien, manquant de moyens pour entretenir la prison, ait vidé le camp de Bucca sitôt que les troupes américaines s'apprêtèrent à quitter l'Irak en 2010.

Au moment de quitter le camp, Al-Baghdadi lança aux réservistes de Long Island qui l'escortaient : « À New York[1] ! » À l'époque, peu prêtèrent attention à ce vœu. Quand, à la fin du printemps 2014, Al-Baghdadi est devenu calife de l'État islamique, le colonel de l'armée de terre

Kenneth King, ancien commandant du camp de Bucca, a rappelé cette déclaration, qui sonne comme un glaçant avertissement[2].

Lorsque Al-Baghdadi a été élu calife, King s'est avoué surpris que son ancien détenu soit devenu le terroriste le plus recherché du monde. En captivité, il n'avait pas donné l'impression d'un extrémiste sunnite virulent. En vérité, avant la proclamation du califat, peu, dans les médias, avaient prêté attention à sa personne ou à son groupe. Bien entendu, ce n'est pas la première fois que, par pure ignorance ou impréparation, les États-Unis seront passés à côté d'un redoutable ennemi. Il n'en est pas moins étonnant que le monde entier n'ait pas vu les succès spectaculaires d'Al-Baghdadi en Syrie en 2012 et 2013, alors que tout le monde avait précisément les yeux braqués sur ce pays.

Il est aussi troublant que le futur calife ait pu accomplir ces étonnantes réalisations en se glissant dans les souliers de son prédécesseur connu dans le monde entier, Abou Moussab Al-Zarkaoui, dont le mythe de super-terroriste était une fabrication de l'administration Bush. Plus choquant encore est le fait qu'Al-Baghdadi ait emprunté aux Américains les instruments et techniques de propagande qu'ils avaient employés pour construire et disséminer à travers le monde une mythologie terrifiante et fausse entourant le chef djihadiste jordanien. Ironiquement, tout comme Bush et Blair,

Al-Baghdadi avait à l'esprit un but très ambitieux, bien plus important que beaucoup ne pouvaient l'envisager : redessiner la carte du Moyen-Orient. Dans le cas d'Al-Baghdadi, découper un nouvel État, le califat.

La fabrique d'un super-terroriste

Contrairement à ce que beaucoup pensent, l'étoile d'Abou Moussab Al-Zarkaoui au firmament djihadiste et son rôle d'ennemi juré des États-Unis sont un exemple classique de prophétie autoréalisatrice. Quand Colin Powell présenta Al-Zarkaoui comme l'homme d'Al-Qaïda en Irak, le Jordanien devint presque du jour au lendemain la nouvelle étoile du djihad, et les sponsors se mirent à le financer, lui et son groupe. Non seulement, il n'existait aucun lien entre Al-Qaïda et Saddam Hussein, mais Al-Zarkaoui était du menu fretin dans la grande mare djihadiste. À en juger d'après les succès de l'État islamique aujourd'hui, cette prophétie autoréalisatrice est revenue nous hanter.

C'est fin 2001, après le 11-Septembre, que les autorités américaines entendirent parler pour la première fois d'Al-Zarkaoui, par les services secrets kurdes. Selon les Kurdes, Al-Qaïda avait fondé à Bajara, au Kurdistan irakien, une nouvelle base dirigée par une nouvelle organisation

djihadiste, Ansar Al-Islam. En 2001, Jund Al-Islam, groupe de Jordaniens de la Cité du Sel, qui avaient connu Al-Zarkaoui du temps qu'il était emprisonné en Jordanie et étaient demeurés en contact avec lui, fusionna avec Ansar Al-Islam[3]. Sans preuves solides, les services secrets kurdes invoquèrent cette alliance pour lier Al-Zarkaoui à Al-Qaïda. Il fut présenté comme l'intermédiaire entre les deux groupes à cause de ses contacts personnels avec les Jordaniens et son camp afghan d'Hérat, sur une route djihadiste fréquentée menant du nord de l'Irak à l'Afghanistan.

Les Américains, qui ne savaient rien d'Al-Zarkaoui, contactèrent aussitôt les autorités jordaniennes pour en apprendre plus. C'est à ce moment-là que commença à prendre forme à Washington l'idée de construire autour de lui une mythologie pour justifier l'intervention en Irak.

Après des investigations conjointes, Américains et Jordaniens accusèrent Al-Zarkaoui d'avoir orchestré un complot avorté d'Al-Qaïda en Jordanie lors des célébrations du millénium, ainsi que l'assassinat, en 2001, d'un citoyen israélien, Yitzhak Snir, et en 2002 du diplomate américain Lawrence Foley, revendiqué par une organisation armée inconnue, les Honorables de Jordanie. Aucune preuve solide ne fut produite pour étayer ces accusations. En fait, fin avril 2004, après qu'Al-Zarkaoui fut condamné à mort par contumace pour les deux assassinats,

les Honorables de Jordanie publièrent un communiqué niant toute implication de sa part. Le message était accompagné des douilles des balles tirées sur Foley et Snir[4].

Les Américains avaient tout intérêt à créer ce mythe. Du 11 septembre 2001 au 20 mars 2003, les États-Unis préparèrent leur dossier pour attaquer l'Irak, accusant le régime de Saddam de posséder des armes de destruction massive et de soutenir le terrorisme. Sans la moindre preuve de ces armes, le soutien de Saddam au terrorisme était le seul atout qui restât à l'administration américaine pour convaincre le monde qu'il fallait éliminer le dictateur irakien. Pour le jouer, il lui fallait démontrer que Saddam Hussein et Al-Qaïda étaient liés, ce qui était faux. Abou Moussab Al-Zarkaoui leur servit de lien fictif.

Le pouvoir des médias sociaux

Le succès du mythe Al-Zarkaoui repose sur deux facteurs : le pouvoir des médias, qui propagèrent à travers le monde le message terrifiant délivré par Colin Powell au Conseil de sécurité des Nations unies, et l'empressement des citoyens occidentaux à croire ce message douteux dans le sillage du 11-Septembre. Exactement dix ans plus tard, l'État islamique a utilisé les médias sociaux pour

propager une nouvelle terrifiante et un ensemble de mythes tout aussi faux. Et, comme dix ans plus tôt, le monde paraît enclin à y croire.

Al-Baghdadi et ses partisans comprennent l'importance de la vie virtuelle et notre tendance à agir de manière irrationnelle en présence de problèmes mystérieux et terrifiants comme le terrorisme. Faisant preuve d'une analyse lucide des voies de communication modernes, ils ont investi une énergie considérable dans les médias sociaux pour propager d'effroyables prophéties tout en sachant qu'elles se réaliseront d'elles-mêmes. Ils semblent aussi parfaitement conscients que, dans un monde où le cycle médiatique de vingt-quatre heures a transformé les journalistes et les lecteurs en drogués accros aux événements choquants et extraordinaires, la véracité d'un récit passe après son effet de choc.

On l'a vu dès le début. Quand le premier groupe de djihadistes de l'État islamique en Irak est entré en Syrie, le but de l'organisation a été de se tailler un bastion territorial. Pour accomplir ce plan ambitieux, il leur fallait, pensaient-ils, propager une mythologie soigneusement élaborée laissant croire qu'Al-Baghdadi et les siens étaient une force bien plus grande que ce n'était le cas. Une machine de propagande qualifiée et technologiquement habile diffusa à travers les médias sociaux des fausses nouvelles faisant état de leur

force exceptionnelle : cette tactique les aida considérablement en matière de recrutement, de financement et de programmes d'entraînement militaire. En fait, dès 2011, l'organisation attira des combattants expérimentés de Bosnie et de Tchétchénie, des hommes forts de compétences militaires qui n'étaient pas tentés de rejoindre d'autres groupes djihadistes en Syrie[5]. L'écran de fumée créé par la propagande a dupé tout le monde et contribué à dissimuler la sombre réalité, à savoir qu'à la fin de 2010 l'État islamique en Irak était au seuil de l'extinction et que sa migration en Syrie était son unique chance de survie.

Aujourd'hui encore, dans le califat comme à l'extérieur, la machine de propagande ne cesse de tourner, diffusant auprès des jeunes le mythe d'une armée toujours plus forte et volant de succès en succès, et ce tant à l'étranger qu'à l'intérieur. À Raqqa, un djihadiste belge accompagné de son petit garçon traverse la ville dans un camion de propagande, répondant à toutes sortes de questions sur les thèmes les plus divers, des services sociaux à l'emploi. Le camion est bourré de CD, de musique, de vidéos, de prospectus, de photos et de brochures[6]. Nous sommes en présence d'un phénomène aussi vieux que le monde et que Platon a brillamment expliqué avec le mythe de la caverne : ceux qui en sont prisonniers ne verront que les

ombres projetées sur les murs et penseront que c'est toute la réalité.

À la différence des Talibans, qui fuyaient toute technologie, la propagande de l'État islamique est une opération high-tech dirigée par des professionnels, pour certains des individus qui ont fait des études supérieures en Occident. Quand Twitter et Facebook retirèrent la vidéo de l'EI sur la décapitation de James Foley, il suffit de quelques heures à l'équipe de propagande pour rétablir l'accès à travers des sites hébergés par Diaspora[7].

La propagande de l'État islamique s'est révélée très alléchante pour les djihadistes potentiels, notamment en Occident. Il vaut alors la peine de se demander ce que la NSA (Agence nationale de la sécurité) fait vraiment des transcriptions de nos appels téléphoniques et de nos e-mails, si ses services ont été incapables d'intercepter les nombreuses communications d'Occidentaux à destination du califat et d'arrêter ces combattants en herbe. La découverte récente que, dès 2009, existait un lien étroit entre de jeunes musulmans du Minnesota (deux sont morts en combattant pour le califat) et l'État islamique[8] amène à se demander comment cela a pu échapper à la NSA.

Ce trou noir des renseignements est particulièrement déroutant quand on sait que l'État islamique emploie quantité de stratégies électroniques pour propager largement son message. Son usage

d'applications *ad hoc* est révélateur. « Un des plus grands succès de Daech est l'application Twitter en arabe qui s'appelle "l'Aube de la bonne nouvelle" ou juste "l'Aube". Produit officiel de l'EI promu par ses principaux utilisateurs, l'application est présentée comme le moyen de suivre l'actualité du groupe djihadiste[9]. »

Comme nous l'avons vu, l'EI a aussi excellé à se jeter sur les événements mondiaux pour faire du prosélytisme. « Au cours de la Coupe du monde de 2014, il a utilisé des hashtags comme #Brazil2014, #ENG, #France et #WC2014. Cette tactique lui a permis d'accéder à des millions de recherches *World Cup* sur Twitter dans l'espoir que certains lecteurs cliqueraient sur les liens vers son matériel de propagande, en particulier une vidéo montrant des djihadistes britanniques et australiens essayant de persuader d'autres musulmans occidentaux de rejoindre leurs rangs[10]. »

On peut trouver une réponse à cette énigme dans la nature du conflit syrien. Par opposition à la Libye ou à l'Irak, l'État islamique de Syrie est un casse-tête diplomatique pour l'Occident. Celui-ci compromettrait-il ses relations avec la Russie ou la Chine, voire son apaisement avec l'Iran, pour un pays où les intérêts occidentaux sont très limités ou inexistants ? Jusqu'à l'été 2014, la réponse était « non ». Travailleurs humanitaires, journalistes et réfugiés – tous confirment que l'afflux

de combattants étrangers dans le nord de la Syrie n'a cessé d'augmenter au fil des événements. « Ils sont arrivés par vagues. Après le coup d'État en Égypte, ceux qui croyaient aux Frères musulmans en sont arrivés à la conclusion qu'en fin de compte le destin des pays arabes se décide aux États-Unis, et les modérés étaient à court d'arguments pour défendre la démocratie. Une autre vague survint après l'attaque sur Abou Ghraïb en juillet 2013 », avec « quantité de détenus qui s'évadèrent, allèrent en Syrie et rejoignirent divers groupes. La dernière vague a suivi l'attaque chimique du 21 août 2013 », explique Francesca Borri. Presque tous les étrangers sont entrés en Syrie du Nord par la frontière turque, prenant l'avion jusqu'à l'aéroport d'Hatay. « La frontière entre la Turquie et la Syrie est jonchée d'étiquettes de compagnies aériennes du monde entier », rapporte Borri, qui a pris plusieurs fois l'avion jusqu'à Hatay – pèlerinage qui, pour beaucoup, fut leur dernier voyage.

Visiblement, les autorités turques savaient ce qui se passait à la frontière avec la Syrie et, s'ils l'avaient voulu, les services secrets occidentaux et israéliens auraient pu surveiller ce phénomène. Or il a fallu attendre que l'EI entre en Irak pour que l'Occident s'intéresse au conflit syrien et à l'État islamique.

Même si l'on présente l'EI comme une « patate chaude » sur un plan politique, on comprend mal

que la communauté occidentale du renseignement ne se soit pas davantage intéressée à Al-Baghdadi et à ses partisans tandis que le groupe s'étoffait en Syrie. Il eût été très facile de pénétrer leur communauté virtuelle. Dès 2013, par exemple, membres de Daech, sympathisants et sponsors suivirent sur les médias sociaux le conflit entre Al-Baghdadi et l'émir de Jabhat al-Nosra, Abou Mohammed Al-Golani, après la fusion de leurs groupes. Quand Al-Baghdadi et Ayman Al-Zawahiri se heurtèrent sur le droit de combattre en Syrie et d'exiger l'allégeance des factions de combattants arabes, étrangers et locaux, la communauté djihadiste mondiale fut invitée à se prononcer. « Comme le prouvent les discours et messages échangés entre Golani, Baghdadi et Zawahiri, ce différend exigeait, outre une démonstration de force militaire sur le terrain, une capacité de faire passer la vision de Daech sur la charia en accordant à l'idéologie l'importance qui lui était due pour vendre l'organisation. Ces échanges ont été commentés sur les forums djihadistes et les sites des médias sociaux pour apprécier si Baghdadi était légitimement appelé à diriger[11]. »

Ces débats n'intéressèrent pas non plus les nombreux think tanks qui ont proliféré depuis le 11-Septembre pour étudier la radicalisation et le terrorisme. On aurait pensé que l'usage intensif que les membres de l'État islamique font des médias sociaux et des techniques et outils modernes pour

faire du prosélytisme et lever des fonds serait une aubaine pour ces organisations. Analysant la stratégie des médias sociaux de l'État islamique, le magazine *Atlantic* a découvert que l'EI reçoit soixante-douze *retweets* pour chaque *tweet* envoyé « en utilisant un compte Twitter en arabe, @ActiveHashtags, qui promeut les hashtags les plus populaires pour faire passer ses matériaux »[12]. Les occasions d'étudier le groupe d'Al-Baghdadi à travers son usage des médias sociaux n'ont pas manqué, mais parmi ceux qui étaient en position d'infléchir la politique, personne ne s'est donné la peine de les saisir.

Les renseignements et les grands médias occidentaux n'ont pas seulement fermé les yeux sur l'essor de l'État islamique pendant deux ans : quand ils ont commencé à s'y intéresser, ils n'ont pas écouté les bonnes personnes. On a là une confirmation de plus du manque absolu d'informations solides sur le conflit syrien et l'EI dans le nord de la Syrie. Les premières victimes sont les journalistes. « Entre avril et mai 2014, raconte Francesca Borri, je m'apprêtais à retourner à Alep depuis la Turquie. Les renseignements occidentaux m'ont briefée sur ce qui se passait au cours de la bataille d'Alep entre les forces d'Assad et les rebelles. Ils m'ont dit que les rebelles gagnaient et que le régime d'Assad tombait, et qu'il était donc prudent de suivre la route le long de la frontière jusqu'à Alep. J'ai été la première journaliste étrangère à franchir la frontière,

et mon chauffeur et moi nous sommes finalement retrouvés sur les quinze kilomètres du front. Je ne sais comment nous avons survécu, mais nous avons survécu. Quand je suis revenue, j'ai dit aux renseignements occidentaux que les rebelles avaient tous filé et que la ville était entre les mains d'Assad, mais ils ne m'ont pas crue, et la presse internationale n'a pas voulu non plus de mon récit. Les services secrets et les médias ne cessaient de dire que ce qu'ils voyaient sur Facebook et YouTube était différent. Nous avons des nouvelles différentes des rebelles par les médias sociaux, assuraient-ils, qui nous parlent de leur victoire et nous montrent des photos. Le seul journal qui m'ait publiée a été *Le Monde*[13]. »

Pour nous, Facebook, YouTube, Instagram sont plus réels que le reportage d'une Italienne freelance prête à risquer sa vie pour découvrir la vérité. Et l'État islamique aussi bien que les rebelles et les autres groupes engagés dans le sanglant conflit syrien et irakien le savent.

La séduction ultime du califat

En 2003, les grands médias ont propagé le mythe créé par le gouvernement américain d'un Al-Zarkaoui super-terroriste sans en vérifier l'authenticité. Dix ans plus tard, les médias sociaux ont

obtenu un résultat similaire, contribuant à la diffusion et à l'intériorisation d'une image délibérément grossie des forces d'Al-Baghdadi et de son organisation armée. De même qu'il y a dix ans, personne ne s'est donné la peine de vérifier ces allégations. Or la propagande et les médias ne suffisent pas à mobiliser les gens si l'illusion qu'ils projettent ne coïncide pas avec quelque rêve ou cauchemar formulé par l'imagination collective. Nous savons qu'à la suite du 11-Septembre le monde fut profondément traumatisé, si bien que nous pouvons comprendre pourquoi il fut aisé à Bush et à Blair de remuer l'opinion publique avec des mensonges. Ce qui est plus difficile à comprendre, cependant, c'est l'attrait de l'État islamique sur les médias sociaux. Nous parlons d'un nombre considérable de gens. L'État islamique aurait attiré 12 000 combattants étrangers, dont 2 200 d'Europe[14]. Ces chiffres ne tiennent pas compte des soutiens et des sympathisants à l'étranger. Par exemple, on estime que 60 Australiens combattent en Syrie et en Irak avec l'EI ; le nombre de partisans à l'EI serait d'une centaine[15].

Qu'est-ce qui pousse de jeunes musulmans actifs nés en Occident à abandonner leur vie pour rejoindre une guerre de conquête sur un territoire qu'ils ne connaissent même pas, dans un conflit qui rappelle ceux du Moyen Âge ? En un mot, quelle

est la séduction ultime de l'État islamique ? Telles sont les questions que nous devrions nous poser.

C'est en partie l'occasion de venger l'humiliation de leurs frères musulmans au Moyen-Orient. Mais c'était aussi le cas pour bien des auteurs d'attentats-suicides après l'invasion de l'Irak par les forces de la coalition. Peut-être y a-t-il quelque chose de plus qui pousse les jeunes musulmans à rejoindre le djihad : l'occasion sans précédent de participer à la construction d'un nouvel ordre politique au Moyen-Orient, d'un État moderne sans racisme ni tension sectaire (après nettoyage ethnique, bien sûr). Se pourrait-il que les suiveurs de l'EI attendent avec impatience le califat, y voyant une nation non corrompue et incorruptible, avec un sens profond de la fraternité, une société sans le défi que les musulmanes occidentales et occidentalisées lancent aux hommes, une nation régie par l'honneur, une société contemporaine en parfaite harmonie avec *al Tawhid*, le mandat de Dieu ? À dire vrai, cette nation idéaliste ne promet pas seulement aux musulmans de les délivrer de siècles d'humiliation mais représente aussi une utopie politique sunnite du XXI^e^ siècle, une puissante construction philosophique que des savants ont tenté en vain de faire passer depuis des siècles. Il s'agit, au fond, d'une force politique moderne que l'Occident et le reste du monde ont préféré feindre d'ignorer jusqu'à l'été 2014.

Si cette analyse est juste, l'attrait ultime de l'État islamique repose sur sa capacité de convaincre de jeunes Occidentaux engagés dans la vie professionnelle d'embrasser cette utopie et l'idée que le califat a le pouvoir de la réaliser, tout comme le mouvement sioniste, dans les années 1940, a rallié la communauté juive mondiale autour de l'utopie d'un État juif et lui a instillé la certitude de pouvoir transformer en réalité le rêve d'un Israël moderne.

À la différence du jeune État d'Israël, cependant, les populations syriennes et irakiennes ont mal accueilli la présence d'étrangers. « C'est au cours de l'automne 2012 que les premiers étrangers sont arrivés en Syrie pour participer à la guerre civile. Les Syriens les ont laissés entrer parce qu'ils avaient besoin de toute l'aide qu'ils pouvaient obtenir, mais ils n'en étaient pas heureux et ne cessaient de dire que, sitôt le régime d'Assad tombé, les étrangers repartiraient. Or tout le monde savait qu'ils resteraient, raconte Francesca Borri[16]. La tension est grande entre la population locale et les combattants étrangers, qui sont les plus brutaux et les plus violents. Parce qu'ils n'ont pas l'expérience de la dictature et de la guerre comme les locaux, ils se méfient des journalistes et les harcèlent. Je n'ai jamais eu d'ennuis avec les Syriens, mais j'ai été menacée par un Néo-Zélandais venu en Syrie travailler pour une ONG infiltrée par l'État islamique. »

Tous les combattants ne sont pas motivés par le rêve utopique d'un nouvel État musulman. Pour beaucoup de jeunes Occidentaux, rejoindre le djihad ou les rebelles est une aventure, l'équivalent d'un séjour dans un camp d'été militaire. Ce sont les plus dangereux, parce qu'ils n'ont aucune compassion pour la population locale et ne comprennent pas les souffrances qu'elle a endurées.

La version moderne du salafisme

En Syrie, comme en Irak, l'aptitude d'Al-Baghdadi et de son groupe à faire croire aux sunnites qu'ils pouvaient réussir où tous les autres avaient échoué est une prouesse remarquable parfaitement nouvelle. Dans le passé, aucun groupe djihadiste n'avait les moyens matériels et financiers pour diriger un véritable État. Ces groupes n'avaient aucune idée de la manière de gérer l'approvisionnement en eau, les égouts ou la construction de routes. Ils ne savaient pas non plus comment exploiter le monde virtuel pour recruter et lever des fonds à travers le monde. Ils ignoraient aussi comment construire un consensus au sein des communautés. Ces échecs, que nous avons vus en Afghanistan avec le califat du mollah Omar, tiennent à une vision prémoderne de la société soutenue par le salafisme radical.

Si le rêve du mouvement djihadiste a toujours été de recréer le califat, ce n'était qu'une vague idée romantique, totalement inapplicable par les salafistes puisqu'ils rejetaient la construction de l'État moderne. Pour le salafisme radical, le concept de société idéale correspond à l'Arabie du VII^e^ siècle. Tout ce qui a suivi est superflu et dangereux, de l'infrastructure de l'État moderne à la technologie moderne : preuve en fut l'interdiction par les Talibans de la musique, de la radio et de la télévision.

Dans ce contexte, ce qu'Al-Baghdadi a accompli, découpant l'État islamique dans ses enclaves d'Irak et de Syrie et dirigeant ces communautés comme une autorité politique avec tous les instruments de l'État moderne, est réellement exceptionnel. Il a « fusionné la prise du pouvoir d'État, objectif des islamistes politiques, avec la vision plus globale des néo-traditionnalistes, qui était de créer un État, sans doute sommaire, mais reconnaissable, censé être en même temps une rampe de lancement pour une plus grande expansion. Une combinaison puissante sans précédent », observe Jason Burke, vétéran de l'étude du djihad[17].

Le succès du mythe Al-Zarkaoui tient au besoin désespéré, qui existait après le 11-Septembre, de mettre un visage sur les atrocités commises par Al-Qaïda ; Saddam Hussein, dictateur honni, avait le profil nécessaire. En même temps, Bush et Blair ont réussi à mentir au monde et à leurs gouvernements,

pour qui l'idée même d'être sciemment dupés était inconcevable. L'opinion publique mondiale s'accroche encore à l'idée absurde que, dans l'État-nation moderne, la bataille politique quotidienne est uniquement entre le bien et le mal. Ceux qui n'avaient pas succombé à ce fantasme, cependant, savaient qu'il n'existait aucun lien entre Al-Qaïda et Saddam Hussein, et que l'invasion de l'Irak finirait par déstabiliser toute la région.

Aujourd'hui, les mêmes dénoncent la fabrique d'un nouveau mythe absurde, non pas en Occident, mais dans le monde musulman : celui du califat et de son chef, Al-Baghdadi ; ils assistent aussi à l'accomplissement d'une autre prophétie autoréalisatrice à travers le pouvoir des médias sociaux. Après des décennies de guerre et de destruction entre les mains de l'élite locale, soutenue par les puissances occidentales, les Arabes et musulmans sunnites veulent désespérément croire que, des cendres d'un monde de longue date disparu, s'est enfin levé un magnifique Phénix : un État et un chef qui leur apporteront la délivrance tant attendue de l'enfer présent. Al-Baghdadi est-il cet homme, et le califat, cet État ? L'Occident et le monde sont persuadés que non, mais seuls les habitants du Moyen-Orient peuvent y répondre.

5

Le djihad moderne

La déstabilisation du Moyen-Orient par l'État islamique a poussé les diverses puissances régionales à des associations étranges et nous oblige à regarder en face une série de scénarios troublants : le parrainage iranien et saoudien des Palestiniens dans leur conflit avec Israël au cours de l'été 2014 ; les rencontres secrètes de l'Iran et de l'Arabie saoudite pour discuter des possibilités de dissoudre le califat ; des opérations américaines clandestines pour armer les « rebelles syriens », formés essentiellement d'éléments non pas laïques, mais djihadistes ; et la décision du président Obama de bombarder les bastions de l'État islamique en Syrie avec le soutien d'une grande coalition d'États occidentaux et arabes, mais sans mandat des Nations unies, pour n'en citer que quelques-uns. Le plus stupéfiant, toutefois, ce n'est pas ces étranges alliances, mais le succès des essais de construction

d'une nation par ces insurgés armés et apparemment arriérés alors que les États-Unis ont essuyé un échec lamentable.

Les États-Unis sont en guerre de façon quasi continue depuis le Vietnam – depuis plus d'un demi-siècle. Il s'agit, suivant leurs propres termes, de « propager la démocratie ». À la suite d'un cycle répétitif de guerres allant des « invasions et occupations à grande échelle à la contre-insurrection et aux guerres par procuration, ou inversement[1] », l'armée américaine a obtenu des résultats peu encourageants, surtout en Irak. Comment oublier que les Américains ont pris et repris Mossoul pour anéantir les djihadistes ? Ils ont combattu deux fois pour Falloujah avec de lourdes pertes. Or, quand les armées de Bush et de Blair se sont retirées d'Irak, elles sont rentrées au pays « victorieuses[2] ». Au moment où j'écris, les deux villes sont sous la coupe du califat.

À l'opposé de l'armée américaine, avec sa propagande high-tech et sa mythologie séduisante, l'État islamique a livré avec succès une guerre de conquête en usant d'une tactique terroriste : une guerre menée sous l'étendard idéologique du djihad, une guerre sainte. Si la supériorité militaire n'est pas une garantie de victoire – les nombreuses défaites américaines des cinquante dernières années le disent assez –, la clé du succès militaire doit donc être ailleurs. Cela justifie qu'on se penche sur les

motivations respectives des armées des États-Unis et de l'État islamique.

Les deux armées justifient leurs actions en invoquant une cause supérieure. Dès lors, la question se pose : la promesse d'un État salafiste radical, dont les frontières épousent celles de l'ancien califat, est-elle une motivation plus puissante que la volonté de « propager la démocratie » – dans un processus qui, incidemment, ouvre la voie à la colonisation du marché par les multinationales occidentales ? À en juger d'après ce que nous voyons depuis onze ans, sans doute faut-il répondre oui. Si la guerre sainte d'Al-Baghdadi est en fait une motivation plus puissante que l'exportation de la démocratie occidentale, il devient impératif de comprendre quel type de guerre il mène.

Deux djihads

Conçue après la mort de Mahomet par les *Oulémas* (la communauté des savants religieux musulmans), la notion de *djihad* est un concept issu des enseignements du Coran et du Prophète. Il y a cependant deux types de djihad : le grand djihad, qui est essentiellement spirituel et désigne donc le combat quotidien de chacun contre ses tentations, et le petit djihad, le combat physique contre l'ennemi. Seul nous intéresse ici le second

type, dont le contenu a évolué au fil des siècles, alors que le grand djihad est demeuré inchangé.

Formulée alors que l'islam était déjà une superpuissance, l'idée du petit djihad reflétait un esprit impérial. Il s'agissait d'un outil pour protéger la communauté des croyants. Les savants religieux de l'époque distinguent en outre deux formes de petit djihad : défensive et offensive. Le premier était l'obligation faite à tous les membres de la communauté de prendre les armes contre l'ennemi pour sauvegarder l'islam. Le djihad offensif, par ailleurs, ne pouvait être lancé que par le calife, le chef de la communauté. Sa tâche était de propager l'islam, non pas de le protéger. Le djihad engagé par l'État islamique relève des deux catégories.

Tant que le calife disposait d'assez de guerriers prêts au combat, le citoyen ne pouvait être conscrit pour le djihad offensif. En revanche, quand il fallait davantage de soldats, aucun vrai musulman ne pouvait ignorer l'appel de son chef spirituel et politique. Ce principe vaut encore aujourd'hui. En tant que successeur du prophète Mahomet, Al-Baghdadi a non seulement le droit de mener des guerres de conquête, mais il peut aussi exiger la participation de tous les musulmans à ces conflits et leur ordonner d'immigrer au califat. « Ceux qui peuvent immigrer vers l'État islamique doivent immigrer, car l'immigration vers la maison de l'islam est un devoir[3] », a déclaré Al-Baghdadi dans

sa proclamation du califat. Il s'ensuit que l'avènement du califat moderne sape l'autorité des autres organisations djihadistes ou des autres souverains. L'État islamique est un défi potentiel à la légitimité de tous les gouvernements musulmans parce qu'il leur impose l'autorité du calife[4]. C'est une prétention qu'il ne faut pas balayer d'un revers de main quand on évalue le type de menace que représente le califat, tant pour les musulmans que pour le reste du monde. En fait, une des tâches de la grande coalition, que le président Obama a promue sous l'égide de l'OTAN avec la participation active de plusieurs États musulmans, en septembre 2014, consiste à empêcher toute nouvelle expansion territoriale de l'État islamique dans la région. Dans les *chat rooms* et les *tweets* djihadistes, les partisans de l'État islamique soutiennent que la stratégie américaine et britannique de refus de négocier la libération de leurs otages, sachant qu'ils seront décapités, vise à provoquer la peur de l'opinion publique. Une fois attisée, cette peur peut créer un climat politique intérieur favorable à une action militaire, comme cela s'est produit en 2003. Sauf que cette fois l'attaque viserait à protéger les alliés occidentaux de la région, à savoir les Saoudiens et les élites des autres États du Golfe, du message révolutionnaire du califat qui pourrait bel et bien encourager la révolution dans ces pays.

Avec l'effacement de l'islam impérial, et face à la violence implacable des Francs dans la deuxième croisade, Saladin, le sultan ayyubide d'Égypte et de Syrie, redéfinit le concept de petit djihad pour s'adapter aux besoins de l'époque[5]. Les ressources spirituelles radicales de l'islam animaient ses partisans dans leur triomphale campagne de reconquête.

Au début du XX^e^ siècle, le souvenir du djihad de Saladin devait inspirer le combat du Moyen-Orient pour arracher son indépendance aux puissances coloniales d'Europe. Dans l'Égypte sous domination britannique, Hassan Al-Banna, le fondateur des Frères musulmans, réorganisa le djihad en conflit anticolonial, en lutte pour devenir totalement indépendant des Britanniques. Quelques décennies plus tard, l'intellectuel égyptien Sayyid Qutb le transforma à son tour en révolution, en instrument de changement de régime[6].

Depuis la fin des années 1950, le débat sur le vrai sens du djihad moderne a tourné autour de trois concepts critiques : contre-croisade, lutte anticoloniale et révolution. L'État islamique paraît avoir incorporé toutes ces caractéristiques pour donner au petit djihad un sens entièrement nouveau : construire une nation. « Musulmans, accourez vers votre État, a déclaré Al-Baghdadi lors de son discours inaugural en tant que calife. Cet État est le vôtre. [...] Et voici mon conseil : accrochez-vous

à lui, et vous conquerrez Rome, le monde sera à vous, si Allah le veut[7]. »

La contre-croisade visant la culture et les intérêts occidentaux au Moyen-Orient, tels qu'ils s'expriment à travers l'alliance entre les élites musulmanes corrompues et les puissances occidentales, a préparé le terrain à la guerre de conquête traditionnelle menée par Al-Baghdadi. La construction d'une nation dans les territoires conquis requiert aussi un changement de régime – d'où le caractère révolutionnaire du combat d'Al-Baghdadi en Syrie et en Irak, pays dirigés par des élites corrompues au service de puissances étrangères. Mais ce qui donne à ce djihad moderne une puissance particulière chez les musulmans, c'est qu'il a bel et bien réussi, en un laps de temps relativement bref, à construire, jusqu'à un certain point, une nation.

La géographie du djihad

Al-Qaïda n'a rien accompli qui se rapproche de la naissance du califat et n'a jamais cherché activement à construire une nation. Ses dirigeants étaient plutôt occupés à ourdir des complots contre l'Amérique. « Al-Qaïda est une organisation, nous sommes un État », expliquait un combattant de l'État islamique qui se faisait appeler Abou Omar, lors d'une discussion en ligne avec le *New York*

Times[8]. Cette déclaration résume parfaitement les rôles différents que jouent les deux groupes armés aux yeux de nombreux musulmans et le défi singulier que chacun lance au monde.

Suivant cette analyse, le 11-Septembre fut un coup de poing au visage de l'Occident, tandis que l'instauration du califat est un coup dévastateur porté à ses principaux alliés du Moyen-Orient – un coup qui menace l'existence même d'un ordre géopolitique initialement destiné à profiter à l'Occident et aux élites oligarchiques bien disposées envers lui. Cela peut bien surprendre les Occidentaux, mais ne devrait pas étonner ceux qui dirigent le Moyen-Orient. Peu après le 11-Septembre, le chef du Renseignement saoudien expliqua au responsable des services secrets britanniques, le MI6, sir Richard Dearlove, que le « 11-Septembre n'est qu'un petit bobo pour l'Occident. À moyen terme, rien de plus qu'une série de tragédies personnelles. Ce que cherchent ces terroristes, c'est détruire la Maison des Saoud et refaire le Moyen-Orient[9] ». C'est cette prophétie glaçante faite à Dearlove que l'État islamique tente de réaliser.

Qu'une organisation armée djihadiste défie l'establishment moyen-oriental, pour moderniser d'anciens concepts, n'est qu'une affaire de temps. Sous peu, un groupe armé donnera corps à l'ultime utopie musulmane, le nouveau califat, et le

présentera aux millions de sunnites comme un plan d'action réalisable en utilisant les instruments de propagande modernes. Aux yeux de beaucoup de musulmans, l'État islamique, comme ses prédécesseurs, n'est que le produit de décennies d'abus, de corruptions et d'injustice. À la différence de ses prédécesseurs, cependant, l'EI s'est adapté à un environnement géopolitique devenu depuis peu multipolaire tout en adoptant une approche pragmatique envers les populations vivant sur son territoire.

La sensibilité aux problèmes intérieurs et ses caractéristiques endogènes font également partie de l'attrait qu'exerce l'État islamique. Al-Qaïda, à l'opposé, a toujours été perçue comme une puissance étrangère – chose qu'Al-Baghdadi a cherché à éviter quand, en 2010, il a abandonné le nom d'Al-Qaïda en Irak pour celui d'État islamique en Irak. En fait, si Al-Qaïda a fini par déplaire au Moyen-Orient, c'est pour avoir choisi de sortir le djihad du Moyen-Orient, et non parce qu'elle avait à sa tête un milliardaire saoudien et un intellectuel égyptien, éloignés des préoccupations quotidiennes de la plupart des musulmans.

Il est incontestable que les événements du 11-Septembre ont ouvert un second front contre l'ennemi lointain, les États-Unis, loin des camps de réfugiés, des souffrances habituelles de la population moyen-orientale et des injustices dont les régimes

arabes corrompus sont coupables envers elle. De surcroît, au sein de la communauté djihadiste, peu approuvèrent les attentats du 11-Septembre. Portée au cœur des États-Unis dans l'intention d'affaiblir la puissance de l'Amérique et de priver les oligarchies régnantes du Moyen-Orient de leur soutien, l'attaque est devenue le symbole même du djihad dans les médias occidentaux. Si certains, au Moyen-Orient, ont applaudi l'effondrement des Twin Towers, le consensus régional était en fait qu'il ne pouvait rien sortir de bon de cette tactique. Bien au contraire. Exporter le combat si loin pouvait avoir des conséquences désastreuses à l'intérieur. Et tel fut bien le cas. Rétrospectivement, l'absurdité d'une attaque visant l'ennemi lointain saute aux yeux. Mais Oussama ben Laden avait les moyens de monter les attentats du 11-Septembre à une époque où d'autres djihadistes arrivaient à peine à joindre les deux bouts. Aujourd'hui, les choses sont très différentes. Tandis que l'État islamique dirige le califat sur la terre historique de l'islam, le noyau d'Al-Qaïda a été détruit. Ben Laden est mort, et l'organisation qu'il a fondée n'est plus qu'un logo djihadiste générique. La force d'attraction des efforts d'Al-Baghdadi pour construire une nation en Syrie et en Irak tient en partie à son lieu d'implantation. La géographie a toujours été essentielle pour l'islam, tant religieusement que politiquement. Dans un documentaire de CNN, un

passeur qui fait entrer les combattants étrangers par la frontière du sud de la Turquie, près d'Hatay, explique ce que certains de ces hommes ressentent quand ils entrent en Syrie. « Pour beaucoup, le franchissement est en soi une expérience religieuse. Quand ils arrivent à la clôture, ils s'agenouillent en larmes, ils pleurent, comme devant une chose qui leur est plus précieuse que leur famille. Ils croient que c'est ici, en Syrie, que sera rendu le jugement de Dieu[10]. » L'impact culturel de l'ancien califat sur le territoire qu'il contrôlait a été massif au point qu'aujourd'hui, des siècles après la désintégration de cette magnifique culture, existe toujours un langage commun à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La chute du califat a ouvert des siècles de conquête et d'humiliation et laissé des cicatrices profondes dans l'identité et l'amour-propre de la population musulmane. Quand les Européens redessinèrent la carte de ce territoire historique antique, ces blessures se rouvrirent. À maintes reprises, depuis le XI^e^ siècle, chaque mouvement de renaissance islamique a nourri le rêve profondément nostalgique de recréer les anciennes frontières du califat, comme si recomposer la géographie pouvait recréer sa splendeur.

La géographie est aussi à la racine de la radicalisation la plus récente du mouvement salafiste, où Al-Baghdadi et Al-Zarkaoui ont forgé leurs visions du djihad. Ce qui a déclenché cette radicalisation,

c'est l'accord de paix signé en 1994 entre le gouvernement jordanien et Israël. Beaucoup y ont vu un événement extraordinaire. L'accord vaut reconnaissance officielle du droit géographique d'Israël à exister sur un territoire considéré comme faisant partie du califat. Sa signature a marqué un tournant pour le mouvement djihadiste, provoquant la naissance d'une nouvelle vague d'organisations salafistes clandestines, dont Al-Tawhid en Jordanie.

6

Salafisme radical

Les causes profondes de ce à quoi nous assistons aujourd'hui remontent à un événement politique extraordinaire que les salafistes tiennent pour une trahison ultime : que des hommes d'État arabes aient accepté Israël en tant que puissance politique sur le sol musulman, sur l'ancien territoire du califat.

Regroupant des motivations similaires dans tout le monde arabe et fondé au début des années 1990 par des vétérans des organisations du djihad antisoviétique (comme le Groupe islamique armé (GIA) en Algérie et l'Armée islamique d'Aden-Abyane au Yémen), Al-Tawhid, le groupe dont Abou Moussab Al-Zarkaoui a d'abord fait partie, est une organisation salafiste radicale quasiment identique aux autres. Tous ces groupes armés partagent le même objectif : embraser un djihad révolutionnaire à travers le monde islamique et en

chasser les gouvernements pro-occidentaux. Cette guerre civile, ou *fitna*, évincerait les régimes arabes en place, que les salafistes tiennent pour *taghoût* (idolâtres)[1]. Ayant rejoint le groupe Al-Tawhid en prison, Al-Zarkaoui en est devenu ensuite l'émir. Ainsi, quand il a formé son organisation armée en Irak, il a choisi le nom d'Al-Tawhid Wal-Jihad. Qu'Al-Zarkaoui et Al-Baghdadi partagent tous deux le credo salafiste – Al-Baghdadi étant lui-même issu d'une famille religieuse salafiste – explique la compatibilité de leurs visions du djihad[2].

À ses débuts, cependant, dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, le salafisme n'était pas une idéologie antioccidentale. Bien au contraire, le mouvement est né de l'admiration des Arabes pour l'Occident modernisé. Fascinés par le développement européen, des pays arabes commencèrent à comparer leurs conditions socio-économiques et politiques à celles de l'Europe. Cette évaluation déclencha une réflexion profonde sur la crise de l'Empire ottoman – la puissance politique qui dominait le monde arabe à l'époque – et stimula un vif intérêt pour la civilisation occidentale. Dans le monde arabe, ce processus est connu sous le nom de *Nahda*, littéralement « réveil » ou « renaissance ». Fruit de l'interaction des penseurs arabes et des idéaux révolutionnaires occidentaux, la *Nahda* a marqué le début de la modernisation arabe ou, plutôt, de la volonté de moderniser. Au fond, le monde arabe reconnut

la supériorité socio-économique et politique des États parlementaires européens. Considérant les réalisations du Vieux Continent, les Arabes voulaient créer une modernité musulmane dans les nouveaux États arabes issus de la désintégration de l'Empire ottoman en prenant exemple sur la culture politique occidentale[3]. C'était une époque où la construction de l'État-nation séduisait beaucoup les musulmans progressistes.

Le salafisme a donc toujours cherché à moderniser le monde arabe et voyait dans l'Empire ottoman la cause essentielle de l'échec du monde arabe à se développer comme l'Europe. Pour triompher de cet obstacle, la doctrine salafiste appelait tous les musulmans à renouer avec la pureté de la religion, les origines de l'islam et les enseignements du Prophète. Bref, le salafisme soulignait la nécessité d'un retour aux racines afin de créer une identité arabe, laquelle donnerait à son tour la force nécessaire pour arracher son indépendance à l'Empire ottoman. C'était au fond un processus de purification spirituelle, de nettoyage, après des siècles de domination politique et économique turque.

Vers la fin du XIX[e] siècle, cependant, la trahison par les puissances européennes, dont la contribution à la modernisation du monde arabe prit la forme d'une colonisation brutale, catalysa la transformation du salafisme en un mouvement de renouveau xénophobe et puritain. L'objectif central du

salafisme moderne reste la purification de l'islam – aujourd'hui, volonté de se purifier de la corruption et de la léthargie causées par la colonisation occidentale. Ce n'est pas l'Empire ottoman, mais les puissances européennes qui sont tenues pour responsables du déclin du monde arabe – d'où le rejet de l'État-nation et de la modernité européenne.

Sur cette toile de fond religieuse et philosophique, dans les années 1950, Sayyid Qutb reformula le concept de *Tawhid*[4], l'unité divine et absolue de Dieu, pour lui conférer une identité politique distincte. « Dieu est la source du pouvoir, écrivit Qutb depuis la geôle égyptienne où Nasser l'avait jeté, pas le peuple ni le parti, ni aucun être humain[5]. » Cette idée, connue sous le nom d'*al hakimiyya lil-llah* (principe du gouvernement de Dieu), projette un islam politique et son unique expression qui ait réussi (le califat) au cœur de la scène politique dont les limites sont strictement définies par l'interprétation des enseignements du Prophète, non par les formes de gouvernement modernes comme la démocratie ou le socialisme.

À ce titre, le message de Qutb est en rupture totale avec la politique à l'occidentale adoptée par Nasser en même temps qu'il est une exhortation à purifier l'islam de toute influence extérieure, sacrée ou profane. Toute entorse au principe du gouvernement de Dieu, affirme Qutb, est une apostasie (*riddah*).

Bien que l'accusation d'apostasie (*takfîr*) soit à l'origine un concept religieux, elle est devenue une arme politique puissante dans l'histoire de l'islam. Elle a permis à Qutb, un Arabe, de défier la légitimité politique de Nasser, autre Arabe, de le présenter comme un infidèle au même titre que les colons occidentaux. Dans les luttes pour le pouvoir au sein de l'islam, l'accusation d'apostasie est courante. La première déclenchée par un *takfîr* survint peu après la mort du Prophète, sous le règne du calife Abou Bakr (632-634), et fut la genèse du schisme entre sunnites et chiites[6].

Au fil des siècles, sunnites et chiites ont invoqué le concept de *takfîr* pour s'exclure mutuellement du pouvoir. On verra, dans le chapitre suivant, qu'Al-Zarkaoui et Al-Baghdadi ont tous deux brandi le *takfîr* pour légitimer leurs guerres génocidaires contre les chiites, qu'ils tiennent pour des alliés proches et constants de puissances étrangères.

7

Les nouveaux Mongols

En juin 2014, l'opinion publique mondiale a été choquée et écœurée d'apprendre qu'après la conquête de Mossoul, l'armée de l'État islamique s'en était prise aux femmes et aux enfants chiites des villages voisins. Armés de mitrailleuses, ses hommes tuèrent des centaines d'innocents, jetant les corps dans des fosses communes. Ils pillèrent les maisons des chiites et s'approprièrent leurs biens. Dans la ville de Tal Afar, par exemple, les guerriers d'Al-Baghdadi confisquèrent 4 000 maisons au titre des « dépouilles de guerre[1] ». Ils bombardèrent et incendièrent sanctuaires et mosquées dans l'intention d'effacer tout signe de présence chiite sur leur territoire. Les destructions de ce type se sont répétées sur chaque parcelle du califat afin de mettre en œuvre la purification religieuse qu'exige, dans l'esprit de beaucoup, l'interprétation la plus radicale du salafisme.

La guerre civile sectaire et sanguinaire que l'État islamique a initiée est moins liée à la doctrine salafiste radicale qu'à un génocide destiné à prendre le contrôle de l'insurrection suivant une stratégie conçue par Al-Zarkaoui en 2003, peu après que les forces de la coalition eurent envahi l'Irak.

Quel que soit le but de ces atrocités, le mot génocide paraît bien adapté à ce qui s'est passé, ces dernières années, en Syrie et, depuis le début de l'été 2014, en Irak. En réalité, la situation d'un chiite ou d'un membre d'une secte apparentée, comme les Alaouites syriens, ressemble fort aujourd'hui à celle d'un Juif dans l'Allemagne nazie. Marchant sur les brisées d'Al-Zarkaoui, l'État islamique semble enclin à éradiquer la population chiite du califat par tous les moyens possibles, dont l'extermination.

Dans ce contexte, beaucoup pensent que l'engagement d'Al-Baghdadi en Syrie, en 2011, n'avait rien à voir avec l'élimination du régime d'Assad, mais répondait au désir de nettoyage ethnique : éliminer les Alaouites d'une région destinée à devenir le berceau du nouveau califat. Là encore, le parallèle avec l'Allemagne nazie et la suprématie de la race aryenne est inévitable. Alors qu'Hitler justifia l'extermination des Juifs par un eugénisme fictif, l'État islamique invoque le concept de *takfîr*, d'apostasie, pour mener à bien la « purification »

religieuse de l'islam. Les chiites et les fidèles de toutes obédiences autres que le salafisme sont des hérétiques coupables d'un péché si grave qu'il requiert la mort.

Avant d'explorer les vraies motivations de ce génocide, il est impératif de comprendre l'emprise du concept de *takfîr* sur l'imagination collective des chiites comme des sunnites.

Al Takfîr

On peut faire remonter la genèse du *takfîr* au premier choc violent entre sunnites et chiites, à savoir la première guerre civile entre musulmans, appelée la Grande Discorde (*Fitna*). Initiée en 655, un an avant l'assassinat du calife Uthmân, cette vendetta éclata quand les disciples de Mahomet se disputèrent la succession. Uthmân fut accusé d'apostasie par les partisans d'Ali, qui prétendirent que ce dernier descendait directement du Prophète, et devait donc être calife. La *Fitna* donna naissance au schisme entre les chiites, partisans d'Ali, et les sunnites, fidèles d'Uthmân. Depuis lors, ces deux branches de l'islam se sont toujours accusées mutuellement d'apostasie dans leurs efforts respectifs pour s'emparer du pouvoir politique[2].

Depuis le VII^e^ siècle, le concept de *takfîr* est demeuré solidement ancré à des problèmes

politiques et économiques. Peut-être parce que le Prophète était un chef à la fois religieux et politique, les frontières entre matériel et spirituel ont toujours été brouillées en islam. Ainsi le *takfîr* devint-il un outil politique caché sous des dehors religieux. Au XVIII[e] siècle, par exemple, Abd Al-Wahhab, prédicateur saoudien et fondateur du mouvement wahhabite, accusa l'Empire ottoman d'apostasie. Il prétendit qu'il s'était écarté de la véritable source de légitimité : la parole de Dieu. L'accusation de *takfîr* qu'Al-Wahhab lança contre les Turcs permit à la Maison des Saoud de prendre les armes contre ses dirigeants, les Ottomans, dans la péninsule Arabique[3]. Deux siècles durant, la guerre de conquête menée par les deux puissants alliés, la Maison des Saoud et les Wahhabites, fut livrée avec des armes économiques et politiques sous l'habillage de la ferveur religieuse.

Définir le *takfîr*, comme définir le terrorisme, a toujours été s'aventurer sur une pente glissante, ce qui explique que le concept reste un outil puissant entre les mains des organisations armées et forces sectaires musulmanes pour justifier leurs prétentions à la légitimité. Dans les années 1950 et 1960, on l'a vu, les Frères musulmans l'ont reformulé pour justifier leur opposition contre Nasser qui, selon eux, les avait poussés dans les enfers de l'illégalité : on a ici l'exemple de sunnites invoquant le *takfîr* comme une arme contre d'autres sunnites.

À l'origine, l'objectif ultime du *takfîr* n'était ni d'exclure les hérétiques de la communauté spirituelle, ni de les exterminer, mais de les chasser de la communauté matérielle : les écarter du système des droits et des privilèges sociaux mais aussi de l'économie. Ils étaient donc refoulés hors des limites de la légitimité politique. L'idée d'exterminer les chiites ne fut introduite qu'en 2003, quand Al-Zarkaoui lança plusieurs attentats-suicides contre des cibles chiites.

La cécité de l'Occident

La première mission-suicide de ce genre en Irak eut lieu le 29 août 2003 et visa la mosquée de l'imam Ali à Najaf. Cet événement marqua une fracture dans le conflit irakien, ouvrant un second front contre la population chiite. L'attentat avait déjà été justifié par une campagne de propagande lancée plusieurs mois auparavant et financée par les principaux acteurs sunnites de la région, dont l'Arabie saoudite et plusieurs oligarques des États du Golfe. Les chiites irakiens furent accusés d'avoir passé des alliances avec des puissances étrangères pour provoquer un changement de régime en Irak – autant d'actes que les salafistes considéraient comme *mukaffir*, motifs de *takfîr*.

À l'aide d'une rhétorique atemporelle et apocalyptique, fut établi un parallèle entre l'invasion

imminente de l'Irak et l'invasion des Mongols au XIII^e siècle. Pour les sunnites irakiens, les images des Mongols et des Tatars saccageant la magnifique ville de Bagdad en 1258 évoquent des souvenirs honteux[4].

Peu après la chute du régime de Saddam, on assista sur l'Internet à un foisonnement de textes portant sur la nouvelle invasion mongole. Dans le magazine virtuel *Bashaer*, le lecteur apprit qu'avant d'atteindre Bagdad, les Mongols avaient envahi les royaumes de Khârezm (Ouzbékistan et Turkménistan actuels), de même que les forces de la coalition avaient attaqué l'Afghanistan avant d'envahir l'Irak[5]. Mongols et Tatars firent alliance pour lancer une guerre contre Bagdad, tout comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Dans les deux cas, Bagdad fut attaquée par l'est et par l'ouest, le siège dura vingt et un jours, la supériorité militaire des envahisseurs était écrasante, et la population avait tellement peur qu'elle ne pria pas le premier vendredi après le début de l'attaque. Au XIII^e siècle, comme dans l'Irak moderne, la rivalité entre chiites et sunnites continua à affaiblir le pouvoir central. Mongols et Tatars avancèrent avec des armées de mercenaires qui participèrent à l'invasion et au sac de la ville. Les forces de la coalition laissèrent quant à elles leurs partisans irakiens piller les bibliothèques et les institutions culturelles, mais aussi tuer femmes et enfants.

L'analogie de *Bashaer* se termine par une prédiction liée à la proximité historique de l'invasion mongole : deux ans après le sac de Bagdad, les armées syrienne et égyptienne, aidées de groupes de volontaires arabes, battirent les Mongols et les Tatars à Ayn Djalout. « Nous sommes certains que Dieu châtiera l'Amérique pour de bon », conclut l'éditorial. « Quand surviendra le nouvel Ayn Djalout[6] ? » Après avoir lancé son offensive depuis la Syrie, l'État islamique s'emploie à découper son califat. Ce faisant, il espère avancer vers un Ayn Djalout contemporain.

À l'été 2003, Al-Zarkaoui recourut à l'analogie de l'invasion mongole pour justifier son offensive contre les chiites. Ainsi qu'il l'expliqua, Ibn al-Alqami, le vizir chiite de Bagdad, avait aidé les Mongols à conquérir la ville, pressant ses partisans d'en faire autant[7]. De même les chiites avaient-ils conspiré avec les Américains et leur avaient fait bon accueil en Irak. C'est la première fois que les querelles sectaires entre sunnites et chiites se manifestèrent dans le contexte de l'insurrection irakienne.

L'attentat de Najaf, qui marqua le début du combat actif d'Al-Zarkaoui contre les chiites en Irak, est la première manifestation du choc entre sunnites et chiites, de la guerre civile que l'État islamique poursuit. Comme l'expliqua Al-Zarkaoui à Ben Laden dans leur correspondance nourrie de 2003 à 2005, la *fitna* contre les chiites n'était

qu'une tactique pour empêcher la formation, face aux forces de la coalition, d'un front laïc uni – excluant les djihadistes – analogue à celui qui, des décennies auparavant, avait mené la lutte pour arracher l'indépendance de l'Irak au Royaume-Uni[8].

En 2003, cependant, les forces de la coalition avaient mal apprécié la portée d'une guerre entre sunnites et chiites : grave négligence. À l'époque, les motifs de l'attentat semblèrent incompréhensibles ; ses auteurs étaient inconnus. Les forces de la coalition combattaient alors les milices d'Al-Sadr, considérées comme la principale opposition armée en Irak. À cette époque, l'insurrection sunnite, essentiellement composée de reliquats du parti Baas et de nationalistes musulmans, ne constituait pas une menace sérieuse. Un examen attentif des progrès de la radicalisation islamique en Irak à l'époque des sanctions économiques aurait pourtant fourni d'utiles indices de la grande guerre civile et sectaire qui couvait et risquait de déstabiliser tout le monde musulman[9].

L'Occident n'avait pas prêté attention aux changements profonds qui balayaient l'Irak au cours des années 1990 à la faveur des sanctions économiques. Sous la houlette de Saddam Hussein, le salafisme moderne avait pris racine en Irak pour devenir une source de radicalisation croissante. La nouvelle ferveur religieuse du dictateur visait à apaiser les tribus sunnites en des temps de grandes

difficultés économiques. À l'époque des sanctions des Nations unies, la religion était devenue une source de réconfort pour la bourgeoisie sunnite appauvrie, épine dorsale du régime de Saddam, et l'islam un moyen spirituel de faire face à des épreuves économiques prolongées. Dans le même temps, la radicalisation de l'Irak aida Saddam à cacher les échecs économiques de son régime. Par exemple, en interdisant aux femmes de travailler dans des lieux publics puis même à domicile, il réduisit le chômage de moitié.

À la différence des puissances occidentales, les djihadistes savaient que depuis une décennie beaucoup, dans le Triangle sunnite, professaient des convictions religieuses salafistes radicales. Dès lors, peu après la chute de Saddam, ils affluèrent dans cette zone depuis tout le Moyen-Orient. D'aucuns étaient même liés aux groupes salafistes irakiens, tous installés au sein du Triangle dans des localités comme Ramadi, Falloujah et Mossoul, devenues des pépinières de l'insurrection djihadiste sunnite. Al-Zarkaoui fit partie de ces nouveaux arrivants.

De même que les forces de la coalition avaient quasiment ignoré les changements produits en Irak par une décennie de sanctions économiques, ces mêmes nations ne perçurent pas non plus le danger auquel la prolifération des groupes djihadistes et insurgés en Syrie, financés par leurs parrains du Golfe, exposait toute la région. L'Occident et le

reste du monde n'ont pas vu la radicalisation de l'Irak et de la Syrie sous l'effet du fanatisme religieux.

L'alibi religieux

Que les puissances occidentales aient cru que le Moyen-Orient était le théâtre d'une guerre de religion motivée par une vendetta amorcée en Arabie au VII^e^ siècle est pour le moins surréel. Quand des chrétiens ont été impliqués dans des conflits semblables, la religion a rarement été plus qu'un prétexte dissimulant des enjeux politiques. Dans l'Europe du XVI^e^ siècle, l'apostasie était un crime méritant une mort cruelle sur le bûcher. L'Europe s'embrasa d'autodafés où l'on brûlait les corps au nom de Dieu. Aujourd'hui, le califat recourt à la décapitation et à la crucifixion aux mêmes fins.

Le plus grave danger de l'Europe au XVI^e^ siècle était le risque d'une guerre civile entre catholiques et protestants épousant les fractures religieuses, mais enracinée dans les vieilles luttes acharnées pour le pouvoir sur le continent. Aujourd'hui, l'accusation d'apostasie portée contre la population chiite vise à déclencher une guerre civile en Irak, en Syrie et au-delà : une guerre qui, à première vue, semble avoir des motifs religieux, mais comme dans l'Europe du XVI^e^ siècle, les vrais mobiles sont politiques

et économiques et plongent leurs racines dans une lutte de pouvoir pour contrôler toute la région.

Le califat sait pertinemment qu'il faut bien plus qu'une brillante campagne de propagande religieuse menée sur les médias sociaux pour construire un nouvel État et asseoir sa légitimité sur un consensus. Débarrasser son territoire des chiites présente de multiples avantages pour construire une nation, s'assurer le soutien des populations sunnites locales, produire une population plus homogène avec moins d'occasions de sectarisme et distribuer des dépouilles de guerre aux combattants. En un mot, l'extermination des chiites facilite les choses aux dirigeants du califat sur un plan tant économique que politique tout en satisfaisant un désir de vengeance profondément enraciné parmi les sunnites – ce qui ne peut que nourrir le consensus et la loyauté envers le nouvel État.

Loin de refléter une mission religieuse, la guerre est en fait une tactique politique mise en œuvre par une direction éminemment pragmatique. À la différence des Talibans ou des nazis, l'État islamique sait faire preuve de souplesse : le nouvel État fait bon accueil aux candidats à la conversion, tandis que ceux qui peuvent payer la *djizia*, l'impôt lié à leur hérésie, sont libres de partir. Le califat est même prêt à libérer les otages étrangers moyennant rançon.

Ce pragmatisme procède des rudes exigences nécessaires pour construire une nation, priorité absolue de l'État islamique. Diriger avec succès des régions déchirées par des décennies de guerre requiert la reconstruction complète de toutes les infrastructures socio-économiques, mais aussi de tenir les intérêts arabes étrangers en respect tout en menant une guerre de conquête. Plus encore qu'un alibi religieux opératoire, il faut des rentrées d'argent importantes et régulières.

L'État islamique a su aller au-delà de la mythologie et de la rhétorique des groupes djihadistes antérieurs. Il a fait montre de pragmatisme et de modernité en élaborant les stratégies nécessaires afin de poursuivre son rêve ambitieux. Il a très vite privatisé le terrorisme, se libérant de ses sponsors et instaurant ainsi une économie qui ne dépendait pas totalement de la guerre. Il s'est associé aux tribus sunnites locales pour étouffer l'opposition et partager les recettes de l'exploitation de ressources clés. Il s'est montré circonspect, voire habile – ce qu'on ne saurait dire d'Assad ni du régime Maliki.

8

Guerres prémodernes contemporaines

Depuis juin 2014, les dirigeants de la planète sont confrontés à la montée en puissance de l'État islamique. Nous les avons vus présenter à leur électorat des plans pour parer cette menace truffée de termes nouveaux. Et l'EI n'a pas manqué de réagir : tantôt par des actes de barbarie comme la décapitation de James Foley et de Steven Sotloff, tantôt par des déclarations d'Européens membres de l'EI ou d'otages comme John Cantlie[1].

Comment une organisation armée, quasiment inconnue voici trois ans à peine, a-t-elle pu défier les plus grandes puissances du monde ? Militairement, sur les champs de bataille de Syrie et d'Irak, mais aussi idéologiquement, en utilisant tous les moyens de communication modernes. La réponse réside dans l'effondrement progressif de l'État-nation en Syrie et en Irak. Dépouillés de leur rôle de représentants de leurs populations, les gouvernements

de ces nations ont régressé jusqu'à être ravalés au rang d'enclaves prémodernes.

La désincarnation des nations arabes

En Syrie, le Printemps arabe s'est heurté à une réaction violente. Le rêve de démocratie s'est effondré dans l'indifférence du monde. Collaborateur spécial de cinq ambassadeurs américains en Irak et haut conseiller des trois chefs du commandement central américain de 2003 à 2010, Ali Khedery a brillamment résumé la situation. « Face à l'armée et aux services secrets d'Assad, au Hezbollah libanais, aux milices islamistes chiites d'Irak et à leur grand patron, les Gardiens de la Révolution iraniens, les manifestants à l'origine pacifiques de la Syrie ont vite été désenchantés ; démunis et revenus de leurs illusions, ils se sont alors radicalisés et sont devenus de fervents militants[2]. »

Des fronts sectaires s'ouvrirent presque du jour au lendemain. Des manifestations pacifiques tournèrent à la guerre civile, laquelle dégénéra en guerre moderne par procuration – divers riches États du Golfe finançant leurs propres groupes armés sunnites afin de se venger de l'Iran, leur ennemi chiite numéro un, et d'Assad, allié arabe de Téhéran. Nombre des règles internationales de la guerre ont été bafouées, y compris l'interdiction

d'employer des armes chimiques contre les civils, et les plus riches villas d'Alep ont été pillées. En un clin d'œil, une nation du XXI[e] siècle a été déchirée par un conflit apparemment irréductible.

En Irak, Nouri Al-Maliki, oubliant sa promesse de partager le pouvoir avec d'autres groupes politiques, l'a consolidé à travers une campagne sectaire visant à détruire ses rivaux. Il a essayé d'arrêter son vice-président, Tariq Al-Hashimi, « soutenu par l'Iran et armé de Humvee, de M-16 et de chars M1-A1 de fabrication américaine[3] ». La même épreuve attendait un second rival sunnite, le ministre des Finances Rafea Al-Essawi, qui abandonna la politique et se réfugia dans le bastion de sa tribu, dans la province irakienne d'Anbar[4].

« Face aux troubles massifs, les conseils provinciaux des Arabes sunnites d'Irak votèrent une semi-autonomie analogue à celle du Kurdistan voisin. Maliki usa de stratagèmes bureaucratiques pour empêcher un référendum en violation de la Constitution irakienne. Les manifestations de désobéissance civile se multiplièrent à travers les provinces sunnites, des millions d'Irakiens voyant une fois encore qu'ils n'avaient aucun intérêt à la réussite de l'Irak, mais uniquement à son échec. Prétendant qu'Al-Qaïda avait infiltré le camp des protestataires, Maliki les écrasa brutalement. Plusieurs douzaines de personnes furent massacrées lors d'un raid militaire irakien sur Hawija

en avril 2013, embrasant encore des tensions sectaires qui flambaient déjà[5]. »

Deux dirigeants chiites, Bachar Al-Assad avec l'appui de la Russie, et Al-Maliki, soutenu par l'Occident, abusèrent de leur pouvoir et réprimèrent dans le sang l'appel du peuple à une vraie démocratie. Les deux dirigeants renièrent leurs promesses. Accédant au pouvoir après la mort de son père, Bachar Al-Assad avait attisé l'espoir des masses en promettant des réformes démocratiques. De même, Al-Maliki avait pris l'engagement de se conformer à la Constitution et de présider au premier gouvernement réellement démocratique de l'Irak.

L'Irak est l'image spéculaire de la Syrie régressant dans la prémodernité. Damas le précède de quelques années dans ce processus affligeant ; la désintégration de l'État irakien ne fait que commencer. Et l'État islamique a fait preuve d'une extraordinaire compréhension des similitudes entre les deux pays et a su les exploiter avec opportunisme.

L'Occident et le monde vont-ils traiter l'Irak autrement que la Syrie, surtout maintenant que l'État islamique a proclamé son califat ? Nul ne saurait répondre à cette question. Par le passé, ni les États-Unis ni l'Europe ne trouvèrent le moyen de passer outre au veto de la Russie et de la Chine à toute intervention militaire en Syrie. Tout le monde sait qu'Assad garantit l'accès de la flotte russe à la Méditerranée, tandis que la réticence de la Chine

vient de ce que les Européens et les Américains ont fort mal géré le changement de régime en Libye, et ont laissé un pays profondément instable. Et après les mensonges utilisés par Bush et Blair pour justifier leur invasion de l'Irak, et le prix élevé payé par les forces de la coalition, l'Occident n'est pas pressé de renverser un autre dictateur arabe.

L'actuelle politique d'endiguement en Syrie pourrait bien se révéler insuffisante face à une organisation armée qui s'est métamorphosée en État. En vérité, le défi que représente l'État islamique est d'une tout autre nature que lors des conflits passés dans ces régions.

Troisième Guerre mondiale

Dans le courant de l'été 2014, le pape François a déclaré que la Troisième Guerre mondiale avait déjà commencé, les miasmes des conflits se propageant à travers la planète, sans grande ressemblance avec les deux guerres mondiales du XX^e^ siècle. Ces conflits rappellent plutôt la guerre prémoderne, menée non pas par des États souverains mais par des seigneurs de la guerre, des terroristes, des milices et des mercenaires, dont l'objectif ultime est la conquête territoriale pour exploiter la population et les ressources naturelles. Aucune de ces guerres n'est menée pour créer un État-nation.

Manquent les tranchées, les champs de bataille et même les règles internationales employées dans une certaine mesure pour établir des codes et fixer des limites aux comportements des combattants. La Convention de Genève a été jetée aux ordures. Les parties prenantes à ces divers conflits sont toutes coupables de graves excès, notamment de violences religieuses, de destructions gratuites, voire de génocide. Certaines armées régulières se conduisent elles-mêmes comme des milices. Au Nigeria, Amnesty International a filmé des soldats nigérians et des membres d'une milice civile, Civilian Join Task Force, tranchant la gorge de prisonniers soupçonnés d'appartenir à Boko Haram, la tristement célèbre milice islamiste, puis lançant les corps décapités dans des fosses communes[6].

Du Nigeria à la Syrie, du Sahel à l'Afghanistan, les victimes de cette nouvelle guerre sont largement les civils. Au Nigeria, suivant les estimations d'Amnesty International, 4 000 personnes, pour la plupart des civils, ont trouvé la mort l'an passé dans des attaques menées par Boko Haram et l'armée nigériane. En Syrie, plus d'un million d'habitants ont été déplacés, et 200 000 assassinés depuis le début de la guerre civile.

Des statistiques semblables ont été recueillies à la lisière de l'Union européenne. D'avril à août 2014, d'après les Nations unies, 1 129 civils ont trouvé la mort dans des affrontements violents

entre l'armée nationale ukrainienne et les milices séparatistes prorusses. D'autres sources officieuses avancent des chiffres bien plus élevés.

Nous sommes donc en présence de conflits prémodernes qui recourent à la technologie moderne : cocktail meurtrier qui augmente considérablement le nombre de victimes civiles. Le vol 17 de Malaysian Airlines abattu en juillet 2014 dans l'espace aérien ukrainien en est un exemple frappant.

Le professeur Mary Kaldor, de la London School of Economics, écrit[7] que la mondialisation plonge certaines régions dans des conditions d'anarchie proches de la fameuse description de l'état de nature par Thomas Hobbes : « L'État des hommes sans société civile (état que nous sommes fondés à appeler état de nature) n'est rien d'autre qu'une simple guerre de tous contre tous [...], avec une peur et un danger continuels de mort violente. » La vie avant la société civile était « rude, brutale et brève ». Telle est la situation dans laquelle ont régressé certaines parties de la Syrie et de l'Irak.

La mondialisation a miné la stabilité d'un certain nombre de régimes autoritaires, de la Libye à la Syrie et à l'Irak, et au-delà, en permettant aux populations de prendre conscience de leurs conditions politiques. La chute de Kadhafi, en 2011, a laissé un vide politique que des milices tribales rivales – des libéraux aux islamistes purs

et durs – ont comblé par la violence. Les réponses violentes au Printemps arabe syrien et au soulèvement des sunnites irakiens ont créé un vide semblable. L'objectif commun des nombreux groupes armés qui l'ont rempli est de conquérir le pouvoir politique et économique à des fins d'exploitation. Ces groupes n'ont aucunement l'intention de créer un État démocratique ni une nation nouvelle. L'anarchie est au contraire l'environnement le plus propice pour piller les ressources et exploiter la population.

Le processus de dégénérescence et d'effondrement de l'État est à l'origine de la nature prémoderne des conflits actuels, et il s'agit d'un phénomène de plus en plus lié aux facteurs économiques, c'est-à-dire à la paupérisation des populations dans de nombreuses régions.

La mondialisation a apporté la prospérité dans certaines régions, comme la Chine et le Brésil, et la pauvreté dans beaucoup d'autres, comme le Moyen-Orient et certaines parties de l'Afrique. La crise de l'État en Afrique est liée à la fois au changement climatique et à la course des pays riches pour s'emparer des ressources du continent. Au Moyen-Orient, d'autres phénomènes ont contribué à cet appauvrissement. En Irak, par exemple, une décennie de sanctions économiques a transformé la nation qui avait le niveau éducatif le plus élevé du monde arabe en un pays où les femmes n'ont

pas le droit de travailler. La régression vers une société prémoderne est allée de pair avec la paupérisation du pays.

Cette combinaison mortelle de mondialisation et de montée de la pauvreté a nourri une insécurité généralisée et alimenté les conflits tribaux armés sous l'étendard de la religion et des factions. Les conflits sont inévitablement devenus multipolaires. Au Mali, séparatistes touaregs et factions islamiques s'affrontent tout en combattant le gouvernement. En République centrafricaine, milices musulmanes et chrétiennes se livrent une guerre sanglante qui menace de tourner au génocide, tandis que les membres de l'armée nationale prennent position au gré de leur confession. En Afrique occidentale, Al-Qaïda au Maghreb est active presque partout.

Tous ces conflits se distinguent par leur violence brutale, souvent sous l'œil de la caméra. L'exemple le plus marquant en est l'exécution du journaliste américain James Foley par l'État islamique et la vitesse à laquelle la vidéo de sa décapitation a fait le tour du monde par les réseaux sociaux.

Toutefois, on aurait tort de mettre la guerre de conquête du califat islamique en Syrie et en Irak dans la même catégorie que les conflits prémodernes décrits ci-dessus. La guerre de conquête que mène l'EI fait bien partie de la Troisième

Guerre mondiale dont parle le pape, mais elle est foncièrement différente des conflits prémodernes contemporains dans lesquels se battent les autres groupes armés.

Redéfinir l'État moderne

L'État islamique partage les objectifs ambitieux des fondateurs de l'État-nation européen tout en exprimant ces buts sous une forme plus contemporaine. L'EI a de l'État-nation une conception ethno-religieuse, plutôt que purement ethnique. Il essaie aussi de satisfaire à tous les impératifs de l'État moderne : territorialité, souveraineté (pour l'heure reconnue uniquement à l'intérieur), légitimité et bureaucratie. Loin de se contenter de petites enclaves, il cherche à créer une version de l'ancien califat pour le XXI[e] siècle et rejette l'idée d'anarchie permanente. Dans les territoires conquis, au contraire, une des premières tâches de l'EI consiste à imposer la charia.

Le califat considère que le maintien de l'ordre public est de son ressort, et il y pourvoit, quoique de façon rude et rudimentaire. Il doit aussi protéger d'une attaque ennemie les zones placées sous son commandement. Dès lors, l'État islamique assume aussi la sécurité nationale. L'ordre public et la sécurité nationale sont les deux éléments clés

qui distinguent un État moderne d'une enclave prémoderne dirigée par des « seigneurs de la guerre » et des « barons ». Le troisième élément important est le consensus de la population, ce que Rousseau définissait comme le contrat social, sa légitimité.

Que l'État islamique cherche à créer un consensus par tous les moyens possibles ne fait pas l'ombre d'un doute. À la différence d'autres groupes armés, par exemple, il utilise les revenus de ressources stratégiques, tels que les puits de pétrole et les barrages hydroélectriques, pour financer sa guerre de conquête, mais aussi reconstruire des infrastructures socio-économiques clés au sein du califat.

Une propagande sophistiquée s'applique à promouvoir l'image d'un véritable État, légitimé par la population musulmane, locale mais aussi internationale. Abou Bakr Al-Baghdadi est présenté à toute la communauté des musulmans comme le nouveau calife, descendant du prophète Mahomet. Le califat diffuse les images d'une armée régulière, très différente des bandes armées d'Al-Qaïda ou de Boko Haram, d'une armée qui livre ses batailles traditionnelles sur le terrain et dans des tranchées avec des armes modernes (paradoxalement, pour la plupart américaines et russes, volées respectivement aux armées irakienne et syrienne). Sa propagande raffinée lui assure un recrutement international : ses soldats étrangers viennent d'Europe, des États-Unis, d'Asie, d'Afrique du Nord, d'Australie et

même de Nouvelle-Zélande. Même s'il se livre à un nettoyage sectaire, le califat est missionnaire et offre à chacun la possibilité de se convertir au salafisme sunnite et de devenir ainsi citoyen. Ceux qui refusent et ne peuvent fuir sont exécutés. Il négocie la libération des otages avec des puissances étrangères, faisant montre d'un pragmatisme dont Al-Qaïda n'a jamais été capable.

C'est par le terrorisme, le moyen utilisé pour réaliser cette construction géographique et politique, que l'État islamique se distingue de l'État-nation moderne. Si les révolutions passent pour une source de légitimité acceptable de l'État moderne, ce n'est pas le cas du terrorisme.

En pleine crise existentielle des démocraties modernes dans un monde multipolaire et en pleine déstabilisation du Moyen-Orient, sur fond d'une Troisième Guerre mondiale qui rappelle les conflits prémodernes, le vrai défi de l'État islamique réside dans ses efforts naissants de construction d'une nation. Que le califat parvienne ou non à s'imposer comme nouvel État dans l'avenir proche, le nouveau modèle qu'il a expérimenté inspirera inévitablement d'autres groupes armés. Que l'Occident et le monde échouent dans leurs efforts pour résoudre ce problème, les conséquences seront dévastatrices pour l'ordre mondial.

Épilogue

Alors que j'écrivais ce livre, pendant que l'État islamique embrasait le Moyen-Orient, la Révolution des parapluies – encore un soulèvement de jeunes réclamant la démocratie – paralysait Hong Kong. Tous ces événements sont-ils d'une certaine façon liés ? Et quel est le lien entre le Printemps arabe et une organisation terroriste brutale qui s'est transformée en État et redessine dans le sang la carte du Moyen-Orient ?

Les soulèvements démocratiques de la dernière décennie et l'État islamique sont, dans les deux cas, les produits du désordre mondial multipolaire – un phénomène qui a pris forme depuis la fin de la guerre froide. Le Printemps arabe et l'État islamique, en particulier, sont un Janus moderne, deux réponses au même problème : la corruption des dirigeants du Moyen-Orient. Pourquoi le second réussit-il quand le premier a échoué ?

L'État islamique, on l'a vu, ne représente pas seulement une nouvelle espèce de terrorisme : c'est un phénomène véritablement moderne. Serait-ce la principale source de son succès ? C'est possible. Alors que l'Occident et ses alliés musulmans ont refusé d'admettre l'avènement d'un nouveau paysage politique international, l'État islamique ne s'y est pas seulement adapté : il l'a exploité à fond.

L'émergence d'un système multipolaire, où la puissance des États-Unis est tenue en échec par les puissances montantes outre-mer comme la Chine, a rendu obsolètes les anciens modèles de politique étrangère. Une intervention occidentale en Syrie sous mandat des Nations unies demeure improbable du fait de l'opposition de la Chine et de la Russie. Mais même avec la légitimité apparente de la grande coalition montée par le président Obama, l'intervention contre l'État islamique restera limitée à l'Irak et confinée à des bombardements aériens pour soutenir les troupes locales. Autrement dit, la coalition épaulera quiconque est disposé à combattre l'État islamique sur le terrain, élargissant le périmètre déjà immense de la guerre moderne par procuration. Cette approche risque d'encourager d'autres groupes à suivre la voie de l'État islamique et à utiliser les armes et l'argent fournis par leurs sponsors pour se tailler à leur tour un État, déstabilisant encore le Moyen-Orient.

La décision américaine et européenne d'armer les Peshmergas et le PKK, encore sur la liste des organisations terroristes, a d'ores et déjà redessiné les lignes de bataille dans le combat pour un Kurdistan indépendant en Turquie – pays dont 20 % de la population est d'origine kurde. Des heurts violents entre Kurdes et Turcs ont déjà éclaté dans diverses villes turques ; l'Europe entière a vu des manifestations en faveur d'un Kurdistan indépendant, dont une brève occupation du Parlement européen.

Dans le même temps, la question de l'intervention militaire continue d'embarrasser les forces de la coalition. Les bombardements aériens semblent insuffisants pour arrêter la progression de l'armée de l'État islamique ; dès lors, la question de savoir s'il faut redéployer les troupes au sol en Irak pourrait resurgir sous peu. Quelle que soit l'issue, il est clair que l'intervention étrangère n'arrêtera pas la déstabilisation de la région – elle ne l'a jamais arrêtée et ne l'arrêtera jamais – et qu'une approche nouvelle et plus pragmatique est nécessaire pour empêcher des morts et des destructions supplémentaires. Cette approche doit commencer par admettre l'existence d'une force nouvelle dans la région et reconnaître que la guerre par procuration est une stratégie qui aura forcément un effet boomerang. Aussi faut-il chercher à aborder cette force nouvelle avec d'autres instruments que la guerre.

L'émergence de ce système multipolaire a ouvert de nouvelles possibilités à ceux qui comprennent les règles du jeu. Nous avons vu comment l'État islamique a exploité la guerre syrienne par procuration à son avantage et comment il met en évidence, par une machine de propagande puissante, les contradictions surréelles de la grande coalition d'Obama.

Quant à la politique moderne, l'État islamique a maîtrisé la technologie pour faire du prosélytisme, recruter et lever des fonds – ce qui est un signe clair de modernité. Le succès de sa campagne numérique dans ses efforts de construction d'une nation est un exemple typique de la force de la communication. On ne saurait en dire autant des divers mouvements de protestation démocratiques de la dernière décennie.

Le soulèvement de la rue iranienne, en 2009, avait été alimenté par Twitter. En 2011, le Printemps arabe s'est servi de Facebook pour faire connaître au monde ce qui se passait au Caire. Un an plus tard, le mouvement *Occupy* a diffusé ses protestations sur YouTube. Aujourd'hui, la Révolution des parapluies à Hong Kong se sert de Bluetooth pour contourner la censure d'Internet. Reste qu'aucun de ces mouvements n'a produit de changements politiques, économiques et sociaux d'une ampleur comparable à ceux de l'État islamique.

La technologie moderne et une bonne compréhension du fonctionnement de notre monde

multipolaire ne suffisent cependant pas à réussir. Est-il possible que les « soulèvements du smartphone », dont le Printemps arabe, aient échoué où l'État islamique a réussi parce que ce dernier est dirigé par une élite professionnelle, qui guide la piétaille, tandis que les autres sont constamment à la merci des interactions et de la participation ? Dès lors, le modèle de construction d'une nation de l'État islamique est-il plus moderne que celui du Printemps arabe ? Ce sont des questions effroyables dont les démocraties et les États légitimes doivent traiter s'ils veulent empêcher la montée d'une nouvelle vague d'autoritarisme.

En dehors de l'échec du Printemps arabe et des succès de l'État islamique, existe-t-il une troisième option ? Oui. Elle passe par l'éducation, la connaissance et la compréhension de l'environnement politique changeant dans lequel nous vivons, par les mêmes instruments employés autrefois pour promouvoir un changement politique sans bain de sang et dans le consensus – chose que les jeunes guerriers du smartphone et nos politiques en costumes gris n'ont toujours pas comprise.

Glossaire

Alaouites : Secte religieuse de Syrie, adepte d'une forme mystique de l'islam chiite. Historiquement, ils se sont efforcés de cacher leurs croyances aux étrangers, et on ne sait donc pas grand-chose d'eux ; ils forment une minorité significative en Syrie avec 12 % de la population.

Cheik Abdullah Azzam : Musulman sunnite qui a prêché le djihad contre les envahisseurs soviétiques à la fin des années 1980. Avec Ben Laden, il fonda le Bureau de Services afghan, levant des fonds et recrutant des terroristes, ainsi qu'Al-Qaïda. Il fut tué par une voiture piégée en novembre 1989.

Abou Bakr Al-Baghdadi : Dirigeant de Daech et calife autoproclamé de l'État islamique.

Brigades rouges : Les Brigades rouges (*Brigate Rosse*, ou BR), créées en 1969 en Italie, étaient une émanation des mouvements estudiantins et ouvriers.

Son idéologie prônait la violence au service de la guerre de classe et de la révolution. Basé et opérant en Italie, le groupe visait surtout des symboles de l'establishment : industriels, hommes politiques et hommes d'affaires.

Califat : Territoire sous l'autorité du calife.

Calife : Titre du principal chef civil et religieux musulman qui protège l'intégrité de l'État et de la foi. Les califes passent pour les successeurs de Mahomet. Le mot même vient de l'arabe *khalifa*, « successeur ». Mais « calife » est aussi le titre honorifique adopté par les sultans ottomans au XVI[e] siècle, après que le sultan Mehmed II eut conquis la Syrie et la Palestine, fait de l'Égypte un satellite de l'Empire ottoman et été reconnu gardien des villes saintes de La Mecque et de Médine.

Charia : Littéralement « législation », désigne le code moral et légal par lequel sont liés les musulmans.

Chiites : Lignée des partisans d'Ali, le gendre de Mahomet, qui refusa de se soumettre au calife Mu'âwiyah dans la *Fitna*, créant ainsi le plus grand schisme de l'islam.

CSII : Conseil suprême islamique irakien, parti politique islamiste chiite.

Coran : Livre saint de l'islam.

Croisades : Série de campagnes militaires lancées par les armées chrétiennes d'Europe pour reconquérir la Terre sainte sous la coupe des musulmans. En 1095, le pape Urbain II lança la première croisade. Entre le XI^e^ et le XIII^e^ siècles, il y eut huit croisades, et les chevaliers qui y prirent part croyaient être assurés d'une place au paradis. Pour les musulmans, les croisades furent une longue campagne militaire visant à étendre le territoire de la chrétienté et à éliminer l'islam.

Daech : État islamique en Irak et en Syrie. Voir ISIS (EIIL).

Djihad : Ce mot est souvent traduit, à tort, par « guerre sainte », concept forgé en Europe durant les croisades. *Djihad*, en arabe, signifie « effort », « effort pour la cause de Dieu » en rendrait donc mieux le sens en tant que doctrine religieuse. Le djihad présente deux aspects : le grand djihad, lutte pour triompher des désirs charnels et des mauvais penchants, et le petit djihad, défense armée de l'islam contre ses agresseurs. Différents groupes armés ont utilisé ce mot dans leurs confrontations violentes avec l'Occident. Oussama ben Laden, notamment, appela au djihad dans sa fatwa contre les Américains, à une « guerre juste » contre l'oppresseur.

Djihad antisoviétique : Guerre menée par des guerriers musulmans (moudjahidine) afghans et autres contre l'invasion et l'occupation soviétiques de

l'Afghanistan de décembre 1979 à février 1989. Cessa avec la défaite et le retrait de l'armée soviétique.

Djizia : Impôt exigé des sections des sociétés islamiques qui ne sont pas musulmanes. Abandonné par les États-nations du monde islamique, il est imposé par l'EI dans certaines zones.

Embryon d'État : Résultat du processus par lequel une organisation armée met en place l'infrastructure socio-économique d'un État (fisc, services de l'emploi, etc.) sans l'infrastructure politique (c'est-à-dire ni territoire, ni autodétermination).

Empire ottoman : Empire musulman créé à la fin du XIII^e^ siècle par Osman I^er^, fondateur d'une dynastie turque dans le nord-est de l'Anatolie. Ses successeurs, les Ottomans, y ajoutèrent les territoires byzantins d'Anatolie occidentale et du sud-est de l'Europe. À son apogée, l'Empire ottoman couvrait la totalité du Moyen-Orient, des parties de l'Afrique du Nord et le sud-est de l'Europe, mais il commença à se désintégrer au XIX^e^ siècle et s'effondra à la fin de la Première Guerre mondiale. Le cœur anatolien devint la République de Turquie tandis que les provinces périphériques devenaient des États indépendants.

Euskadi ta Askatasuna (ETA) : « Patrie basque et liberté », en basque. Groupe armé qui se bat pour

arracher l'indépendance du Pays basque espagnol. L'ETA est née de l'EKIN, groupe nationaliste qui a changé son nom en 1958. Les activités initiales du groupe consistaient à placer des bombes dans des villes basques comme Bilbao. En 1968, l'ETA a mené sa première action militaire ; dans les années suivantes, elle a intensifié ses violences en visant les forces de sécurité et les responsables politiques. Le groupe est toujours actif en Espagne et garde des liens avec des groupes armés à travers le monde. Ses effectifs seraient très réduits – un noyau dur d'activistes d'une vingtaine de personnes, peut-être, et plusieurs centaines de partisans ; son quartier général serait partagé entre le Pays basque français et le Pays basque espagnol.

FARC : Fondées en 1964 par Manuel Marulanda Vélez et d'autres membres du comité central du Parti communiste colombien (Partido comunista de Colombia – PCC), les FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, Forces armées révolutionnaires de Colombie) sont une organisation armée d'inspiration marxiste dont l'objectif est de renverser le gouvernement. Elles prétendent défendre les ruraux pauvres contre les classes riches colombiennes et s'opposent donc à l'influence américaine dans le pays, à la privatisation des ressources naturelles ainsi qu'à la présence des multinationales. Le groupe s'en prend aux riches propriétaires fonciers, aux touristes étrangers et à des responsables internationaux et intérieurs en vue. Son organisation est militaire, et

ses membres – autour de 7 000, suivant les estimations – portent un uniforme et se conduisent comme une armée régulière. L'importance des FARC s'est accrue à la faveur de leur alliance avec des trafiquants de drogue colombiens. D'après les experts, les FARC recueillent entre 200 et 400 millions de dollars chaque année – dont la moitié au moins du trafic de drogue. Le reste lui vient d'enlèvements, d'extorsions de fonds et d'un « impôt » officieux levé dans la campagne.

Fitna : Désignant à l'origine ce qui met à l'épreuve la foi d'un croyant, la *fitna* renvoie à des périodes de troubles et de guerre interne au sein de la communauté musulmane. Dans l'histoire islamique, le mot est souvent employé au sens de guerre civile.

Frères musulmans : Fondée en Égypte en 1928, cette association est considérée comme le prototype de tous les mouvements islamistes modernes d'obédience sunnite. Présents dans le monde entier, les Frères musulmans prônent un islam réformiste.

Groupe islamique armé (GIA) : Groupe islamiste qui aurait été fondé en mars 1992 par des Arabo-Afghans de retour en Algérie après la guerre d'Afghanistan. Il est dirigé par l'émir Abou Abd Ahmed, également connu sous le nom de « Djafaar Al-Afghani ». Le but final du GIA est de renverser le gouvernement en place soutenu par l'armée pour instaurer un État islamiste fondé sur la charia. Il compterait entre

20 000 et 25 000 membres. Depuis décembre 1993, le GIA a accompli des attaques particulièrement violentes contre des étrangers en Algérie aussi bien que contre des citoyens algériens.

Guerre par procuration : Expression dénotant le combat de tierces parties pour le compte de puissances mondiales plus importantes. La guerre du Vietnam en est l'exemple par excellence.

Hamas : Créé le 14 décembre 1987 (cinq jours après le début de l'Intifada) en tant que branche palestinienne des Frères musulmans, le groupe s'est donné pour objectif d'instaurer un État islamique palestinien à la place d'Israël. Principal rival de l'OLP dans les territoires occupés par Israël, le Hamas a bénéficié des échecs de Yasser Arafat sur le front international, surtout après la guerre du Golfe. La guerre est pour lui l'unique moyen de libérer les Territoires occupés : le lien direct qu'il a établi entre l'islam et la libération des Territoires occupés limite voire exclut tout compromis sur ce point. Responsable de plusieurs attentats en Israël, notamment d'attentats-suicides, il s'est cependant montré prêt à reconnaître Israël – condition de son entrée dans le gouvernement de coalition au début de l'été 2014. Ses activités sont concentrées dans la bande de Gaza et quelques régions de Cisjordanie. Les objectifs du Hamas sont exposés dans sa charte du 18 août 1988 : outre la libération de la Palestine et la création d'un État islamique palestinien, le rejet

de toute présence occidentale dans les pays musulmans ainsi que l'opposition à la sécularisation et à l'occidentalisation de la société arabe.

Hezbollah : « Parti de Dieu », en arabe. Le Hezbollah est un groupe chiite libanais radical formé en 1982 en réponse à l'invasion israélienne du Liban. Il prône l'instauration au Liban d'un régime islamique comparable à celui de l'Iran, la libération de toutes les terres arabes occupées, ainsi que l'expulsion des non-musulmans des pays musulmans. Parrainé par l'Iran, le groupe opère surtout dans la vallée de la Bekaa, au sud de Beyrouth. Il compterait 40 000 militants au Liban et plusieurs milliers de partisans. Il possède de l'artillerie lourde, notamment des lanceurs multiples de roquettes BM-21. Un certain nombre de ses membres sont impliqués – ou soupçonnés de l'être – dans diverses attaques armées visant les États-Unis. Le Hezbollah est aussi connu sous le nom de « Djihad islamique », mais sa branche armée officielle est la « Résistance islamique ». Créée en 1983, celle-ci supervise les opérations militaires dans le Sud-Liban. Elle compte 400 combattants bien entraînés et 5 000 partisans. Outre des attaques sporadiques (surtout des attentats et des meurtres), elle mène des opérations militaires contre les armées israélienne et libanaise. Militairement organisées, les activités de la Résistance islamique sont devenues de plus en plus illégales depuis 1993. Le groupe a essayé en particulier de se constituer une base populaire au Sud-Liban par des activités d'aide sociale

comme son Djihad al-Hoed (« Effort sacré pour la reconstruction »), qui finance la reconstruction des bâtiments détruits par l'armée israélienne. Il verse aussi 25 000 dollars aux familles des « martyrs » morts dans des opérations-suicides.

Imam : Dans l'usage courant, le mot désigne celui qui dirige les prières des fidèles musulmans, poste qui ne requiert ni ordination ni pouvoirs spirituels spéciaux, si ce n'est une éducation suffisante pour s'acquitter de cette tâche. Beaucoup de sunnites emploient aussi ce mot, au figuré, pour désigner le chef de la communauté islamique. Chez les chiites, le mot revêt des sens multiples et complexes. D'une manière générale, cependant, et surtout écrit avec une capitale, l'Imam désigne, pour les chiites, le descendant du Parti d'Ali, dépositaire désigné de l'autorité spirituelle de Dieu.

Islamisme : Idéologie politique fondée sur l'idée que les principes religieux musulmans doivent dominer tous les aspects de la vie publique et privée.

ISI : État islamique en Irak, EII.

ISIS : État islamique en Irak et en Syrie. Également connu sous le nom d'État islamique de l'Irak et du Levant (Islamic State of Irak and the Levant, ISIL) et d'État islamique (Islamic State, IS), cette organisation terroriste a été officiellement créée en 2013, même si son histoire remonte aux années 2000 et

à Al-Qaïda. Son territoire couvre de larges pans de l'Irak et de la Syrie ; ses forces attaquaient la ville irakienne de Mossoul début septembre 2014.

Jabhat al-Nosra : « Front pour la victoire », branche d'Al-Qaïda active en Syrie et au Liban, créée en 2012 au cours de la guerre civile syrienne. Le Front a eu plusieurs accrochages avec l'EIIS ; à l'heure où ces pages sont sous presse, il essuie de sérieux revers dans sa guerre déclarée avec l'État islamique.

Kufr : littéralement « mécréance » ; le mot est employé pour désigner tous ceux qui ne croient pas en l'islam.

Moudjahidine : Pluriel du mot arabe *moudjahid*, signifiant littéralement « qui fait le djihad ». Appliqué aux musulmans combattant l'occupation soviétique de l'Afghanistan (1979-1989), le mot est habituellement traduit par « combattants de la foi ».

Maktab al-Khidamat : Également connue sous le nom de Bureau arabo-afghan. Organisation fondée en 1984 par Oussama ben Laden et Abdullah Azzam. Son but était de lever des fonds et de recruter des soldats terroristes contre les Soviétiques. Le Bureau a été absorbé par Al-Qaïda en 1989 après la mort d'Azzam.

Al Nahda : Renaissance culturelle de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle en Égypte et au Moyen-Orient,

stimulée, entre autres choses, par le contact avec l'Europe. Considérée comme une période de modernisation intellectuelle et de réforme.

Nationalisme : Mot employé pour décrire l'attachement sentimental et idéologique à une nation et à ses intérêts. Le mot trouve son origine dans l'idée qu'un État doit se fonder dans une nation, et qu'une nation doit se constituer en État. Le nationalisme requiert la conscience d'une identité nationale, laquelle peut passer par l'intégrité territoriale, une langue commune, des coutumes partagées et d'autres éléments culturels.

Mollah Omar : Chef spirituel et commandant des Talibans. Dirigeant de l'Afghanistan de 1996 à 2001, il fut déposé quand les États-Unis envahirent le pays.

Organisation de libération de la Palestine (OLP) : Mouvement nationaliste palestinien et organisation centrale de tous les mouvements palestiniens, l'OLP a été créée en 1964 par Ahmed Choukeiry sous les auspices de l'Égypte. Son objectif, énoncé dans sa charte de mai 1964, est la création d'un État palestinien indépendant sur le territoire d'Israël ou, du moins, dans les Territoires occupés (Gaza et Cisjordanie). Yasser Arafat en a été le chef de 1969 jusqu'à sa mort en 2004, où Mahmoud Abbas lui a succédé.

Oulémas : Savants islamiques.

Oumma : Communauté des croyants, qui transcende les différences nationales, ethniques, politiques et économiques.

Peshmerga : Nom officiel de l'armée kurde. Ses combattants existent sous une forme ou une autre depuis le mouvement d'indépendance kurde des années 1920, après l'effondrement de l'Empire ottoman. Cette armée compte des femmes dans ses rangs.

Al-Qaïda : Littéralement, « la Base », initialement formée autour de 1988 par Oussama ben Laden et Abou Oubaïda Al-Banshiri, chef militaire de Ben Laden, sous la forme d'un réseau destiné à rattacher les Arabes volontaires pour le djihad antisoviétique. Al-Qaïda a aussi contribué à financer, à recruter et à entraîner des extrémistes islamiques sunnites pour la résistance afghane. Elle se transforma bientôt en organisation insurgée islamiste sunnite et multiethnique qui demeura active bien après la fin de la guerre afghane. Son objectif premier est d'instaurer un califat panislamiste dans le monde musulman ; à cette fin, elle recherche la collaboration d'autres organisations islamistes armées pour renverser les régimes en place, jugés « non islamistes », et chasser les Occidentaux et les non-musulmans des pays musulmans. En 1998, elle fusionna avec le Djihad islamique égyptien (« Al-Djihad »). Elle compterait entre plusieurs centaines et plusieurs milliers de membres.

Moqtada Al-Sadr : Dirigeant islamiste irakien très influent. En février 2014, il se retira subitement du gouvernement.

Salafisme : Secte islamique qui respecte strictement et littéralement les dogmes de l'islam. Né au XIX^e^ siècle en réponse à l'influence européenne dans la région, le salafisme est parfois considéré comme un mouvement puritain et souvent associé au djihad. Les salafistes se recrutent essentiellement en Arabie saoudite, au Qatar et dans les Émirats arabes unis et passent pour la « minorité dominante » au Moyen-Orient.

Salafisme moderne : Interprétation radicale du salafisme. Mouvement farouchement antioccidental qui prône un retour à la pureté de l'islam.

Sunnisme : La plus grande secte de l'islam. Après la mort de Mahomet, les fidèles partisans d'une méthode d'élection traditionnelle fondée sur l'accord de la communauté allaient être connus sous le nom de sunnites ; ils se heurtèrent aux chiites, partisans d'une transmission héréditaire du leadership.

Takfîr : Accusation d'apostasie.

Tawhid : Unité de Dieu dans la théologie musulmane.

Al-Tawhid Wal-Jihad : Groupe islamiste militant fondé à Falloujah en 2003 et dirigé par Abou Moussab

Al-Zarkaoui. Le groupe procura des faux papiers à plus d'une centaine de combattants d'Al-Qaïda qui fuirent l'Afghanistan au cours de la guerre de 2001. Il leur fournit aussi des fonds et un havre de sécurité (près de Téhéran), puis organisa leur départ d'Iran vers d'autres régions du Moyen-Orient et d'Occident. En 2004, le groupe proclama son allégeance à Oussama ben Laden et prit le nom d'Al-Qaïda en Irak. Le nom signifie « Monothéisme et Djihad ».

Zakat : Aumône qui constitue un des cinq piliers de l'islam. Littéralement, « purification ».

Abou Moussab Al-Zarkaoui : Militant islamique originaire de Jordanie, qui y dirigea un camp d'entraînement terroriste au milieu des années 1990. Il se fit connaître en Irak en y organisant un certain nombre d'attentats au cours de la guerre d'Irak. Il fut tué en 2006 par les forces américaines.

Notes

NOTE SUR LA TERMINOLOGIE

1. Basma Atassi, « Iraki Al-Qaeda Chief Rejects Zawahiri's Orders », http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2013/06/201361517221782781O.html.

2. « Califat » est le nom donné à l'État islamique dirigé par un chef religieux et politique suprême, le calife, ou successeur du prophète Mahomet. Des divers empires musulmans connus sous le nom de « califats », le plus célèbre est le califat (ou Empire) ottoman qui a régné de 1453 à 1924. Centré autour du pouvoir des sultans turcs, le califat ottoman s'était étendu aux Balkans et à la Hongrie sous Soliman le Magnifique, au XVI[e] siècle, pour atteindre les portes de Vienne.

INTRODUCTION

1. Nick Paton Walsh, Gul Tuysuz et Raja Razek, « Al-Qaeda, Linked Group Strengthens Hold in Northern Syria », http://edition.cnn.com/2013/11/05/world/europe/syria-turkey-al-qaeda.

2. Être moderne suppose une manière d'appréhender le monde, une capacité de se saisir de ses possibilités présentes

et de la dynamique du changement en vue d'un développement plus complet. Paul Nadal, « What Is Modernity ? », http://belate.wordpress.com/2013/03/03/what-is-modernity.

3. Collectif, « Life Under ISIS For Residents of Raqqa : Is This Really A Caliphate Worse Than Death ? », http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/life-under-isis-for-residents-of-raqqa-is-this-really-a-caliphate-worse-than-death-9715799.html.

4. Hannah Strange, « Islamic State Leader Abu Bakr al-Baghdadi Addresses Muslims in Mosul », http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/iraq/10948480/Islamic-State-leader-Abu-Bakr-al-Baghdadi-addresses-Muslims-in-Mosul.html.

5. Roula Khalaf, « Abu Bakr al-Baghdadi : Isis Leader », http://www.ft.com/cms/s/0/ec63d94c-02b0-11e4-a68d-00144feab7de.html.

6. Paul Gilbert, *Terrorism, Security and Nationality*, Londres, Routledge, 1995.

PROLOGUE
UNE NOUVELLE SORTE DE TERRORISME ?

1. Benoît Faucon et Ayla Albayrak, « Islamic State Funds Push Into Syria and Irak with Labyrinthine Oil-Smuggling Operation », http://www.wsj.com/articles/islamic-state-funds-push-into-syria-and-iraq-with-labyrinthine-oil-smuggling-operation-1410826325.

2. Alex Bilger, « ISIS Annual Reports Reveal a Metrics-Driven Military Command », http://www.understandingwar.org/sites/default/files/ISWBackgrounder_ISIS_Annual_Reports_0.pdf.

3. GPO, « PLO's Ability to Help Palestinian Authority Is Not Clear », http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/GAOREPORTS-NSIAD-96-23/html/GAOREPORTS-NSIAD-96-23.htm.

4. Communiqué de presse, « Islamic State Has Up To $2 Billion for the War Against the US », http://vestnikkavkaza.net/news/politics/60124.html.

5. Au cœur de la désintégration des forces armées irakiennes constituées de 350 000 hommes, quand l'EI a attaqué Tikrit et Mossoul en juin 2014, on trouve, en plus de la lâcheté et du manque de loyauté, une corruption généralisée. Des commandants touchaient les soldes de « bataillons fantômes » qui n'existaient pas, recevant de l'argent pour 6 000 soldats quand, en réalité, ils n'en avaient que 200. « Malgré l'énormité des dépenses militaires, qui auraient atteint un total de 41,6 milliards de dollars au cours des trois dernières années, des unités furent envoyées sur le front sans munitions, avec juste quatre chargeurs pour chaque fusil d'assaut. L'EI a produit des vidéos glaçantes montrant avec quelle facilité ses snipers pouvaient blesser et tuer des soldats. » http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/isis-caliphate-has-baghdad-worried-because-it-will-appeal-to-angry-young-sunnis-9574393.html.

1. D'AL-ZARKAOUI À AL-BAGHDADI

1. Malgré la rhétorique de la « Guerre à la terreur » inaugurant une nouvelle ère d'impérialisme américain, même en Irak l'Occident n'a pas conquis de nouveaux territoires dans l'idée de les intégrer à sa nation, comme dans une guerre de conquête prémoderne.

2. John Gray, « A Point of View : Isis and What It Means to be Modern », http://www.bbc.com/news/magazine-28246732.

3. Lawrence Joffe, « Obituary : Ayatollah Mohammad Bakir al-Hakim ». http://www.theguardian.com/news/2003/aug/30/guardianobituaries.iraq.

4. David Rose, « Heads in the Sand », http://www.vanityfair.com/politics/features/2009/05/iraqi-insurgents200905.

5. Greg Bruno, « The Role of the "Sons of Irak" In Improving Security », http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/04/28/AR2008042801120.html.

6. Matt Bradley et Ali A. Nabhan, « Iraki Officer Takes Dark turn to al-Qaeda », http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702304834704579405440767359448.

7. Bill Roggio, « Analysis : ISIS, allies reviving "Baghdad belts" battle plan », http://www.longwarjournal.org/archives/2014/06/analysis_isis_allies.php.
8. *Ibid.*
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. Maison-Blanche, « President's Address to the Nation, January 10, 2007 », http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/01/20070110-7.html.
12. Peter Beaumont, « Abu Bakr al-Baghdadi : The ISIS Chief With the Ambition to overtake al-Qaida », http://www.theguardian.com/world/2014/jun/12/baghdadi-abu-bakr-iraq-isis-mosul-jihad.
13. Collectif, « Interior Published a New Picture of the Leader of "Daash" Abu Bakr al-Baghdadi », http://www.shafaaq.com/sh2/index.php/news/Irak-news/71597--qq-.html (article en arabe).
14. Jenna McLaughlin, « Was Irak's Top Terrorist Radicalized at a US Run Prison ? », http://www.motherjones.com/politics/2014/07/was-camp-bucca-pressure-cooker-extremism.
15. Collectif, « The Biography of Sheikh Abu Bakr al-Baghdadi », https://archive.org/stream/TheBiographyOfSheikh-AbuBakrAlBaghdadi/The%20biography%20of%20Sheikh%20Abu%20Bakr%20Al-Baghdadi_djvu.txt.
16. Lizzie Dearden, « Irak Crisis : ISIS Leader Pictured for the First Time After Declaring Islamic Caliphate », http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/Irak-crisis-isis-leader-pictured-for-first-time-after-declaring-islamic-caliphate-9586787.html.
17. Sohrab Ahmari, « Inside the Mind of the Western Jihadist », http://online.wsj.com/articles/sohrab-ahmari-inside-the-mind-of-the-western-jihadist-1409352541.
18. Interview de Michael Przedlacki, 16 septembre 2014.
19. Aryn Baker, « Why Al Qaeda Kicked Out Its Deadly Syrian Franchise », http://time.com/3469/why-al-qaeda-kicked-out-its-deadly-syria-franchise.

20. Paul Crompton, « The Rise of the New Caliph, ISIS Chief Abu Bakr al-Baghdadi », http://english.alarabiya.net/en/perspective/profiles/2014/06/30/The-rise-of-the-new-caliph-ISIS-chief-Abu-Bakr-al-Baghdadi.html.

2. RÉPÉTITIONS EN VUE DU CALIFAT

1. Donald Neff, « The First Intifada Erupts, Forcing Israel to Recognize Palestinians », http://www.ampalestine.org/index.php/history/the-intifadas/364-the-first-intifada-erupts-forcing-israel-to-recognize-palestinians.
2. Loretta Napoleoni, *Terror Incorporated*, New York, Seven Stories Press, 2005 ; *Qui finance le terrorisme international ?*, trad. S. Marty, Paris, Autrement, 2005.
3. Hannah Allam, « Records Show How Iraki Extremists Withstood US Anti-Terror Efforts », http://www.mcclatchydc.com/2014/06/23/231223/records-show-how-iraqi-extremists.html.
4. Bernard Haykel, « The Enemy of My Enemy Is Still My Enemy », http://www.nytimes.com/ref/opinion/26haykel.html.
5. Aryn Baker, « Syrian Rebels Appear to Have a New Type of US Made Anti-Tank Weapon », http://time.com/57313/syrian-rebels-are-seen-with-u-s-made-weapons/.
6. Erika Solomon et Daniel Dombey, « PKK "terrorists" Crucial to Fight Against ISIS », http://www.ft.com/cms/s/0/4a6e5b90-2460-11e4-be8e-00144feabdc0.html#axzz3ATSuW000.
7. Interview de Francesca Borri, 15 septembre 2014.
8. Interview d'un ancien rebelle syrien, 10 août 2014.
9. Interview de Francesca Borri, 15 septembre 2014.
10. « Opposizione siriana, Qatar ha pagato riscatto di 20 milioni di dollari per rilascio caschi blu da al-Nusra », *La Repubblica,* 13 septembre 2014.
11. « Il Fatto Quotidiano. Isis, nuovo video. L'ostaggio John Cantlie ai media : "Dite la verità su Stato Islamico" », http://www.ilfattoquotidiano.it/2014/09/18/isis-nuovo-video-

lostaggio-john-cantlie-ai-media-dite-la-verita-sullo-stato-islamico/1125414/.

12. Elliot Ackerman, « Watching ISIS Flourish Where We Once Fought », http://www.newyorker.com/news/news-desk/watching-isis-flourish-where-we-once-fought.

13. « ISIS Leader al-Baghdadi Proves Formidable Enemy », http://www.al-monitor.com/pulse/fr/originals/2014/02/iraq-isis-baghdadi-mystery.html#.

14. Middle East Monitor, « Corruption in the Palestinian Authority », https://www.middleeastmonitor.com/downloads/reports/20131214_CorruptioninthePalestinianAuthority.pdf.

15. Maggie O'Kane, « Where War is a Way of Life », http://www.theguardian.com/world/2001/oct/15/afghanistan.terrorism9.

16. Hannah Allam, « Records Show How Iraki Extremists Withstood US Anti-Terror Efforts ».

17. En fait, Moqtada Al-Sadr suivit un projet similaire dans les banlieues chiites de Bagdad en 2003, créant son propre embryon d'État avec ses programmes sociaux, et cette approche se révéla très fructueuse.

18. Aaron Zelin, « The Islamic State of Iraq and Syria Has a Consumer Protection Office », http://www.theatlantic.com/international/archive/2014/06/the-islamic-state-of-iraq-and-syria-has-a-consumer-protection-office/372769/.

19. Interview de Michael Przedlacki, 16 septembre 2014.

20. Fehim Taştekin, « Turkey's Syria Borders an Open Door for Smugglers », http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/04/turkey-syria-borders-smuggling-guns-conflict-kurds-pkk-isis.html.

21. Aaron Zelin, « The Islamic State of Iraq and Syria Has a Consumer Protection Office ».

22. *Ibid.*

23. Juan Foerom, « Rebel-Held Zone in Colombia Fears End of Truce », http://www.nytimes.com/2000/12/16/world/rebel-held-zone-in-colombia-fears-end-of-truce.html.

3. LE PARADOXE DE LA NOUVELLE ROME

1. Jeremy Bowen, « Iraq Crisis : Fighting in Tikrit After "Caliphate" Declared », http://www.bbc.com/news/world-middle-east-28092840.

2. Frank Gardner, « ISIS Rebels Declare "Islamic State" in Iraq and Syria », http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-28082962.

3. Francesca Borri, « Behind the Black Flag : Current, Former ISIL Fighters Speak », http://www.usnews.com/news/articles/2014/06/25/behind-the-black-flag-current-former-isil-fighters-speak.

4. William Dalrymple, « The ISIS Demand for a Caliphate Is About Power, Not Religion », http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/jul/13/isis-caliphate-abu-bakr-al-baghdadi-jihadi-islam.

5. Dr. Zachariah Matthews, « The Golden Age of Islam », http://www.irfi.org/articles/articles_401_450/golden_age_of_islam.htm.

6. On aurait tort d'inclure le régime des Talibans dans cette catégorie pour diverses raisons, dont l'importation d'un credo et d'un modèle politique étrangers en Afghanistan – territoire demeuré à l'origine hors de portée du califat.

7. Interview d'un traducteur albanais qui travailla pour l'armée américaine au Kosovo, 25 juillet 2014.

8. Ludovica Iaccino, « ISIS Insurgents Tweet Picture of Beheaded Man : This is our ball. It's made of skin #WorldCup », http://www.ibtimes.co.uk/isis-insurgents-tweet-picture-beheaded-man-this-our-ball-its-made-skin-worldcup-1452643.

9. Interview, Loretta Napoleoni.

10. Roula Khalaf et Sam Jones, « Selling Terror : How ISIS Details its Brutality », http://www.ft.com/cms/s/2/69e70954-f639-11e3-a038-00144feabdc0.html.

11. BBC News, « Iraq's Annual Death Toll Highest in Five Years », http://www.bbc.com/news/world-middle-east-25568687.

12. Aaron Zelin, « The Islamic State of Irak and Syria Has a Consumer Protection Office ».

13. Francesca Borri, « Behind the Black Flag : Current, Former ISIL Fighters Speak ».

14. Deborah Amos, « Islamic State Rule : Municipal Services and Public Beheadings », http://www.npr.org/blogs/parallels/2014/09/12/347748371/islamic-state-rule-municipal-services-and-public-beheadings.

15. BBC News, « Battle for Irak and Syria in Maps », http://www.bbc.com/news/world-middle-east-27838034.

16. Interview de Francesca Borri, 15 septembre 2014 ; voir aussi Francesca Borri, *La Guerra Dentro*, Turin, Einaudi, 2014.

4. LE PHÉNIX ISLAMISTE

1. Michael Daly, « ISIS Leader : See You In New York », http://www.thedailybeast.com/articles/2014/06/14/isis-leader-see-you-in-new-york.html.

2. Fox News, « The Next Bin Laden : ISIS Leader Abu Bakr Al-Baghdadi », http://insider.foxnews.com/2014/06/13/next-bin-laden-isis-leader-abu-bakr-al-baghdadi.

3. Juan Sanchez, *Terrorism & Its Effects*, Global Media, 2007.

4. www.assabeel.net (n1 539, 2 mai 2004).

5. Sohrab Ahmari, « Inside the Mind of the Western Jihadist ».

6. VICE News, « The Islamic State », https://www.youtube.com/watch?v=AUjHb4C7b94.

7. « Islamic State Switches to New Platforms After Twitter Block », http://www.bbc.com/news/world-middle-east-28843350.

8. Jack Healy, « For Jihad Recruits, a Pipeline from Minnesota to Militancy », http://www.nytimes.com/2014/09/07/us/for-Jihad-recruits-a-pipeline-from-Minnesota-to-militancy.html.

9. J. M. Berger, « How ISIS Games Twitter », http://www.theatlantic.com/international/archive/2014/06/isis-iraq-twitter-social-media-strategy/372856/.

10. Cahal Milmo, « ISIS Jihadists Using World Cup and Premiere League Hashtags to Promote Extremist Propaganda on Twitter », http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraq-crisis-exclusive-isis-jihadists-using-world-cup-and-premier-league-hashtags-to-promote-extremist-propaganda-on-twitter-9555167.html.

11. « ISIS Leader al-Baghdadi Proves Formidable Enemy », http://www.al-monitor.com/pulse/fr/originals/2014/02/iraq-isis-baghdadi-mystery.html.

12. Cahal Milmo, « ISIS Jihadists Using World Cup and Premiere League Hashtags to Promote Extremist Propaganda on Twitter ».

13. Interview de Francesca Borri, 15 septembre 2014. [*Cf.* Francesca Borri, « Dans l'enfer d'Alep », trad. V. Bordeaux, *Le Monde*, 15 mai 2014.]

14. Sohrab Ahmari, « Inside the Mind of the Western Jihadist ».

15. Jonathan Owen, « British Fighters Make Up a Quarter of Foreign Jihadists », http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/islamic-state-backgrounder-british-fighters-make-up-a-quarter-of-foreign-jihadists-9681547.html.

16. Interview de Francesca Borri, 15 septembre 2014.

17. Jason Burke, « The ISIS Leader's Vision of the State is a Profoundly Contemporary One », http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/aug/24/isis-abu-bakr-al-baghdadi-jason-burke.

5. LE DJIHAD MODERNE

1. Tom Englehardt, « Don't Walk Away From War : It's Not The American Way », http://original.antiwar.com/engelhardt/2014/06/10/dont-walk-away-from-war/.

2. Robert Fisk, « Irak Crisis : Sunni Caliphate Has Been Bankrolled by Saudi Arabia », http://www.belfasttelegraph.co.uk/opinion/columnists/robert-fisk/iraq-crisis-sunni-caliphate-has-been-bankrolled-by-saudi-arabia-30351679.html.

3. Damien McElroy, « ISIS Leader : Muslims Must Fight Until Rome Conquered », http://www.independent.ie/world-news/middle-east/isis-leader-muslims-must-fight-until-rome-conquered-30399749.html.

4. *Ibid.*

5. Saladin (1137 ou 1138 - 4 mars 1193) fut le premier sultan d'Égypte et de Syrie ainsi que le fondateur de la dynastie ayyubide. Il prit la tête de l'opposition aux croisés européens au Levant. Au faîte de sa puissance, son sultanat comprenait l'Égypte, la Syrie, la Mésopotamie, l'Hedjaz, le Yémen et d'autres parties d'Afrique du Nord.

6. Qutb ayant été emprisonné, torturé et finalement pendu par le régime de Nasser, sa souffrance est devenue emblématique des victimes des régimes arabes répressifs.

7. Damien McElroy, « ISIS Leader : Muslims Must Fight Until Rome Conquered ».

8. Ben Hubbard, « ISIS Threatens Al Qaeda as Flagship Movement of Extremists », http://www.nytimes.com/2014/07/01/world/middleeast/isis-threatens-al-qaeda-as-flagship-movement-of-extremists.html.

9. « How Saudi Arabia helped ISIS take over the north of Irak », http://www.belfasttelegraph.co.uk/opinion/how-saudi-arabia-helped-isis-take-over-the-north-of-iraq-30435038.html.

10. Nick Patton Walsh, « The Secret Jihadi Smuggling Route Through Turkey », http://edition.cnn.com/2013/11/04/world/europe/isis-gaining-strength-on-syria-turkey-border/.

6. SALAFISME RADICAL

1. « Under the Microscope », émission d'al Jazeera Arabic Satellite TV Broadcast, 1er juillet 2004, émission en arabe.

2. Collectif, « The Biography of Sheikh Abu al-Baghdadi », https://archive.org/stream/TheBiographyOfSheikhAbu-BakrAlBaghdadi/The%20biography%20of%20Sheikh%20Abu%20Bakr%20Al-Baghdadi_djvu.txt.

3. Albert Hourani, *A History of the Arab Peoples*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2003.

4. http://www.oxfordislamicstudies.com/article/opr/t125/e2356.

5. *Ibid.*

6. « The Future of Sharia : Negotiating Islam in the Context of the Secular State », http://sharia.law.emory.edu/index.html%3Fq=en%252Fwars_apostasy.html.

7. LES NOUVEAUX MONGOLS

1. « How Saudi Arabia Helped ISIS Take Over the North of Irak », http://www.belfasttelegraph.co.uk/opinion/how-saudi-arabia-helped-isis-take-over-the-north-of-iraq-30435038.html.

2. Mike Schuster, « The Origins of the Shiite-Sunni Split », http://www.npr.org/blogs/parallels/2007/02/12/7332087/the-origins-of-the-shiite-sunni-split.

3. « The Saud Family and Wahhabi Islam », http://countrystudies.us/saudi-arabia/7.htm.

4. Nassima Neggaz, « The Falls of Baghdad in 1258 and 2003 : A Study in Sunni-Shi'i Clashing Memories », https://repository.library.georgetown.edu/handle/10822/707405.

5. *Bashaer*, n° 26, 27 décembre 2004. Pour plus de précisions sur l'idée des Américains comme nouveaux Mongols, voir

aussi « Iraqi Vice-President : "Thousands of Suicide Attackers Will Fight Against US" », *Der Spiegel*, 1er février 2003 ; Sam Hamod, « The New Mongols », *al Jazeera*, 19 novembre 2004.

6. *Ibid.*

7. Le 28 avril 2003 Saddam Hussein déclara que Bush était entré dans Bagdad avec l'aide d'Alqami ; voir *al Quds al Arabi*, 30 avril 2003.

8. Loretta Napoleoni, « The Myth of Zarqawi », http://www.antiwar.com/orig/napoleoni.php?articleid=7988.

9. Dès 2003, la présence de combattants étrangers et d'attentats-suicides dans le Triangle sunnite fut un des principaux éléments qui différencia la résistance sunnite de l'insurrection chiite. Un autre était le contexte et les motivations des deux groupes. Si, dans le second cas, il s'agissait au fond de lutte des classes, dans le premier c'était une contre-croisade contre les forces de coalition et une guerre civile contre les chiites. Dès le début, la révolte chiite de Moqtada Al-Sadr avait recherché la reconnaissance politique de ses partisans, jusque-là exclus des postes politiques clés, ainsi qu'une part du gâteau politique pour lui. En fait, les chiites réussirent à prendre le contrôle total de l'« Irak démocratique » ; les insurgés sunnites, pour leur part, étaient plutôt engagés dans une guerre en bonne et due forme contre les puissances d'occupation puis, après l'attentat-suicide contre la mosquée de l'imam Ali, dans une guerre civile contre les hérétiques musulmans.

8. GUERRES PRÉMODERNES CONTEMPORAINES

1. John Cantlie, « Lend Me Your Ears », https://www.youtube.com/watch?v=Vcew3qmidRI.

2. Ali Khedery, « How ISIS Came to Be », http://www.theguardian.com/world/2014/aug/22/syria-iraq-incubators-isis-jihad.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. Amnesty International, « Nigeria : Gruesome Footage Implicates Military in War Crimes », http://www.amnesty.org/en/news/nigeria-gruesome-footage-implicates-military-war-crimes-2014-08-05.

7. Mary Kaldor, *New and Old Wars : Organized Violence in a Global Era*, Malden, MA, Polity Press, 1999.

Remerciements

J'ai commencé à écrire ce livre en juin 2014 en observant les progrès de la toute dernière incarnation de l'organisation armée d'Al-Zarkaoui en Irak. Avec mon agent, Diana Finch, et mon éditeur, Dan Simon de Seven Stories Press, j'ai relu Insurgent Iraq *et, examinant les matériaux rassemblés, en suis arrivée à la conclusion que mes théories étaient fondées. Nous nous sommes donc mis au travail en pleine explosion des événements, transformant l'État islamique en ennemi juré dans la conscience internationale. La situation continue d'évoluer alors que ce livre est sous presse.*

J'adresse des remerciements particuliers à mon amie journaliste Laura Passetti, qui m'a aidée à recueillir des informations et des éléments sur l'État islamique ; à Edith Champagne, qui m'a fait comprendre combien la campagne médiatique de l'État islamique était avancée ; à Francesca Borri, qui m'a

*ouvert les yeux sur le conflit syrien. Ria Julien, amie et rédactrice en chef d'*Insurgent Irak, *qui a de nouveau accepté de se charger de l'édition de ce livre : un grand merci à elle d'avoir rendu mon anglais plus clair et plus fluide.*

Comme d'habitude, mon assistant Federico Bastiani m'a été d'un soutien précieux ; sans lui, je n'aurais pu achever cet ouvrage à temps. Merci encore à ma belle-sœur, Claudia Gerson, et à mon très cher ami, Bart Stevens, qui ont lu le manuscrit, non pas une mais deux fois. À Sally Klein, d'avoir fait la cuisine et d'avoir veillé sur moi pendant que j'écrivais ; et à ses beaux petits-enfants, de m'avoir fait sourire.

Merci à Steven et Eleonora Creaturo de m'avoir prêté leur maison d'East Quogue, où j'ai mis en forme le premier jet. Sans l'équipe de Seven Stories, vous n'auriez pas ce livre entre les mains, et sans le travail de Silvia Stramenga, ses nombreuses traductions ne seraient pas disponibles.

J'adresse des remerciements tout particuliers à Luigi Bernabó, mon agent italien, qui n'a jamais douté que ce serait un succès.

Merci à mon mari, à mes enfants, à ma mère et à ma tante, qui sont toujours de grands soutiens, à ma cousine Marina et à Davide : à mes amis sur qui je peux toujours compter et qui ont écouté mes interminables théories sur l'État islamique.

Table

Note sur la terminologie 9
Introduction 13
Prologue
Une nouvelle sorte de terrorisme ? 25
1. D'Al-Zarkaoui à Al-Baghdadi 31
2. Répétitions en vue du califat 49
3. Le paradoxe de la nouvelle Rome 73
4. Le Phénix islamiste 91
5. Le djihad moderne 111
6. Salafisme radical 123
7. Les nouveaux Mongols 129
8. Guerres prémodernes contemporaines 141
Épilogue 153
Glossaire 159
Notes 173
Remerciements 187

Composition et mise en pages
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq

Achevé d'imprimer en janvier 2015
par CPI Bussière
pour le compte des éditions Calmann-Lévy
31, rue de Fleurus 75006 Paris

PAPIER À BASE DE
FIBRES CERTIFIÉES

calmann-lévy s'engage
pour l'environnement en réduisant
l'empreinte carbone de ses livres.
Celle de cet exemplaire est de :
550 g éq. CO_2
Rendez-vous sur
www.calmann-levy-durable.fr

N° d'éditeur : 2255647/01
N° d'imprimeur : 2013959
Dépôt légal : février 2015
Imprimé en France.

« Connais ton ennemi » reste l'adage le plus important dans la lutte contre le terrorisme.

Si l'État islamique est présenté le plus souvent, dans les journaux occidentaux, comme un gang de criminels enchaînant les victoires, l'experte en terrorisme Loretta Napoleoni nous rappelle que l'ambition première de l'organisation est d'édifier une nation, en recréant l'ancien califat de Bagdad version XXIe siècle.

Largement financé par l'étranger, l'État islamique utilise toutes les technologies modernes de communication pour recruter, collecter des fonds et séduire. Car son but est d'asseoir sa souveraineté et de créer une adhésion autour de son projet, à la différence d'Al-Qaïda et des talibans qui exploitent les populations locales et font régner la terreur. Grâce aux réseaux sociaux, 12 000 djihadistes, dont 2 200 Européens, ont rejoint ses rangs.

Cette enquête est un document clé pour la compréhension de la nébuleuse État islamique engagée dans une guerre de conquête. L'EI n'est pas un réseau terroriste de plus, mais un ennemi puissant en phase avec le désordre mondial actuel, et « ignorer ces faits est plus que trompeur et superficiel, c'est dangereux ».

• **Loretta Napoleoni**
est une journaliste italienne qui a travaillé pour *La Stampa*, *La Repubblica* et *El País*. En tant que présidente du groupe de financement de la lutte contre le terrorisme pour le Club de Madrid, elle se rend régulièrement en Syrie, au Pakistan, en Turquie, en Iran et en Irak. Elle est l'auteur de plusieurs essais sur le terrorisme.

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat.

ISBN 978-2-702-15740-4
2255647
9 782702 157404

17 €
Prix valable en France
www.calmann-levy.fr